VISÓ

2017
NUMÉRO
06

REGARDS SUR L'ESPAGNE

PAR LES ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE

SARAGOSSE
ENTRE DANS LA DANSE

POUVOIR
Indignés presque parfaits ?

CONQUISTADORA
La déferlante féministe

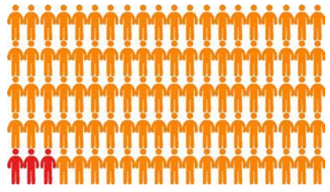
PROJECTEUR
L'Aragon crève l'écran

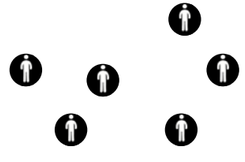
Visó n°6 • 2017 • 3 €
3 770003 575238

L'ARAGON EN CHIFFRES

47 719 km²
Surface comparable à celle de la Slovaquie

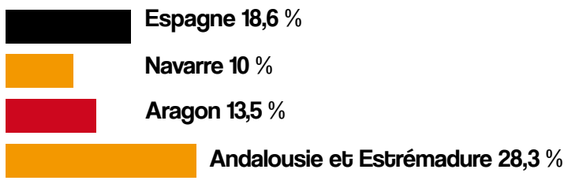
1 326 403 habitants
Soit 2,85 %
de la population espagnole





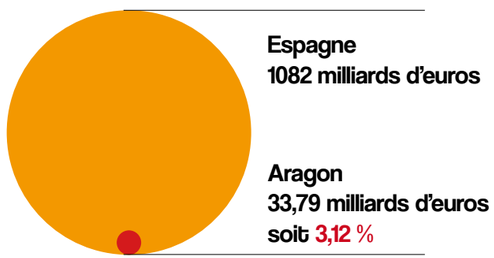
27,9 habitants au km²
L'Aragon est la 4e communauté autonome la moins densément peuplée

13,5% de chômage
Le chômage de l'Aragon est sensiblement moins élevé que la moyenne nationale



25 552 €

PIB par habitant
L'Aragon possède le 5e PIB par habitant le plus élevé d'Espagne



PIB annuel

ÉDITO

« Vous verrez »

Deux ans qu'on entend ça. « *Vous verrez* ». Les anciens de l'école nous faisaient saliver. « *Vous allez adorer* ». *Visó*, c'est le magazine des étudiants en presse écrite de l'école, LE projet de notre dernière année. À l'intersaison, des rumeurs : une destination éloignée, en sortie de crise… Pourquoi pas Cuba… En 2017, l'Ijba a 50 ans après tout… À année exceptionnelle, destination exceptionnelle, non ? Finalement, ce sera Saragosse. Moins sexy d'apparence, plus proche en distance. On a commencé par s'en accommoder. On a fini par adorer. Les anciens ont toujours raison. Une fois sur le terrain, les réalités de la ville et de l'Aragon sautent aux yeux. Saragosse, baromètre de l'opinion, laboratoire bouillonnant. La pertinence de la destination, pleine de contrastes et d'aspérités, est devenue évidente. Pour les 50 ans, on a voulu marquer le coup. Faire un *Visó* dont on se souviendra. Un *Visó* différent. Dans sa forme, dans son écriture, dans nos choix éditoriaux. Alors, on se balade, on se laisse porter. Sur le trajet, on franchit des cols enneigés, on traverse un désert et des plaines abîmées. À Saragosse, place du Pilar, la basilique, majestueuse, rappelle l'héritage catholique de la ville. Sur un balcon ombragé, pas loin, une banderole féministe ondule et claque bruyamment au vent. À deux pas, un élu sort d'une réunion à la mairie. En tee-shirt et jean, petit, mal rasé, cheveux en catogan. L'archétype d'une nouvelle Espagne dont on ferait bien de prendre de la graine. Une Espagne de nouvelles politiques citoyennes, avec les « mairies indignées », qui sort de sa crise comme un vieux malade se lève de son lit : fébrile, encore tâtonnante, mais remplie d'espoir. Courageuse. Audacieuse même, puisqu'elle n'a plus rien à perdre. Alors voilà, *Visó* 2017 ce sera ça. Des femmes et des hommes politiques aussi accueillants et disponibles que la serveuse de la Casa Buisan. Des scientifiques aussi allumés que les peñistas de la Cincomarzada. Des ouvriers aussi amers que la Ambar locale. On confie notre dernière production d'étudiants à votre soif de curiosité. On espère que vous aurez envie de le lire, de le poser, puis de le reprendre. Car pour nous, *Visó* c'est ça : l'aboutissement d'une année de plaisir. ●

Salomé Parent et Patxi Vrignon-Etxezaharreta

LA MAIRIE

4 **Édile de combat**
Issu de la société civile et des mobilisations citoyennes, Pedro Santisteve a pris la tête de Saragosse il y a deux ans.

7 **Le jour d'après**
Soutenue par Podemos lors de son élection à la mairie, la liste Zaragoza en Común marche désormais seule.

10 **Les mains dans le cambouis**
Trois dossiers épineux auxquels se heurte la mairie.

12 **Tout foot le camp**
Le Real Saragosse et la municipalité s'écharpent au sujet du vieux stade de La Romareda.

14 **Le péril jeune**
Précaires et engagés, quatorze jeunes évoquent leurs espoirs et leurs valeurs.

19 **Pourris jusqu'à la Muela**
Comment la commune de la Muela est passée du rêve mégalo au cauchemar de la dette.

20 **Causes, toujours**
Sahraouis, anarchistes, nationalistes,… retour sur des combats emblématiques dans la région.

23 **Goya, le pinceau levé**
Focus sur le grand peintre aragonais, indigné jusque dans ses gravures.

LA RUE

24 **El Gancho, quartier bariolé**
Longtemps délaissé, ce coin populaire de la ville fait peau neuve pour gagner en attractivité.

30 **Le jour de gauche est arrivé**
Tous les 5 mars, la ville célèbre la Cincomarzada. Un événement festif et revendicatif.

32 GRAND ENTRETIEN
Quand María rencontre María
L'une est philosophe, l'autre photojournaliste. Elles mettent en évidence la force citoyenne qui parcourt la ville.

36 **Ibères et délivrées**
Les droits des femmes n'intéressent plus seulement les collectifs féministes. Les hommes sont invités à les rejoindre.

38 PORTFOLIO
Retour vers le futur
L'exposition internationale de 2008 a laissé derrière elle un désert urbain.

44 **Pierres sacrées, pierres profanes**
Rendre le patrimoine au peuple : le combat est engagé entre la mairie et l'Église.

LA FABRIQUE

46 **Opel, ça se corse**
Si l'usine trace sa route, ses ouvriers eux, sont sur les rotules.

52 **Ariño fait grise mine**
L'avenir du charbon est des plus incertains. Demain, le village devra se trouver un nouveau futur.

55 **De l'or Ambar**
Les ventes de bière sont en forte hausse en Espagne. À Saragosse, c'est encore plus vrai.

56 **Bête de science**
Expert international en réalité virtuelle, le Dr. Gutiérrez est aussi un ours solitaire qui refuse de quitter son milieu naturel.

58 **Il était une fois en Aragon**
Désert, montagnes, villages : la région aragonaise est une terre de cinéma, et elle en profite !

61 **La loi du marché**
La situation de l'emploi est précaire en Espagne. Focus sur les chiffres du chômage.

LE VILLAGE

62 **Au pays du vide**
Depuis 50 ans, la campagne aragonaise se dépeuple, au grand regret des derniers habitants.

66 **Villages recherchent habitants**
À Huesca, des hameaux abandonnés ont donné naissance à un monastère bouddhiste, une communauté autonome ou un lieu de vacances.

68 **L'œuvre de Dieu**
Façade impeccable, personnel irréprochable, l'Opus Dei tente de tromper les apparences.

70 **Le dernier homme**
À Betorz, un homme résiste à l'exode rural. Il vit seul, entouré de ses 25 animaux.

72 **Gran Turismo**
L'arrivée massive de touristes a transfiguré le village d'Alquézar, perdu dans les Pyrénées.

74 **Mémoire à panser**
Belchite, un village qui vit dans l'ombre de ses ruines.

76 **Train fantôme**
Sous le poids des flocons et des années, la gare de Canfranc dort dans la montagne. Jusqu'à quand ?

PEDRO L'INDOMPTÉ

Comme à Madrid et Barcelone, un parfait inconnu s'est emparé du fauteuil de maire de Saragosse, cinquième ville d'Espagne. Rencontre avec l'ancien avocat pénaliste devenu premier magistrat.

Pedro Santisteve, maire de Saragosse, a la réputation d'être un travailleur acharné. Les membres de son équipe confessent devoir l'encadrer et lui organiser des moments de répit. Sinon, il se détruirait la santé.

© Vincent Chevais

Les dorures sont comme neuves, des vitraux éclairent de couleurs vives les couloirs. La mairie de Saragosse déborde d'un prestige presque démesuré, avec ses hauts plafonds et ses crucifix en vitrine. Pedro Santisteve, 58 ans, nous accueille dans le bureau de l'ancien maire. Lui a préféré s'installer dans une autre pièce, moins fastueuse mais plus pratique. Vêtu d'une veste bleue et chaussé de mocassins marron confortables, il rentre d'une manifestation célébrant la Journée internationale des droits des femmes, qu'il a préférée à la messe des pompiers. Un choix politique du nouvel édile. Il a refusé de participer à la cérémonie religieuse organisée chaque année le 8 mars en l'honneur des soldats du feu et en a surtout interdit la tenue dans la caserne de la ville.

Originaire de Saragosse et fils de militaire, Pedro Santisteve a étudié le droit pour respecter les vœux paternels. Très vite, il s'engage au sein des mouvements universitaires de gauche et s'illustre en défendant les droits des *insumisos*, ces Espagnols qui refusent de faire leur service militaire à la sortie du franquisme. Sa carrière d'avocat débute, ses engagements se confirment : défense des droits des détenus et des militants incarcérés… En parallèle, il devient professeur de droit pénal à l'Université de Saragosse, réputée conservatrice. « *J'enseignais à des jeunes la séparation des pouvoirs. La Constitution doit être garante de la démocratie et s'élever en bouclier contre la corruption des politiques,* raconte-t-il, *mais je voyais que dans les faits, cela n'avait pas lieu. C'est pour cela que je suis descendu dans la rue et que j'ai intégré le mouvement du 15-M* [ndlr : Mouvement du 15 mai pour la démocratie participative]. »

Un pont entre les générations

Remarqué pour sa verve chez les militants, il reste un inconnu auprès de la majorité des électeurs. « *Seulement 1 % de la population le connaissait au moment de l'élection municipale. Les gens ont voté pour sa liste citoyenne Zaragoza en Común (ZeC) parce qu'elle avait le soutien de Podemos* », analyse le journaliste aragonais Eduardo Bayona. Le 13 juin 2015, Pedro Santisteve devient le premier maire originaire de la ville de Saragosse, en charge de 665 000 administrés. Son profil interpelle les Espagnols : il est pacsé à une militante de Podemos dans un pays où le catholicisme est palpable à chaque coin de rue. Il n'a de surcroît aucune expérience en tant qu'élu.

Près de deux ans après l'élection, l'opposition continue de lui en faire reproche. « *Il n'a pas de projet pour la ville et se comporte comme un militant, sans aucune notion de compromis* », assène le porte-parole du Parti socialiste espagnol (PSOE) à la mairie, Carlos Pérez Anadón. La mèche en bataille, Pedro Santisteve assume. Il reconnaît un manque de dialogue tout en plaidant la faute partagée : « *Les autres partis, de droite comme de gauche, n'aident pas à faire avancer les dossiers. Il suffit de voir comment l'opposition se comporte en séance municipale.* » Il frappe de ses poings la table devant lui. « *Leurs représentants tapent des mains et des pieds comme ça durant mes interventions. Où suis-je ? Dans une école primaire ? Une maison de fous ?* », s'insurge le premier magistrat. « *L'agressivité règne lors des séances du conseil municipal* », confirme Carlota Gomar, reporter pour *El Periodico de Aragón,* qui ajoute : « *Parfois, l'agitation de certains conseillers envers le maire devient embarrassante, même pour nous les journalistes.* »

Comme à Madrid et Barcelone, Pedro Santisteve fait partie de ces « maires du changement » qui essuient les plâtres. Dans une Espagne en pleine recomposition politique, les évolutions sont plus difficiles que prévu. Les institutions qu'il juge « *vieillissantes* » ont la peau dure et résistent face au renouveau politique. « *Je ne l'incarne pas*, estime t-il, *mais les jeunes qui m'accompagnent, oui. Nous sommes dans un mouvement irréversible. Cela prendra dix-quinze ans, mais les institutions changeront. J'ai juste le bon profil pour incarner un pont entre l'ancienne et la nouvelle génération.* » À plusieurs reprises, il nous parle de sa fille de 18 ans qu'il aimerait rendre fière par ses actions.

Pedro Santisteve frotte ses yeux fatigués et ramène une énième fois sa mèche poivre et sel en arrière. Se représentera-t-il dans deux ans aux prochaines municipales ? Il affirme l'ignorer. En revanche, le maire de Saragosse a une image parfaitement claire de sa fin de vie : une maison en altitude dans une campagne désertique, à cultiver un potager bio. Loin de la politique et des affaires de la cité. ●

Camille Mordelet, avec Ivan Trigo González

“OÙ SUIS-JE ? DANS UNE ÉCOLE PRIMAIRE ? UNE MAISON DE FOUS ? ”

Pedro Santisteve, maire de Saragosse

Des Indignés au pouvoir : le changement, c'est doucement

En réaction à la crise financière, les habitants de Saragosse ont élu en 2015 un maire issu du mouvement du 15-M. Deux ans plus tard, les nouveaux venus continuent de se heurter au difficile exercice du pouvoir.

© Vincent Chevais

Le maire de Saragosse Pedro Santisteve reçoit les représentants des associations de quartier lors de la Cincomarzada.

Un changement radical de politique. C'est ce que souhaitaient les Saragossans lorsque le 24 mai 2015, ils ont placé Pedro Santisteve dans le fauteuil de premier magistrat de la capitale de l'Aragon, avec la coalition Zaragoza en Común (ZeC) *(voir encadré ci-après)*. Une *confluence* comparable à celles de Barcelone et de Madrid, ces structures issues de la rue et des mouvements sociaux, dans le prolongement du 15-M et de l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid en 2011. Lorsque les Espagnols se sont élevés pour protester contre la crise financière et la corruption qui ébranlaient la péninsule ibérique.

À mi-mandat, l'euphorie des débuts de Zaragoza en Común à la municipalité semble s'être estompée. Le groupe dispose d'une majorité relative avec neuf conseillers, et a été élu au conseil municipal grâce à l'appui du Parti socialiste (PSOE) et de la Chunta aragonesista (CHA), parti régionaliste aragonais. Des accords qui ont depuis volé en éclat, de l'aveu du maire lui-même, mais aussi de ses anciens alliés et opposants à la mairie. Pour Carmelo Asencio, le porte-parole de CHA, « *ZeC a décidé de gouverner seul après l'investiture* », mettant cette stratégie sur le dos de « *l'inexpérience politique* » de ces élus venus de mouvements sociaux divers. Même constat au PSOE : le porte-parole Carlos Pérez

Anadón estime carrément que son groupe a « *fait une erreur* » en soutenant ZeC. « *Ils ne sont pas intéressés par le dialogue* », juge-t-il, à l'instar de Jorge Ascón, porte-parole du Parti populaire (droite) qui n'a pas de mots assez durs à l'égard de Zaragoza en Común. « *Ils parlent seulement avec les gens qui leur donnent raison* » et sont « *incapables de gouverner* ».

Alliances et mésententes

Des contradictions que corrobore la journaliste du *Periódico de Aragón*, Carlota Gomar. Pour elle, les quatre femmes et cinq hommes qui constituent ZeC se sont présentés à l'élection avec l'héritage des mouvements revendicatifs et se retrouvent confrontés à la nécessité de composer pour gouverner. L'arrivée des *confluences* dans certaines mairies espagnoles pose aussi une question de forme. Ces mouvements sont des structures horizontales. Pour certains, cela peut paraître incompatible avec le fonctionnement très hiérarchisé d'un lieu institutionnel comme une mairie. « *Leur structure est très informelle, ce qui a de bons côtés comme des inconvénients* », tempère le journaliste Eduardo Bayona, qui voit dans la paralysie actuelle une conséquence des divergences internes au conseil municipal.

Succès en demi-teinte

Des points de crispation qui se ressentent au-delà des murs de la mairie. Du fait de ces blocages, Zaragoza en Común peine à réaliser certains points de son programme électoral, et a essuyé plusieurs défaites. Comme la destruction de la fabrique Averly. Ce lieu emblématique de Saragosse, que la nouvelle majorité voulait préserver, a été en partie rasé contre sa volonté afin de construire de nouveaux logements, alors que la politique d'urbanisme de ZeC était justement de prôner la réhabilitation et de ne pas engager de grands travaux. Le même problème se pose pour le programme de « remunicipalisation » des services publics exploités par des entreprises privées, comme le centre d'information 010 *(voir page 10)*. Ce projet, remis en cause par le Parti populaire, est désormais entre les mains du tribunal.

Vingt-deux mois après son élection, Zaragoza en Común peut se targuer d'avoir réduit le montant de la dette de la ville de 70 millions d'euros. Celle-ci s'élève désormais à 765 millions d'euros. Cette diminution permet à Saragosse de passer en dessous de la barre des 110 % d'endettement, seuil légal pour sortir du plan d'ajustement des communes surendettées. Une victoire politique que refusent de reconnaître les contempteurs de Pedro Santisteve. « *On dit que la gauche est traditionnellement une mauvaise gestionnaire,* remarque le sociologue Jaime Minguijón, *mais ici, comme à Madrid, ça paraît faux...* » ●

Clarisse Martin

Zaragoza en Común, frère de combat de Podemos

Ils ont des idées en partage et se sont construits dans la lutte contre l'austérité. Podemos et Zaragoza en Común sont tous deux nés de la mobilisation citoyenne dans le sillage du mouvement des Indignés et de l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid en 2011. Des rassemblements spontanés en réaction à l'onde de choc de la crise financière. Depuis, Podemos s'est constitué en parti politique. Et Zaragoza en Común, sans être une formation politique organisée, a remporté les élections municipales de 2015 à Saragosse, avec la bénédiction du parti de Pablo Iglesias.

Podemos est devenu un parti politique en 2014 afin de présenter des listes sous sa propre bannière aux élections européennes de 2014. La jeune formation avait créé la surprise en devenant la quatrième force politique espagnole lors de ce scrutin. Mais en 2015, le parti de la gauche radicale a fait le choix de ne pas présenter ses propres listes aux élections municipales. Il s'est contenté de donner son appui à plusieurs listes citoyennes. Plusieurs d'entre elles sont sorties victorieuses des urnes dans des villes comme Madrid, Barcelone, Saragosse, La Corogne et Cadix.

À Saragosse, le parti de Pablo Iglesias a choisi de soutenir la liste Zaragoza en Común, menée par Pedro Santisteve. Une figure révélée lors de primaires ouvertes organisées dans la ville, auxquelles 3 700 votants avaient pris part. Si Zaragoza en Común ne cache pas sa proximité avec Podemos, aucun des neuf conseillers municipaux de la liste de Pedro Santisteve n'est encarté dans ce parti. Néanmoins, la municipalité est amenée à travailler avec la formation politique, qui siège au sein de la majorité du Conseil régional de la communauté autonome d'Aragon, alliée au Parti socialiste.●

C. Ma.

D. R.

3 questions à

Pablo Echenique

Secrétaire de l'organisation et du programme de Podemos et secrétaire général de Podemos Aragon.

Que pensez-vous de la politique menée par Zaragoza en Común à la mairie de Saragosse ?

La ville fait partie de ce que l'on a appelé les « mairies du changement ». C'est l'un des meilleurs exemples de ce que peut être un gouvernement de Podemos en Aragon ou en Espagne. Il y a eu un changement profond de l'ordre des priorités et de la manière de construire les politiques publiques. L'un des traits les plus significatifs est que la politique sociale a été significativement augmentée, en même temps que la dette municipale a été réduite, alors qu'elle avait crû de façon exponentielle les années antérieures, jusqu'à faire de Saragosse la capitale la plus endettée d'Espagne.

Quelles sont les différences entre Podemos et Zaragoza en Común ?

Podemos appelle à un rassemblement, pour un nouveau modèle de société, en s'appuyant sur les médias, les réseaux sociaux et la mobilisation citoyenne. Zaragoza en Común est née de la société civile et de sa confrontation avec les problèmes quotidiens des citoyens.

Pensez-vous que la coalition régionale entre Podemos et le Parti socialiste préfigure un accord entre les deux formations au niveau national ?

Podemos Aragon, à l'instar de Podemos au plan national, a adopté une ligne politique qui ne ferme pas la porte à l'entente avec le Parti socialiste. Mais il est très clair que l'unique force qui peut impulser un changement politique profond en Aragon, et en Espagne, est Podemos. Le PSOE pourra être un allié à condition de faire le choix du peuple et de la démocratie contre la vieille garde qui s'obstine à maintenir Rajoy *[le président du gouvernement espagnol de droite, ndlr]* au pouvoir. ●

Recueilli par Camille Mordelet et Clarisse Martin

© Clarisse Martin

Andrea, la rêveuse durable

Andrea a 23 ans et travaille depuis un an dans la boutique d'alimentation en vrac *Sin Huella* de Saragosse. Un commerce dans la mouvance « zéro déchet » en accord avec ses opinions, même si ce n'était pas son objectif initial. Andrea souhaitait devenir travailleuse sociale mais elle a interrompu son cursus, écœurée par de mauvaises expériences en stage. Son projet de vie à terme ? Vivre dans une communauté autogérée et promouvoir « *des valeurs d'égalité et de durabilité, tout en prenant soin de la nature* ». Idéaliste, la jeune femme soutient avec conviction que son rêve n'est pas utopiste. À défaut d'être en mesure de renverser le système, elle ne désespère pas de le faire bouger, et accepte d'y confronter son idéal, explique-t-elle en souriant. ●

C. Ma.

DE VISU...

Les services publics

Le 010, un centre de renseignements téléphoniques, est devenu le symbole du combat de la mairie pour reprendre le contrôle de certains services publics.

Tout commence en 1989. L'Espagne, jeune membre de l'Union européenne en pleine transition démocratique, entame une série de réformes libérales. Un processus de privatisation des services publics est mis en place : gestion de l'eau, ramassage des poubelles, entretien de la ville… En 2013, la Cour des comptes espagnole dresse un bilan peu flatteur : la qualité des services a diminué, mais leur coût a augmenté. Exemple : le prix du nettoyage des villes a bondi de 71 % et le tarif de l'eau de 22 %. La ville de Saragosse, comme les autres « mairies du changement », veut aujourd'hui reprendre certains services des mains du privé. Le plus symbolique d'entre eux est un centre d'appels payants réorientant les clients vers les standards des services publics.

Le numéro 010 a été créé par Ricardo Mur. Ce membre du Parti populaire (PP) est entré à la mairie en 1995, comme conseiller en charge de l'économie. Il a élaboré le 010 alors qu'il était en poste à l'hôtel de ville.

Juin 2015. Zaragoza en Común (ZeC) remporte les élections. Responsable des « remunicipalisations », l'élu communiste Alberto Cubero affirme dans le journal *El Diario* que « *rendre 010 public pourrait générer de l'argent en économisant les coûts de la TVA et des intérêts exigés par l'entreprise* ». Soit une économie de 20 % sur les 325 000 euros, coût annuel de ce centre pour la ville et les contribuables.

Malgré l'accord du conseil municipal, les conseillers PP renâclent. Ils estiment qu'au vu de son endettement, la ville ne peut pas se permettre de reprendre l'entité à sa charge. « *La mairie pourrait très bien l'assumer, il s'agit juste de 14 employés* », observe la journaliste Carlota Gomar. Une victoire de la mairie sur ce dossier serait un signal fort pour les « remunicipalisations ». D'où l'opposition farouche de la droite.

Accusations de conflits d'intérêts

Face à l'impuissance du PP, le patronat prend le relais. Ricardo Mur, maintenant à la tête de l'organisation patronale de Saragosse (*Confederación de Empresarios de Zaragoza*, CEOE), n'entend pas lâcher prise. En février dernier, le comité exécutif décide de porter l'affaire devant les tribunaux. Chez ZeC, on grince des dents. « *Il y a conflit d'intérêts dans cette affaire* », scande Maribel Martinez, l'une des porte-parole du groupe, pas avare de critiques : « *La femme de Jorge Azcón, le porte-parole PP à la mairie, travaille dans le cabinet d'avocat qu'emploie la CEOE dans cette affaire.* »

La tension est grande. En plein entretien avec notre équipe, Jorge Azcón est interrompu par un appel du maire Pedro Santisteve. Il accuse frontalement le porte-parole d'utiliser sa femme pour faire fuiter des informations sur le dossier 010. Des noms d'oiseaux sont employés. « *Pedro, tu es un homme de loi. Tu devrais savoir que tu n'as pas le droit de parler de ce sujet avec moi* », rétorque l'homme de droite avant de raccrocher sèchement. Le dossier pourrait encore traîner durant plusieurs années. ●

Camille Mordelet

Affaires brûlantes en terre de gauche

L'autonomie

Madrid, Barcelone, Saragosse : dans toutes les « mairies du changement », se détache une forte volonté de se défaire du carcan de l'État pour redonner plus d'autonomie aux municipalités. « *Les compétences de la mairie ne sont pas énormes, nous sommes restreints*, regrette Pedro Santisteve, maire de Saragosse, qui accuse ouvertement l'État central d'être le pantin de la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) et de l'Eurogroupe. *Nous dépendons trop d'un État qui coupe les vivres aux mairies. Il faut une nouvelle façon de penser la politique, de nouvelles personnes. Le pouvoir local doit s'émanciper du pouvoir national.* »

Dans son livre *Squatter le pouvoir : les mairies rebelles d'Espagne*, Ludovic Lamant, journaliste à *Mediapart*, décrit comment Podemos a compris, contrairement au PSOE, *« la perméabilité sur le terrain, entre les nouvelles gauches locales et ces régionalismes en cours de réinvention, avec leurs composantes anti-régimes »*. Ils ont donc intégré cette réalité d'accompagner les demandes d'autonomie de certaines régions, au cas par cas.

La vision de Podemos est donc celle d'une Espagne « plurinationale », qui irait vers une fédéralisation tout en reconnaissant la diversité nationale. C'est cette vision qui a amené le parti a soutenir, lors des dernières élections, des listes intégrant ce désir d'autonomie dans leur programme, Zaragoza en Común (ZeC) en tête. ●

Laura Michelotti

Le logement

416 332

C'est le nombre d'ordres d'expulsion recensés en Espagne entre 2008 et le deuxième trimestre 2015 par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes.

La crise de 2008 a révélé les failles du système hypothécaire espagnol. Avec l'effondrement du marché de l'immobilier, les prix des habitations ont brusquement chuté. Mais les crédits, facilités par les banques espagnoles, doivent être remboursés. Grâce à une procédure très rapide inscrite dans la loi hypothécaire, les banques peuvent prendre possession des habitations, et cela sans que le crédit soit soldé ! À la rue, les emprunteurs sont toujours endettés.

Cette loi, décriée par certains juges espagnols et par la Cour de justice européenne, a provoqué un bras de fer dans tout le pays entre les banques et la société civile. Les associations telles que Stop Desahucios (Stop Expulsions) ou PAH (Plateforme des victimes des crédits hypothécaires) se sont lancées dans la bataille juridique. Sans grand succès : la loi stipule que les saisies immobilières sont irrévocables, même si les clauses sont jugées abusives.

En 2013, Saragosse a connu 1 470 expulsions. Face à l'ampleur de ce phénomène, le logement devient un enjeu politique. L'alliance portée par Pedro Santisteve, Zaragoza en Común (ZeC), a promis l'arrêt total des expulsions. En 2015, le rassemblement citoyen remporte les élections mais des familles continuent d'être mises à la rue. « *Aujourd'hui, les expulsions ont baissé mais n'ont pas disparu* », regrette Carmelo Asencio, porte-parole de CHA, parti fédéraliste de gauche.

La mairie a mis en place un dispositif pour reloger les familles expulsées dans des logements sociaux. Les SDF peuvent utiliser l'adresse postale de centres d'accueil. Un « programme d'acquisition et de mobilisation de logements vacants » est entré en vigueur le 4 décembre 2015 pour utiliser les 5 000 logements inoccupés de Saragosse. Les propriétaires de maisons et appartements inhabités sont incités à céder temporairement leurs biens à la mairie qui les loue à des familles dans le besoin. Les propriétaires, qui laissent ainsi leur logement, bénéficient de garanties de paiement du loyer, d'avantages économiques et fiscaux de la part de la municipalité. ●

Maïder Gérard et Vincent Chevais

Au stade de la discorde

Depuis l'arrivée au pouvoir de Zaragoza en Común en 2015, les relations entre la mairie et le club de football de la ville sont tendues. En cause, le vieux stade de La Romareda, dont personne ne veut entreprendre la rénovation.

Une mairie de gauche radicale et un club de football de haut niveau peuvent-ils coexister dans une même ville ? Il suffit de regarder vers les deux mastodontes que sont Madrid et Barcelone pour savoir que la réponse est positive. À Saragosse, pourtant, la situation est plus compliquée. Le club de la cinquième ville d'Espagne, englué en *Segunda División* depuis quatre ans, n'est plus que l'ombre de lui-même. La Romareda, à moitié vide, siffle ses propres joueurs, même un soir de large victoire contre le voisin Numancia. Les supporters sont dépités.

Sauvé de la liquidation en 2014 et racheté par un groupe d'investisseurs locaux, le club reste menacé. Mais le principal sujet de discorde concerne aujourd'hui son stade, qui n'a pas fait l'objet de travaux de rénovation depuis la Coupe du monde 1982 et se trouve aujourd'hui dans un état de délabrement avancé. Le béton se fissure, les vitres sont brisées, des tags tapissent les murs.

Pourtant, la rénovation de La Romareda est dans les tuyaux depuis très longtemps. En 1999, Ernest Walker, président de la commission des stades de l'UEFA, visite l'enceinte à l'occasion de la candidature espagnole à l'organisation de l'Euro 2004. Le stade saragossan est l'un des deux seuls à ne pas obtenir l'aval de l'instance européenne. Depuis, les majorités municipales se sont succédé, tout comme les projets de nouveau stade avortés.

« Un conflit idéologique »

Aujourd'hui, c'est l'impasse. « *Jusqu'à présent, la ville louait le stade au club pour un euro symbolique* », explique Paco Giménez, rédacteur en chef du service des sports à l'*Heraldo de Aragón*. Une tradition sur laquelle est revenue la nouvelle majorité menée par la coalition Zaragoza en Común (ZeC). Celle-ci a suspendu un contrat de cession de soixante-quinze ans prévu avant son arrivée, et ne voit pas l'utilité d'investir dans la rénovation du stade.

Une nouvelle enceinte « *n'est pas une priorité dans l'actuel contexte économique et social,* expliquait en janvier 2016 le conseiller chargé de l'urbanisme, Pablo Muñoz. *Mis à part les travaux d'entretien que doit assumer la mairie, tout projet concernant le stade devra être financé par le Real Saragosse.* » Sauf que le club est loin de pouvoir se permettre de telles dépenses. « *Ils disent qu'ils n'ont pas d'argent, et la mairie dit la même chose. C'est une patate chaude qu'ils se refilent* », poursuit Paco Giménez. Pour le journaliste, l'incompatibilité entre les deux camps est évidente : « *C'est un conflit idéologique. La municipalité considère que les installations sportives doivent être publiques. Ils ne sont pas pragmatiques.* » Du côté de ZeC, on rejette la faute sur le club. « *Cet été, nous leur avons fait une offre très intéressante et qui n'aurait pas entraîné trop de dépenses pour eux*, se défend Pablo Híjar, conseiller municipal chargé des sports, sur le site *Aragón Digital. Mais le club l'a refusée.* »

Ce que le Real Saragosse souhaite en réalité, c'est un stade moderne avec son lot de constructions annexes : commerces, hôtels, restaurants... Autant de nouvelles sources de revenus qui permettraient de pérenniser les comptes. Et d'envisager, dans un futur proche, un retour parmi l'élite du football espagnol, qu'il a côtoyée 59 saisons durant dans son histoire. « *Actuellement, je ne suis pas certain que La Romareda remplisse encore les critères de sécurité fixés par la Ligue de football professionnel pour accéder à la* Primera División », confie Paco Giménez. Le journaliste estime, en outre, qu'une Romareda flambant neuve pourrait aisément accueillir des finales de Coupe d'Espagne, comme ce fut le cas par le passé. « *On est à mi-chemin entre Madrid et Barcelone, c'est une situation idéale.* » Pas sûr qu'à la mairie, on soit très sensible à l'argument. ●

Antoine Le Goff , avec G. T. et P. V.-E.

Le football amateur vent debout contre ZeC

La politique sportive de Zaragoza en Común (ZeC) fait aussi des vagues dans le monde du football amateur. Dans le but de régulariser une situation parfois très floue, la mairie souhaite louer les stades qui lui appartiennent aux 28 clubs amateurs de la ville pour une durée de dix ans renouvelable. Le montant du loyer versé par ces clubs, jusqu'ici symbolique, pourra désormais s'élever à 3 000 euros par an pour les pelouses synthétiques. La mairie continuera à payer les dépenses courantes (eau, électricité), mais elle réclame 10 % des recettes de la buvette. « *Ce contrat prend une coloration mercantile et oublie complètement notre tâche sociale et éducative* », s'insurgent les clubs. Certains, comme l'UD Amistad, menacent même de paralyser les compétitions dans lesquelles ses équipes sont engagées. Les clubs sont soutenus par l'ensemble de l'opposition au conseil municipal. « *Ils créent un problème là où il n'y en avait pas* », estime le PP, tandis que le PSOE qualifie le plan municipal de « *fiasco* ».

Les clubs sont aussi confrontés à une exigence inédite : dans les trois ans à venir, tous devront être dotés d'une section féminine, sous peine de ne plus recevoir de subventions. Une intention louable, mais dont le délai est totalement irréaliste selon Angel de Miguel, président du CD Oliver et en première ligne de la fronde. « *Je ne comprends pas. Nous soutenons évidemment le foot féminin, mais par décret municipal… Ce n'est pas comme ça que se font les choses.* »

G. T.

C'est dans un stade en bien mauvais état que les supporters du Real Saragosse assistent aux matches de leur équipe, engluée en deuxième division.

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

Les autres sports pas mieux lotis

« *La crise a fait beaucoup de mal au sport, ici* », analyse Rubén Ramos, professeur de journalisme sportif à la faculté de Saragosse. Hormis le conflit au sujet du stade de football, d'autres installations posent aussi problème. Dans le complexe sportif Prince-Felipe, qui abrite le basket-ball (le club du CAI Zaragoza, au glorieux passé), le futsal et le volley-ball, l'usage municipal a la priorité. En cas de concert ou de spectacle, les clubs doivent trouver une autre salle pour disputer leurs matches et s'entraîner. C'est la politique de la nouvelle coalition à la tête de la mairie de Saragosse : les biens municipaux appartiennent à tous, donc doivent pouvoir être utilisés par tous.

En 2016, le complexe a une nouvelle fois été au centre des débats. À la suite d'une pétition qui a réuni plus de 15 000 signatures, la coalition Zaragoza en Común, à la tête de la mairie depuis seulement quelques mois, a proposé de changer le nom du stade (qui fait référence à l'actuel roi d'Espagne) pour rendre hommage à un ancien entraîneur du club de basket de la ville, José Luis Abós. Et ce, malgré l'opposition du club et de la famille du défunt, décédé en octobre 2014. En septembre 2016, le Parti populaire (PP) saragossan s'est aussi opposé à cette modification, avec une motion adoptée en session plénière municipale. En creux, le parti de la droite espagnole reproche à la nouvelle coalition de gauche radicale d'attaquer la Couronne. Le 23 du même mois, une décision de justice annule le changement de nom et exhorte la ville à faire marche arrière, au motif qu'une telle modification ne relève pas de la compétence du maire, mais du conseil municipal.

P. V.-E.

Les mots de la jeunesse

On les a affublés du surnom « *génération des rêves brisés* ». Mais les jeunes Espagnols sont pleins d'espoir et s'engagent pour lutter contre la crise et faire souffler le vent du changement.

« *Les jeunes, faites de la politique, sinon on la fera à votre place, voire contre vous* », écrivait José Ortega y Gasset. En Aragon, certains jeunes semblent avoir pris au mot le philosophe.

Ils sont huit millions en Espagne et plus de 100 000 à Saragosse. Depuis 2008, la crise économique a bouleversé la vie des moins de 30 ans. « *C'est devenu très difficile pour les jeunes d'avoir un projet de vie* », affirme Diego Gastón Faci, sociologue et auteur du livre *Jóvenes, Participación y Asociacionismo**. On dit de cette génération qu'elle est celle des « *rêves brisés* ». Selon les chiffres du service jeunesse de la mairie de Saragosse, 36,35 % des 16-29 ans étaient au chômage en janvier 2016 dans la région aragonaise, malgré un niveau d'étude souvent élevé : en Espagne, 54 % des jeunes ont un diplôme universitaire. Selon le *Consejo de la Juventud* de Saragosse, réseau d'associations pour la jeunesse : « *L'indice de pauvreté des moins de 30 ans a augmenté, et certains doivent faire face à des situations dramatiques.* » À la difficulté de trouver un emploi, s'ajoute celle de l'émancipation : « *En Aragon, les jeunes s'émancipent à partir de 27-28 ans. Avant, ils choisissaient de rester chez leurs parents pour épargner. Maintenant, c'est parce qu'ils n'ont plus le choix.* » En 2016, seuls 18,9 % des jeunes Aragonais ont pu quitter le domicile familial. Une situation inédite. Certains optent d'ailleurs pour l'exil. Ils sont 2,3 millions à avoir pris cette décision.

D'autres choisissent de se mobiliser pour changer leur situation précaire. Le meilleur exemple reste celui du mouvement des Indignés, dit mouvement du 15-M. Le 15 mai 2011, des milliers de manifestants sont sortis dans les rues pour protester contre la crise, exprimer leur désaveu d'une classe politique corrompue et mettre fin au bipartisme. « *Beaucoup de personnes qui ne s'étaient jamais engagées se sont alors mobilisées, il y a eu un mouvement d'espoir* », analyse Diego Gastón Faci. Les jeunes issus d'univers moins politisés, comme les associations culturelles ou sportives, se politisent pour la première fois. De nouveaux partis politiques comme Podemos ou Ciudadanos (parti libéral), ont émergé : « *Alors qu'auparavant ils s'abstenaient, beaucoup ont voté pour ces nouveaux partis lors des dernières élections*, relève le sociologue. *Ils veulent un système différent, une société plus juste, plus propre, plus transparente et plus participative.* » Mais l'engagement de ces jeunes doit être remis en perspective : s'il est beaucoup plus important qu'il y a une dizaine d'années, rien à voir avec l'élan de la génération qui est sortie du franquisme et a vécu la transition démocratique.

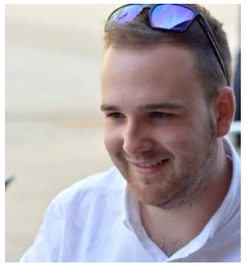
Selon l'Observatoire de la jeunesse, les jeunes Espagnols privilégient le partage, le temps passé avec leur famille et leurs amis à l'argent. Ils seraient beaucoup plus critiques, exigeants et réformistes que leurs parents. À Saragosse, nous avons rencontré certains de ces jeunes âgés de moins de 30 ans engagés en politique.

* Diego Gastón Faci, *Jóvenes, Participación y Asociacionismo - una aproximación a sus prácticas en la ciudad de Zaragoza.*

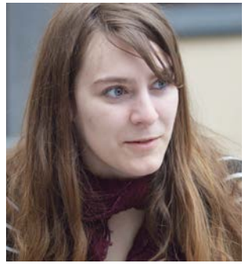
Le 9 mars 2017, parents, enseignants mais surtout étudiants ont manifesté devant la mairie de Saragosse pour protester contre la dégradation du système éducatif actuel. Coûts de scolarité élevés, bâtiments dégradés… Selon eux, le gouvernement n'attache pas assez d'importance à ces problématiques.

© Pierre Steinmetz

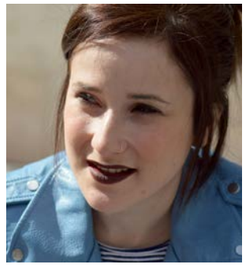
Daniel Sánchez, 23 ans, étudiant en anglais à l'Université de Saragosse, militant PSOE.



Guillermo Corral, 24 ans, étudiant en architecture, assesseur du parti de la Chunta aragonesista à la Mairie.



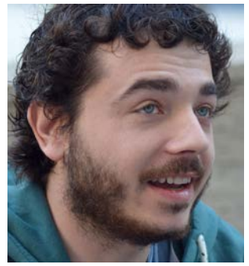
Laura Peiro, 22 ans, étudiante en philosophie espagnole, engagée au Conseil de l'Université de Saragosse.



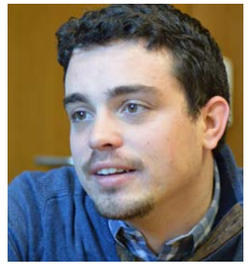
Cristina Martinez Plou, 26 ans, employée dans la communication et la publicité, militante PSOE.

Francisco Millan, 28 ans, publicitaire, militant Ciudadanos.

Violeta Barba, 29 ans, Présidente de l'Assemblée d'Aragon, Podemos.



Julio Martinez Caballo, 26 ans, employé dans une entreprise juridique, militant Izquierda Unida.



Dario Villagrasa, 24 ans, député PSOE à l'Assemblée d'Aragon.

Javier Funes, 22 ans, étudiant en ingénierie industrielle, militant Izquierda unida.

© Jorina Poirot

Ils sont avocats, députés, étudiants, auto-entrepreneurs, ex-chômeurs. De droite ou de gauche. *A priori*, Itxaso, Manuel, Beatriz et Francisco n'ont rien en commun. Mais tous partagent des valeurs et se battent pour changer une société qu'ils jugent inégalitaire, précaire et malhonnête.

ÉDUCATION

« *Si j'étais au pouvoir, la première chose que je ferais serait une nouvelle loi pour l'éducation.* » Comme Daniel, la majorité des jeunes n'est pas satisfaite par le système éducatif espagnol. Guillermo, militant de la Chunta aragonesista (CHA) depuis ses 18 ans, est choqué par le coût des études : « *C'est très cher et peu accessible aux classes modestes. C'est loin d'être une priorité en Espagne. Et ça se ressent même au niveau des bâtiments : les fenêtres sont délabrées, le matériel détérioré…* » Laura étudie les lettres à l'Université de Saragosse. Elle se bat chaque jour au Conseil de l'Université pour faire respecter les droits des élèves. Elle est inquiète pour son avenir : « *Avant on pouvait avoir un emploi sans diplôme, maintenant, on a un master qui nous a coûté une fortune et pas d'emploi à la clé !* »

PRÉCARITÉ

Depuis qu'ils sont enfants, on leur répète qu'ils font partie de la génération la mieux formée d'Espagne. Qu'à la fin de l'université, ils trouveront un emploi facilement. Mais la crise a balayé ces espoirs. Cristina, 26 ans, a mis du temps avant de trouver un emploi stable de communicante. « *Tout ce que je pouvais trouver avant, c'était des emplois très mal rémunérés, j'enchaînais les stages.* » Francisco note, avec une pointe d'ironie dans la voix : « *Si aujourd'hui un jeune a un salaire de 1 000 euros, c'est merveilleux, alors qu'il y a huit ans, c'était très peu.* » Beaucoup de ses amis cherchent du travail alors qu'ils ont fait plus de cinq années d'études. « *Mon frère est parti aux Philippines. Il a eu peur de ne pas trouver d'emploi ici* », raconte-t-il en redressant ses lunettes. Dans les bureaux luxueux et parfumés de l'Assemblée d'Aragon, Violeta se surprend à rêver : « *Il faudrait avancer vers une société dans laquelle les contrats de travail seraient moins précaires, qu'il n'y ait plus aucune précarité.* » Un optimisme qui n'est pas partagé par tous. Laura fixe son café, inquiète : « *Je ne suis pas sûre de trouver un emploi. Je réfléchis beaucoup à ce que je vais faire de ma vie, mais il n'y a rien qui vient, c'est le vide.* »

ÉGALITÉ

« *La valeur pour laquelle je me bats ?* » Julio, militant de Izquierda Unida, hésite, les yeux dans le vague. « *L'égalité pour tout le monde. Ici, elle n'est pas toujours respectée.* » Javier, étudiant en ingénierie, approuve : « *En Espagne, il y a des expulsés, des gens qui ne peuvent pas étudier parce qu'ils n'ont ni bourse ni argent.* » Une valeur partagée par Dario, plus jeune député de l'Assemblée d'Aragon. « *Il faut que tous bénéficient des mêmes chances, il faut redistribuer les richesses, créer une vraie justice sociale* », alors que dans les bureaux du Parti socialiste (PSOE) à Saragosse, Manuel rêve d'une véritable égalité : « *J'espère que dans le futur, il y aura les droits fondamentaux pour tous. Sans distinction entre les hommes.* » Ils se sentent particulièrement concernés par les différences de traitement entre les genres. Un vrai terrain de bataille pour Itxaso, jeune députée Podemos : « *C'est important que les femmes prennent leur place en politique. La différence de salaire entre les hommes et les femmes est aujourd'hui de 20 %, il y a encore beaucoup à faire pour que l'égalité soit réelle.* »

HONNÊTETÉ

Une génération désenchantée ? Beaucoup de jeunes sont déçus par la politique. « *Ce qui m'énerve le plus, c'est l'hypocrisie des politiques qui servent des discours populistes. C'est énervant en tant que citoyen, en tant qu'électeur, ça te déçoit du monde politique* », explique Francisco. Installés dans les bureaux vides du PSOE, Cheikh et Manuel militent pour davantage d'honnêteté : « *Si tu dis quelque chose, alors tu le fais. Beaucoup de politiques ne tiennent pas leurs promesses, ils sont habitués à mentir* », insiste le premier. Le second enchaîne : « *Le tout n'est pas d'être une grande personne, mais une bonne personne.* » Dans son bureau, la présidente de l'Assemblée soupire : « *Quand les problèmes qui affectent les électeurs ne sont pas les mêmes que ceux qui te touchent, c'est que tu fais fausse route. La proximité et l'exemplarité sont essentielles.* »

RESPECT

Tirant une latte sur sa cigarette, Cristina est catégorique. Le respect de l'autre est une notion fondamentale. Guillermo complète : « *Ce qui compte, c'est de respecter les opinions des uns et des autres.* » Il raconte, une pointe de malice dans la voix : « *Quand on discute entre nous avec les jeunes des autres partis, même si on n'est pas d'accord, on s'écoute mutuellement. Alors que les plus vieux, ils s'insultent !* » Beatriz, avocate, partage ce point de vue. La tolérance et le respect se perdent en Espagne. « *Si une personne ne pense pas comme moi, je ne vais pas lui manquer de respecter ni l'empêcher de s'exprimer.* » Laura pointe également du doigt l'accueil qui est réservé aux étrangers : « *Il n'y a aucun respect pour eux* », se désole-t-elle.

TRANSPARENCE

L'affaire Fillon n'a pas échappé à la jeunesse espagnole. Beatriz fait partie de l'équipe

Manuel Soriano, 18 ans, étudiant en ingénierie, militant PSOE.

Itxaso Cabrera Gil, 28 ans, députée Podemos à l'Assemblée d'Aragon.

Cheikh Diaw, 21 ans, étudiant en Management à l'Université de Saragosse, militant PSOE.

Beatriz Loma Marín, 26 ans, avocate, militante Parti populaire.

Manuel Gracia, 18 ans, étudiant en graphisme-design, militant PSOE.

de direction du Parti populaire (PP) et prône « *un comportement irréprochable* ». « *Être le reflet de ce que les gens veulent* », voilà ce qui importe pour Itxaso. Pour Javier, cela passe par une transparence totale : « *Toutes les mairies et institutions doivent rendre leurs factures publiques. Mais si tu cherches ces informations, il faut les demander. Ensuite, tu attends qu'on te les envoie, quand on ne te les envoie pas de manière incomplète...* » Une formule adoptée par l'Université de Saragosse, comme le rappelle Laura. « *Tous les documents sont en ligne, mais personne ne le sait.* »

CORRUPTION

Différentes affaires de corruption ont entaché l'image de la politique espagnole. Au grand regret de Dario, plus jeune député de l'Assemblée d'Aragon : « *Je déteste les représentants qui utilisent leur fonction à des fins personnelles, qui tordent les procédés administratifs pour s'enrichir. Ces gens devraient être écartés de la politique.* » Cristina s'offusque quand elle voit que la corruption n'est pas perçue comme un délit. « *Les gens continuent de voter pour les corrompus* », se plaint-elle. « *Ceux qui ont le plus d'argent sont ceux qui paient le moins d'impôts… Ce n'est pas normal.* » Laura s'indigne : « *Quand on voit ce qu'il se passe avec le beau-frère du roi* [Iñaki Urdangarin, ndlr]... *Il a été condamné à six ans de prison, mais il ne va pas les faire. Ce n'est pas normal qu'une personne qui vole dans un supermarché aille en prison et pas lui. Il n'y a pas de justice.* » ●

Jorina Poirot et Manon Bricard

« JE NE SUIS PAS SÛRE DE TROUVER UN EMPLOI. JE RÉFLÉCHIS BEAUCOUP À CE QUE JE VAIS FAIRE DE MA VIE, MAIS IL N'Y A RIEN QUI VIENT, C'EST LE VIDE. »

Laura Peiro, étudiante et engagée au Conseil de l'Université

La Muela : du rêve mégalo au cauchemar de la dette

Située à vingt minutes de Saragosse, la commune de La Muela reste le symbole de « l'économie casino » des années 1990. Et de la corruption des édiles.

Il est jeune, le maire de La Muela. 30 ans lorsqu'il obtient, en 2015, la majorité des votes de la part des élus, tous partis confondus. Jeune et face à un défi de taille. Ce représentant de la Chunta aragonesista (CHA), parti indépendantiste de gauche, hérite de la dette colossale de ce bourg passé de quelques centaines d'habitants à près de 5 000 en moins de vingt ans. « *Après restructuration de la dette, nous allons devoir payer un million d'euros par an jusqu'en 2032.* » Car ses prédécesseurs ont beaucoup joué avec l'argent public : Marisol Aured, du Parti populaire (droite), maire de 2011 à 2015, risque aujourd'hui quatre ans d'incarcération pour des pots-de-vin en lien avec l'entreprise de collecte des déchets. C'est pourtant cette élue qui, en 2009, sonne l'alerte et dénonce le règne de Maria Vitoria Pinilla, sa prédécesseur du Parti indépendantiste de droite à la tête de la municipalité (de 1987 à 2011). Elle a fait fort « Mariví », qui encourt pour sa part soixante-quatorze ans d'inéligibilité et dix-sept années de prison.

À se promener dans la petite ville, on prend la mesure de la mégalomanie de Mariví : le *paseo* de la reine Sofia digne d'une avenue d'Hollywood, des kiosques en marbre, des sculptures sur les ronds-points, un zoo avec 400 animaux... « *Des arènes (trois millions d'euros) sans corrida, des musées de la vie, de l'huile, du vent (deux millions chacun), un auditorium (trois millions) – où a chanté Julio Iglesias –, un complexe sportif (19 millions) avec sa piscine couverte qui coûte 400 000 euros à l'année…*, épelle le jeune maire. *Et dire que nous étions l'exemple à suivre pour le gouvernement d'Aragon…* »

Spéculation foncière

Des équipements construits sans souci du futur et de leur coût de fonctionnement… Une folie des grandeurs incompréhensible mais qui s'explique par la spéculation foncière sur des terrains agricoles cédés à des spéculateurs immobiliers peu regardants mais généreux à l'égard du premier magistrat de La Muela. Une manne qui a permis à Maria Pinilla de s'offrir des appartements à Madrid, une maison à Punta Cana, et d'en acheter une à chacun de ses fils… « *La première fois qu'un Boeing de 700 places s'est posé à l'aéroport de Saragosse, c'était pour emmener gratuitement des Muelanos à Punta Cana* », fulmine Javier Jimeno, adjoint de l'opposition de 1991 à 1995 et artisan en bâtiment. Santiago Palazón, l'avocat de Pinilla, nuance : « *Si vous allez sur place, vous allez trouver une ville divisée sur ce qui s'est passé à La Muela…* »

Si Javier Jimeno reconnait que Mariví a développé sur fonds publics l'activité éolienne sur ce bout de terre pierreux, où le *cierzo* souffle plus de deux cents jours par an, il s'insurge lorsqu'on lui dit que c'est l'origine de la richesse de la ville. « *La moitié des 500 éoliennes est érigée sur des terrains privés. Les autres ne rapportent pas plus de 50 000 euros par an à la mairie !* » Lui qui n'a pas obtenu un seul chantier public lors du règne de Pinilla, ajoute en se pinçant : « *C'est moins que ce qu'un de ses fils a dépensé en une nuit au casino !* »

L'établissement de jeu existe toujours. Les musées, les arènes et l'auditorium, eux, ont fermé. Comme le zoo, dont les animaux ont été sauvés de justesse de la famine. Faute de personnel. La mairie, qui a compté dans ses rangs jusqu'à 196 agents sous contrat, ne pouvait plus les payer. ●

Une terre de soutien pour les Sahraouis

Il y a quelques mois, le maire Pedro Santisteve dénonçait l'accueil trop timide des réfugiés en Espagne. Aujourd'hui, Saragosse s'affirme comme la ville la plus impliquée dans l'aide au peuple sahraoui.

© Vincent Chevais

Dès leur entrée à l'Université de Saragosse en 2012, Ahmed et quatre autres Sahraouis créent LeFrig.

« *Aucun territoire ne vaut plus que la vie ! C'est une aberration de dire qu'on va faire la guerre !* » Mitenu, jeune militante de la cause sahraouie, bouillonne. Au sein de l'association universitaire de soutien aux Sahraouis LeFrig, le débat fait rage. « *Je ne dis pas que c'est la meilleure solution, mais s'ils m'appellent pour aller faire la guerre, j'irai* », persiste Abdahlla. Les modes d'action censés favoriser un règlement politique du conflit avec le Maroc divisent.

La défense de la cause sahraouie ne se résume pas à une poignée d'étudiants à la conscience politique affirmée. L'Aragon n'a pas attendu LeFrig pour multiplier les aides. Ahmed Yeslem, le fondateur de l'association, en a d'ailleurs bénéficié. Bloqué dans un camps de réfugiés en Algérie, le programme saragossan *Vacaciones en Paz* (Vacances en paix) lui a permis d'échapper à un quotidien sans avenir. Deux étés de suite, le bambin, alors âgé de dix ans, côtoie les pavés de la place du Pilar. « *Et le troisième été, une nouvelle famille d'accueil a proposé à mes parents de rester vivre avec eux* », confie celui qui détient un passeport d'apatride.

« Le Maroc est coupable, l'Espagne responsable »

Parmi les motifs de solidarité avec le peuple sahraoui, le sentiment d'une responsabilité historique dans le déclenchement du conflit pèse lourd. « *Le Maroc est coupable, l'Espagne responsable* », scandaient en novembre dernier des milliers de manifestants dans les rues madrilènes. Pourtant, en Aragon, la cause sahraouie mobilise plus qu'ailleurs. « *La mairie de Saragosse est la seule en Espagne à avoir une Commission informative sur le Sahara occidental qui permet d'obtenir des aides plus facilement et plus rapidement* », explique Sidahmed Darbal, responsable régional du Front Polisario, le mouvement politique de défense de la cause sahraouie.

« *Chaque année nous disposons de 15 000 euros de subventions. Cela nous permet notamment de s'assurer que chacune puisse organiser au moins deux événements publics par an* », poursuit le délégué régional.

La solidarité envers les quelques 100 familles du Sahara occidental qui vivent en Aragon est donc indéniable. Désormais, elle s'inscrit comme l'une des composantes de la nouvelle politique municipale d'accueil des réfugiés. ●

Pierre Steinmetz, avec Patricia Plaza López

Le conflit en 5 dates

1973 Création du Front Polisario qui revendique l'indépendance des Sahraouis.

1975 L'Espagne se retire du Sahara occidental. Le Maroc en récupère deux tiers.

1976 Proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

1991 Signature d'un cessez-le-feu assorti d'un plan de paix qui prévoit la tenue d'un référendum d'autodétermination.

2017 Les quelques 40 000 Sahraouis qui ont fui attendent toujours un référendum.

DE VISU...

Carlos García, défenseur de l'aragonais

« *Personne ne m'avait dit que nous avions une langue !* », peste Carlos García. Né à Saragosse il y a trente-huit ans, cet amateur de rock n'a longtemps rien su de l'aragonais. Il a découvert cette langue grâce à des groupes de musique originaires des Pyrénées, où elle est encore parlée par 50 000 personnes. Au sein de l'association Nogara, il donne des cours du soir à ceux qui, comme lui, se passionnent pour une langue parlée dans tout l'Aragon jusqu'au XV[e] siècle. Membre du parti indépendantiste Puyalón, Carlos milite pour sa reconnaissance officielle et son enseignement à l'école.

G. T.

La révolution anarchiste occultée

D'octobre 1936 à août 1937, la communauté autonome d'Aragon a abrité un des rares gouvernements anarchistes de l'histoire. Face au putsch militaire du général Franco, les travailleurs se mobilisent pour défendre la Seconde République alors en place. Des appels à la grève générale sont lancés par les syndicats anarchistes. Les travailleurs s'organisent, s'emparent d'armes dans les dépôts et érigent des barricades. Ce soulèvement libertaire parvient à mettre en échec les militaires. Pour les anarchistes, c'est le moment de la grande révolution.

Pour officialiser cette prise de pouvoir, le 6 octobre 1936, la CNT crée le Conseil de défense de l'Aragon, installé à Caspe, à 100 kilomètres à l'est de Saragosse, et reconnu par la République vacillante. Les travailleurs anarchistes qui ont repoussé les franquistes mettent spontanément en place un programme très radical. Des collectivités agraires se forment dans presque tous les villages, regroupant au total un demi-million de paysans. Sur la place des villages, on brûle les actes de propriété foncière, les outils de travail sont mis en commun et l'argent aboli dans certaines communautés. À Saragosse, les franquistes ripostent en jetant plusieurs milliers d'anarchistes en prison.

Début 1937, attaqué de toutes parts, le Conseil d'Aragon cède devant l'arrivée des forces militaires. Ce passé anarchiste, balayé par quarante ans de franquisme, a laissé peu de traces. En mars, chaque année, Saragosse célèbre le mois de l'anarchisme avec des conférences, des concerts et des grèves étudiantes. Du combat de masse, on est passé au militantisme, parfois jusqu'à l'action violente : en 2015, cinq leaders du Groupe des anarchistes coordonnés (GAC) ont été emprisonnés pour pose de bombe incendiaire et terrorisme. ●

Maïder Gérard

(Dés)unis pour un Aragon libre

Le nationalisme aragonais a beau être très minoritaire, il n'en est pas moins divisé en plusieurs courants. Entretien croisé.

Comme ses voisins basque et catalan, l'Aragon possède son mouvement nationaliste, plus confidentiel : l'*aragonesismo*. Deux camps coexistent : les fédéralistes sociaux-démocrates de la Chunta Aragonesista (CHA) et les indépendantistes d'extrême-gauche de Puyalón.

Daniel Lerín

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

Bizén Fuster

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

VISÓ : Quel avenir politique envisagez-vous pour l'Aragon ?

Daniel Lerín, secrétaire général de Puyalón : Nous ne croyons pas aux États bourgeois et capitalistes. Puyalón défend un Aragon libre et indépendant. Nous ne voulons pas rester espagnols. La culture politique de l'Espagne opprime les peuples. Il suffit de voir le référendum d'autodétermination en Catalogne. Nous n'avons pas confiance en l'Espagne. Notre pays serait viable économiquement : il dispose d'un accès à l'Europe du Nord et de ressources énergétiques importantes. À la chute de la Yougoslavie, tout le monde doutait de la viabilité de la Slovénie, de la Croatie... Finalement, elles s'en sortent très bien.

Bizén Fuster, ancien président de la Chunta Aragonesista : Ce n'est pas tout blanc ou tout noir. Dans une vie rêvée, j'aimerais que l'Aragon soit indépendant. Mais aujourd'hui, il n'y a pas un niveau suffisant de conscience, d'infrastructures et de ressources économiques. On ne peut pas défendre une position qui rencontre l'opposition de plus de 90 % de la population. Tout ce que nous souhaitons, c'est que le peuple aragonais puisse décider de son futur. Pour la Chunta, le fédéralisme serait une option plus que suffisante. Notre modèle idéal serait une Espagne fédérale avec des communautés autonomes plus indépendantes.

Quelles sont les différences majeures entre Puyalón et la Chunta ?

D. L. : Nous avons une base identitaire commune, mais nous sommes très différents. Puyalón s'est séparé de CHA en 2008 pour protéger ses idées indépendantistes. Eux sont des sociaux-démocrates modérés, alors que nous sommes anticapitalistes de gauche et révolutionnaires. Eux participent au jeu institutionnel. Nous, nous le faisons simplement pour mettre nos revendications sur la table. CHA a toujours été un allié du PSOE aragonais, qui est un des partis socialistes les plus à droite d'Espagne. C'est une contradiction.

B. F. : Tous les partis indépendantistes comme Puyalón sont ultra-minoritaires. Leurs militants sont si peu nombreux qu'on pourrait tous les faire entrer dans un bus ! Ces partis ont été formés par des ex-militants de CHA. Ils brandissent cette différence avec nous pour légitimer le fait d'être partis. En réalité, 90 % de leurs déclarations de principes sont identiques aux nôtres. Certaines formations indépendantistes se posent même la question de participer aux prochaines élections à nos côtés.

Quel est votre rapport à l'Union européenne ?

D. L. : Au vu de l'organisation actuelle de l'UE, nous sommes clairement anti-européens. L'indépendantisme aragonais s'est opposé à tous les traités depuis la création de l'UE. Je suppose qu'un État aragonais indépendant resterait à l'extérieur de l'UE. Mais ça ne signifie pas que nous n'aurions pas de relations.

B. F. : Nous défendons un engagement européen de tous les instants. Nous avons eu des députés au Parlement de Strasbourg. Notre Europe est celle des peuples et des régions. Nous sommes des Européens bien plus convaincus que la plupart des politiciens qui se frappent la poitrine en parlant d'Europe mais qui, au final, ne parlent que de la liberté économique, et jamais des citoyens. ●

Recueilli par G. T. et P. V.-E.

Goya ou l'art de se moquer

Le second étage du musée de Saragosse expose les gravures du grand peintre aragonais. Une œuvre entièrement consacrée à la satire des mœurs du XIX^e^ siècle. Goya, premier des Indignés ?

Sourd, mais visionnaire. Et en rébellion contre l'aristocratie et le clergé. En 1793, Francisco de Goya y Lucientes contracte une maladie qui lui fait perdre un temps l'ouïe. Il s'isole, délaisse la peinture de commande pour se tourner vers l'eau forte et l'aquatinte et se met à créer *Los Caprichos* (les Caprices).

En 80 scènes différentes, il se lance dans une critique acerbe de la société. La gravure lui permet de libérer sa capacité créatrice. L'artiste s'attaque avec causticité à la mauvaise éducation, aux nobles inutiles et aux mariages arrangés. Brouillant les pistes, Goya déforme les visages à outrance, voire les caricature sous les traits de singes ou d'ânes.

Il se gausse ainsi des médecins ignorants, des croyances superstitieuses et des religieux licencieux. Mais l'Inquisition veille : les 240 copies mises en vente dans le *Diario de Madrid* sont retirées du marché deux semaines plus tard, par peur de représailles. Pour protéger son œuvre, le peintre offre les plaques originales au roi, en échange d'une rente pour son fils.

Parmi elles, la gravure numéro 4, *El de la Rollona*. Comme Goya titre ses estampes de façon allusive, des commentaires ont été ajoutés au fil du temps. « *Les enfants des Grands sont élevés comme des petits enfants, se suçant le doigt, se bourrant de nourriture, traînés par les laquais, pleins de préceptes superstitieux, même lorsqu'ils portent la barbe* », peut-on lire à la Bibliothèque nationale.

Après *Los Caprichos*, s'ouvre la période de *Los Desastres,* où Goya se fait reporter de guerre en illustrant les exactions de l'armée napoléonienne. *Los Disparates* évoque, pour sa part, le retour de l'absolutisme en Espagne. C'en est trop pour Goya, qui s'exile à Bordeaux en 1824. Il meurt dans la capitale girondine le 16 avril 1828. ●

Musée Goya
Calle Espoz y Mina, 23, 50003 Zaragoza

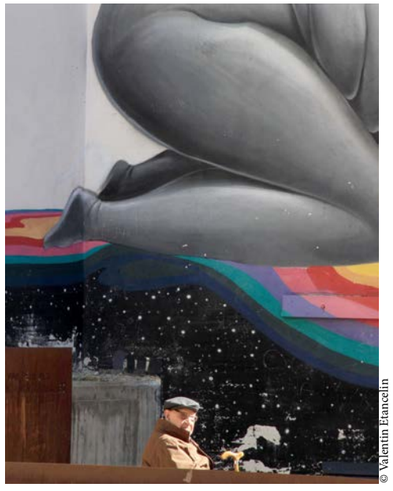
EL GANCHO EN VOIT DE TOUTES LES COULEURS

Finis le trafic de drogue et la prostitution. Bonjour l'art urbain et les boutiques vintage ! El Gancho, quartier populaire de Saragosse longtemps délaissé, connaît un regain de popularité auprès des « bobos » de la ville. Un phénomène de mixité sociale encouragé par la mairie, mais qui pourrait lui échapper.

©Valentin Etancelin

De la peinture, des jeunes, des moins jeunes, des fringues vintage. Ambiance dans les rues d'El Gancho, en pleine effervescence.

© Valentin Etancelin



© Valentin Etancelin

© Valentin Etancelin

© Jadine Labbé Pacheco

© Jadine Labbé Pacheco

Du jaune, du bleu, du vert. Pas dans le ciel, ni sur les arbres. Mais sur les murs. C'est le nez en l'air que la plupart des touristes semblent passer l'essentiel de leur visite dans le quartier d'El Gancho. La raison ? La déferlante de peintures sur les murs. Pas une rue n'y échappe. Parfois comparé à un musée à ciel ouvert, El Gancho voit ses murets, grillages, façades d'immeubles ou de maisons, envahis de peintures murales pouvant couvrir jusqu'à plusieurs dizaines de mètres carrés. Des peintres du monde entier - y compris des Français, comme 100 Pression - se rendent à Saragosse pour donner un coup de pinceau. L'art urbain - à différencier du street-art (ce dernier n'ayant qu'une fonction décorative) - fait partie intégrante du quotidien des habitants du coin. « *Il y a une véritable interaction entre les artistes, l'art et les habitants. Ce n'est pas seulement de la décoration,* explique Luis García, à la tête d'UndoeStudio, le collectif chargé de l'organisation du festival d'art urbain Asalto. *Les habitants font partie du projet.* » Chaque année, le trentenaire à la barbe grisonnante et son équipe, installés ici depuis 2010, invitent des artistes à venir peindre dans les rues. Objectif : inciter les habitants d'El Gancho à participer à l'embellissement de leur cadre de vie. La mayonnaise a pris.

25 nationalités cohabitent

El Gancho a longtemps été exclu du reste de la ville. Proche du centre, il pâtit depuis des décennies de sa mauvaise réputation. Vols, trafic de drogue, prostitution. Sa population provient majoritairement des immigrés originaires d'Amérique latine et du Maghreb. « *Dans ce quartier, il y a de tout !* », s'exclame Myriam. Coiffée d'un voile gris clair, elle sirote un thé glacé en terrasse d'El Chipiron, l'un des cafés emblématiques d'El Gancho. Née il y a 42 ans, cette mère de famille espagnole, convertie à l'islam après son mariage, a toujours vécu ici, à deux rues près. Pas question de quitter El Gancho : « *C'est le seul endroit de Saragosse qui rassemble autant de nationalités et de cultures différentes. C'est génial de vivre avec des personnes qui viennent d'ailleurs, ça t'apprend à t'ouvrir aux autres* », ajoute-t-elle.

Aujourd'hui, plus de 25 nationalités différentes cohabitent. C'est Myriam elle-même qui l'assure. Elle connaît tout le monde ici, comme dans un petit village. Et comme dans tous les villages, toutes les villes et tous les quartiers, il y a des problèmes. « *Avant, il y avait beaucoup de prostituées et tu pouvais facilement croiser des mecs avec une seringue dans la main. Plus maintenant* », raconte l'habituée des lieux. Pas plus qu'ailleurs, à Saragosse ? Une récente étude établie par la municipalité lui donne raison : la majorité des vols se concentre aujourd'hui autour de la place touristique de la basilique du Pilar. Des initiatives se développent. Elles produisent leur effet.

Un laboratoire social et culturel

À deux rues du café où Myriam passe son après-midi ensoleillée, un imposant bâtiment attire l'attention. De grandes banderoles barrent ses fenêtres. C'est le centre Luis Buñuel. Ancienne école désaffectée, il est occupé illégalement par des activistes de Saragosse depuis quatre ans. Cours de lecture, d'espagnol et soutien pour remplir les formulaires administratifs : les squatteurs proposent quotidiennement un panel d'activités gratuites aux habitants pour les aider. Résultat, la mairie les laisse tranquilles.

En cette fin d'après-midi, le centre organise un cours de danse butō, une forme de danse japonaise contemporaine, dans l'une des classes désertées du bâtiment scolaire. Le prof attend ses élèves. Ce jeudi, il n'y a pas foule. Seule une élève, une fille du quartier, finit par arriver. Elle est accompagnée de sa mère, Félicia, la quarantaine, bénévole au centre Luis Buñuel depuis plusieurs mois. « *Ce genre d'activité est très bénéfique,* confie-t-elle. *Cela change le regard des gens sur El Gancho. On en avait vraiment besoin.* » Luis Buñuel fait désormais figure d'espace d'échanges entre les habitants et la mairie, un exemple de « vivre-ensemble ».

Quelques rues plus loin, une longue file d'attente serpente devant un immeuble aux murs d'un beige très clair. Nous sommes à l'entrée du centre communautaire Federico Ozanam. Fondée en 1990, cette organisation à but non lucratif anime différents projets. Dans les vastes locaux de l'association, 700 à 800 habitants du quartier viennent suivre une formation, sur place. Parmi les activités proposées aux habitants : des cours de menuiserie, de maçonnerie ou encore de couture. « *L'une de nos priorités est d'articuler l'emploi et la formation*, détaille Seve, l'un des responsables du centre. *On travaille pour le développement des personnes précaires.* » Mohammed, 48 ans, est l'une d'entre elles. Habitant ici depuis une vingtaine d'années, cet Algérien d'origine est le gardien des clés des 13 *solares* d'El Gancho. Un terrain de foot, un jardin partagé ou une salle de sport pour personnes âgées : ces espaces communautaires en plein air sont ouverts tous les jours, du matin au soir. « *Mon fils de 15 ans va souvent y jouer au foot ou au basket avec ses amis. Grâce aux Solares, je sais où et avec qui il est. Cela me rassure* », souligne Mohammed, un petit trousseau de clés en main.

La jeune génération met, elle aussi, la main à la pâte et participe à l'organisation de certains événements festifs comme

l'École du cirque ou *la carrera del Gancho*. Une affiche en bonne place dans le bureau de Seve le confirme : El Gancho est aussi « *le quartier des enfants, le lieu où se réalisent tous les rêves* ». Avec le projet *Esoesunsolar*, les enfants ont interrogé les anciens afin de s'inspirer de leur passé, pour créer un espace où se mêlent plusieurs histoires. Le tout, piloté par les éducateurs sociaux du centre. L'idée, là aussi, est de tisser des liens entre les habitants, toutes générations confondues.

Le rendez-vous des « bobos »

Pour mener à bien ces différents projets, leurs promoteurs peuvent compter sur le soutien d'entreprises privées et de donateurs. Mais pas seulement. La municipalité donne aussi un coup de main financier. « *Tous ces projets relèvent de notre initiative mais la mairie permet de les concrétiser. C'est un travail d'équipe* », raconte Seve. En tout et pour tout, l'association dispose de 15 millions d'euros par an. En 1997, la mairie de Saragosse a coordonné avec Federico Ozanam un plan urbanistique, censé se poursuivre jusqu'en 2020. « *On veut rompre le schéma selon lequel l'espace public et les organisations travaillent séparément* », précise Seve.

À la mairie, l'accent est mis sur la réhabilitation de certains bâtiments comme le marché central et le développement des espaces communautaires. La politique de rénovation, entamée par les prédécesseurs du maire actuel Pedro Santisteve, a lancé le mouvement de redynamisation d'El Gancho. L'arrivée du tramway et de nouvelles lignes de bus, il y a quelques années, attire aussi une toute nouvelle population. Une mixité sociale encouragée par le maire. Lui-même habitant du quartier, il a soutenu la construction de Las Armas, un espace à visée commerciale destiné aux habitants, animé chaque dimanche par un marché vintage.

Vêtements branchés, plantes vertes et bouquins de photos… Le marché est, depuis quatre ans, le rendez-vous incontournable des « bobos » de Saragosse. Parmi eux, Norberto et Ruth. Barbe de trois jours pour l'un, cheveux argentés pour l'autre : on les dirait tout droit sortis d'une pub The Kooples. « *Ce marché est vraiment représentatif du quartier* », raconte Ruth qui réside à une dizaine de minutes à pied d'El Gancho. Un succès à double tranchant. Le maire est conscient que cette renaissance repousse les plus pauvres toujours plus loin à la périphérie de la ville. « *Le quartier souffre de ce phénomène* », reconnaît l'élu. Une tendance inévitable à la gentrification que l'ancien militant du 15-M tente de réguler à sa manière. ●

Valentin Etancelin et Jadine Labbé Pacheco

© Jadine Labbé Pacheco

"C'EST LE SEUL ENDROIT DE SARAGOSSE QUI RASSEMBLE AUTANT DE NATIONALITÉS ET DE CULTURES DIFFÉRENTES."

Myriam, habitante d'El Gancho.

© Vincent Cheyvas

Quand les musiciens prennent Las Armas

Sur scène, ils s'appellent 98 Birds, The Hard Mama et Lady Banana. Trois groupes d'adolescents, au style pop-rock, alternant entre anglais et espagnol. Dans le public se côtoient leurs camarades de classe, des hommes d'affaires du quartier et des personnes âgées, qui gardent leur distance avec l'agitation des premiers rangs. Un patchwork à l'image du quartier, avec pour seuls points communs la passion de la musique et le verre de bière qu'ils ont à la main. À la fin, ils devront voter pour le groupe qui les a le plus marqués. Malgré les quelques fausses notes, le public est au rendez-vous, la salle comble.

En ce mois de mars, comme chaque année depuis 2004, la salle accueille le Ambar Z Music, tremplin ayant pour but d'encourager la musique dans la ville et de découvrir les talents de demain. *« C'est un concours local, mais c'est le plus important de tout l'Aragon »*, précise Daniel, venu assister à la première demi-finale du concours. Neuf groupes vont défendre leur musique sur scène, dans l'espoir de décrocher le précieux sésame : plusieurs milliers d'euros ainsi que l'enregistrement et la diffusion d'un album.

Cachée au cœur du labyrinthe formé par les ruelles d'El Gancho, une construction aux imposantes baies vitrées et entièrement en bois attire le regard : le centre musical de Las Armas. Après un appel à projets lancé par la mairie, il a été repris il y a deux ans par une nouvelle équipe, qui tente de s'intégrer dans son nouvel environnement. *« C'est un quartier un peu spécial. Il y a certaines rues où on évitait de passer, surtout dans les années 1990*, explique Ruben Belio Lafuente, responsable production des lieux. *Maintenant c'est un peu mieux. Las Armas est devenue l'une des meilleures salles de Saragosse. »*

Las Armas a été conçue pour favoriser les propositions artistiques mais aussi l'intégration sociale. On y trouve aussi bien un studio d'enregistrement que des salles de classe pour des cours d'anglais, des expositions temporaires, un cinéma en plein air, un label de musique... L'activité principale reste cependant les spectacles.

La hausse de la TVA en 2012, qui est passée de 8 à 21 %, lui a porté un coup dur, comme à beaucoup de lieux culturels. *« C'est une salle privée, on ne reçoit aucun financement public »*, indique Ruben. Tous les acteurs du secteur culturel attendent donc avec impatience la baisse de la TVA à 10 % culturelle récemment avancée par le gouvernement espagnol.

L.M.

DE VISU...

Isaac, le père de la Madone

À 34 ans, Isaac est une figure incontournable de l'art urbain à Saragosse. Plus connu sous le nom de Mahow, en référence à la Mahou - une marque de bière qu'il buvait quand il était ado, c'est à lui qu'on doit la « Madone du vent », une peinture murale de plusieurs dizaines de mètres sur le flanc d'un des immeubles d'El Gancho. Impossible de passer à côté de l'œuvre du trentenaire gringalet, couvert de tatouages, parmi les plus emblématiques du quartier. « *Une cinquantaine de bombes et 30 litres de peinture ont été utilisés* », nous assure le peintre, pas peu fier de s'en être occupé « *tout seul* ».

V. E.

La journée où toutes les gauches communient

Bienvenue à la Cincomarzada. Sous le vernis festif des peñas et des stands gastronomiques, ce rendez-vous politique organisé tous les 5 mars est aussi une démonstration de force citoyenne.

Au milieu des fanfares et des bandas, les Saragossans mangent sur l'herbe ou déambulent dans les allées bondées du parc du Tío Jorge. Sans arrière-pensée. « *On est ici pour passer un bon moment* », sourit José Luis del Rio, président de la peña de La Murga, une association festive, pendant que ses camarades peñistas préparent le déjeuner. La fête de la Cincomarzada est d'abord un espace de convivialité : 100 000 personnes, familles avec poussette, jeunes fêtards et promeneurs se retrouvent ce dimanche aux airs printaniers pour le repas du midi... vers 14 h 30. Les odeurs de churros au chocolat se mêlent aux émanations de grillades des planchas carburant à plein régime. Pourtant, cette fête populaire est aussi un moment d'expression citoyenne. Le long des allées arborées, 116 stands d'associations et de partis politiques sont installés. Chez les jeunes communistes, un enfant joue aux fléchettes en prenant pour cible Donald Trump. Des banderoles dénoncent la guerre et la pauvreté. Pour la ville, le 5 mars commémore la défaite des carlistes, un mouvement conservateur et traditionaliste, face aux habitants de Saragosse lors de la guerre civile de 1838. Aujourd'hui, la Cincomarzada est aussi, et surtout, la fête de toutes les gauches, du Parti socialiste aux anarchistes.

Une célébration interdite sous Franco

« *C'est un peu notre 14-Juillet, c'est un moment de lutte contre la monarchie autoritaire et la dictature, sauf que la droite n'est pas représentée. Elle ne se mélange pas avec les gens d'en bas* », raconte légèrement éméché Francho, professeur d'histoire et programmateur à la radio libre *Radio Mai*. Une sorte de Fête de l'Humanité locale, interdite sous la dictature du général Franco. Son retour sonne comme une revanche pour tous les mouvements de gauche de Saragosse. Pour son édition 2017, cette célébration populaire met en avant la lutte contre les violences machistes, mais aussi le combat en faveur des droits des personnes LGBT, des droits civils et sociaux et pour la défense des animaux, entre autres.

À l'initiative de cette fête : des associations de voisins et voisines ainsi que la mairie de la capitale aragonaise. Pour Javier Rodríguez, le vice-président de la Fédération des associations de quartier de Saragosse, c'est « *le moment le plus important pour les associations de la ville. Une fête citoyenne et engagée.* » À l'ouverture, le maire Pedro Santisteve *(lire aussi page 4)* a d'ailleurs reçu les doléances des habitants des quartiers. Une journée où la flânerie devient militante. Pour Angel, septuagénaire venu en compagnie de son épouse, « *c'est important de montrer à la droite que nous ne sommes pas aussi désunis qu'elle l'affirme.* » ●

Maïder Gérard et Clarisse Martin

Israel, Gabi, Carlos. Peña El Rolladero.

Marta, Kike. Peña Los Marinos.

Javier Casas. Peña Los Goyescos.

Bienvenido, Andrea, Carmen. Peña Forca.

Alvaro, Toño, Jandro. Peña Bullizio.

Noelia et ses trois filles. Peña La Murga.

© Vincent Chevais

GRAND ENTRETIEN

« Saragosse se relève de tout. Sa force, ce sont ses habitants »

Saragossanes engagées, María José González Ordovás et María Torres-Solanot livrent leur vision du contexte politique atypique que traverse leur ville. Regards croisés entre une philosophe et une photojournaliste sur la crise, la famille, la religion ou encore la lutte féministe.

VISÓ : Que représente la ville de Saragosse pour vous ?

María José González Ordovás : Saragosse a beau ne pas être la capitale de l'Espagne, elle est très bien reliée aux principales villes du pays, telles que Madrid, Barcelone, Valence ou même certaines régions comme le Pays basque. C'est une ville au milieu d'un désert, sans être enclavée. Elle se trouve à la confluence de plusieurs cultures : juive, romaine, arabe. Par sa taille moyenne, on peut avoir un aperçu complet de l'Espagne. Je me sens très proche de ma terre natale. J'ai eu envie de lui rendre, à mon échelle, ce qu'elle m'a donné.

María Torres-Solanot : Depuis que j'ai commencé à voyager, Saragosse a toujours été mon point de chute. J'y reviens à chaque fois pour mon travail de post-production. Comme María, je suis enracinée ici. Même si j'ai parfois envie de partir vivre ailleurs, je sais que j'y reviendrai toujours.

María José González Ordovás : Ici, au milieu de ce désert, le vent souffle très fort, endurcit et aguerrit les habitants. Nous sommes des guerriers contre le vent. Saragosse se relève de tout. Sa force, ce sont ses habitants : les Saragossans, de vrais battants.

La ville a été très touchée par la crise, quel impact cela a-t-il eu sur les habitants ?

M.J.G.O. : L'Espagne est très attachée à la famille. La crise a, en quelque sorte, ressuscité cette valeur, en plus de mobiliser les citoyens. Les gens rentrent habiter chez leurs parents, les grands-parents financent les études de leurs petits-enfants. Quand l'État est plus faible, la famille le remplace. Elle a joué un rôle de catalyseur.

M.T-S. : Avec la crise, on nous a présenté l'entrepreneuriat comme une solution miracle. C'est très bien, mais cela crée un climat qui rend l'employé responsable de son bien-être. On baigne dans une culture d'individualisme très marquée

M.J.G.O. : Nous sommes en effet très influencés par la culture anglo-saxonne et américaine. Nous avons le plus dur du catholicisme, et le plus dur du capitalisme. On est coincés entre ces deux contraintes très fortes. On n'a pas d'État fort, et on est censés s'en sortir comme des Anglo-Saxons, alors que nous n'avons pas le même modèle de société.

L'élection de Zaragoza en Común (ZeC) a tenté de redistribuer les cartes. Mais constitue-t-elle vraiment un renouveau de la démocratie à Saragosse ?

M.J.G.O. : Ces personnes, qui ne sont pas des professionnels de la politique, ont apporté une autre façon de la pratiquer. Ce qui est vivement critiqué par les partis traditionnels. Ils sont habitués à ce que la politique soit très institutionnelle, très formelle et réclament plus de sérieux, de solennité.

M.T-S. : Je ne suis pas d'accord, ce sont des professionnels

María José González Ordovás (à gauche), ancienne membre du Conseil économique et social d'Aragon, et María Torres-Solanot (à droite), actuelle membre de la *Colaboradora* de Saragosse, débattent de l'impact de la crise en Espagne.

de la politique. Mais ils ont préféré une image plus fraîche, plus proche des citoyens, laïque. Ils ont privilégié la transparence, ce qui avait manqué aux précédents mandats. Ce qu'ils donnent à voir, c'est une image plus neuve : ils se fichent pas mal de venir en jeans. Ce qu'ils revendiquent c'est la priorité donnée au social.

M.J.G.O. : Ce n'est pas seulement le fond que les partis traditionnels critiquent chez ZeC, mais aussi la forme.

M.T-S. : Oui, mais la forme qu'ils ont adoptée est justement en cohérence avec le fond.

Finalement, quel bilan retenez-vous des deux années au pouvoir de ZeC ?

M.J.G.O. : Il y a une grande hétérogénéité au sein de ZeC. Il est donc difficile d'évaluer l'ensemble de son action. Du point de vue des droits humains, ils travaillent bien. Du point de vue de l'économie à moyen terme, leur action est plus contestable.

Est-ce que certains phénomènes sociaux vous inquiètent particulièrement ?

M.T-S. : Je pense à la violence de genre et au machisme en général, qui sont des problèmes qui nous concernent tous. Je suis stupéfaite de voir combien le micro-machisme est prégnant dans la vie quotidienne et combien il pèse sur la vie des femmes. Je regrette que l'évolution présente dans la loi ne se reflète pas, au fil des années, dans les attitudes. L'impuissance intériorisée par les femmes, l'auto-censure qu'elles s'infligent, m'effraie. Il faut inculquer « l'empowerment » aux femmes.

L'Espagne est un pays à forte tradition catholique. Qu'en est-il de la question de la laïcité ?

M.T-S. : Je pense que les croyances doivent rester dans la sphère privée. L'Espagne est un pays de tradition catholique, mais plusieurs croyances y cohabitent : l'islam, le judaïsme ou encore l'athéisme.

M.J.G.O. : L'Espagne n'est pas un État laïc mais aconfessionnel, ce qui, juridiquement, n'est pas la même chose. La Constitution n'oblige pas l'Espagne à appliquer la laïcité. Si nous voulons cohabiter en Espagne, nous devons apprendre à vivre avec le substrat très religieux et conservateur chrétien, qui fait partie de notre pays. Des deux côtés, il y a un conflit : cela coûte beaucoup aux religieux de respecter les laïcs, comme cela coûte aux laïcs de respecter les religieux. Mais c'est comme ça partout dans le monde, la religion occupe aujourd'hui un rôle incontournable. Cela ne me paraît pas intelligent de fermer les yeux sur son importance pour une partie de la population mondiale. Le respect est fondamental et ne se pratique pas assez, d'un côté ou de l'autre. C'est un défi de premier ordre qui nous attend.

M.T-S. : Pour ce qui est du respect, je voudrais dire

"LES ÉVÊQUES SE HISSENT AU RANG DE CONSCIENCE MORALE ALORS QU'ILS NE FONT QUE RÉPANDRE LE MACHISME ET L'HOMOPHOBIE DANS LA SOCIÉTÉ."

María Torres-Solanot, photojournaliste.

quelque chose. Il s'est produit récemment un événement qui me paraît grave : un groupe d'extrémistes catholiques, les *Hazte Oir*, a affrété un bus transphobe et l'a fait circuler à travers toute l'Espagne. Si les catholiques demandent le respect, qu'ils respectent en retour la diversité sexuelle. Qu'ils n'aillent pas à la porte des écoles avec leur bus transphobe.

M.J.G.O. : Tu as raison. J'insiste sur le fait que le respect doit être mutuel !

M.T-S. : Il y a des attaques constantes, de la part des évêques, à l'encontre des femmes et de la communauté LGBTQI *[Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes, ndlr]*. Les évêques se hissent au rang de conscience morale alors qu'ils ne font que répandre le machisme et l'homophobie dans la société.

Face à cela, comment réagissent les jeunes politiquement ? Sont-ils plus progressistes que leurs aînés ?

M.J.G.O. : Je pense que Saragosse n'est pas très originale. Elle reproduit les valeurs générales de l'Espagne. Les jeunes s'impliquent aussi bien à droite qu'à gauche. Ils reproduisent les mêmes schémas que les anciennes générations.

M.T.S. : Il y a beaucoup de collectifs féministes qui n'existaient pas quand j'avais 20 ans et ils ont bien plus de répercussions aujourd'hui, notamment grâce aux réseaux sociaux qui rendent possible un activisme croissant. Cela ne signifie pas qu'il y a moins de machisme, mais le féminisme a pris de l'importance. Quand il se passe quelque chose, les femmes se mobilisent plus et se soutiennent. C'est pareil ici à Saragosse, quand quelque chose de grave arrive, il y a une riposte massive, publique. Les violences de genre ne sont plus reléguées dans la sphère domestique. C'est un problème de société.

Quel est votre regard sur l'avenir ? Êtes-vous optimistes ?

M.J.G.O. : Les gens se préoccupent avant tout de considérations matérielles, confortables, avec une perspective à court terme. Il est impératif d'intégrer la dimension écologique, pour la survie des générations futures. Ne pas respecter cela, c'est faire preuve d'un manque total de perspective, d'une myopie très dangereuse pour le futur.

M.T-S. : Il faut être actif et apprendre à respecter les autres. Nous vivons en communauté, et tout le monde n'est pas encore traité sur un pied d'égalité. Il y a des initiatives de personnes qui ont un travail, une famille et qui trouvent du temps pour s'engager pour des causes auprès de personnes vulnérables. Même s'il y a de la xénophobie, du machisme, de l'homophobie… Ces initiatives me font penser qu'il y a de l'espoir. l

Recueilli par Valentin Etancelin et Clara Delente

Le retour à Saragosse

L'année 2016 s'est terminée sur les chapeaux de roue pour María Torres-Solanot. La raison ? L'an passé, la photojournaliste de Saragosse se fait connaître grâce à la sortie de son documentaire *La Dignidad*. Ce long-métrage sur la condition des réfugiés, filmé entre la Syrie, la Grèce et l'Espagne, retrace les parcours de trois migrants. Son prochain projet prendra place dans sa ville d'origine, qu'elle a décidé de raconter à travers la musique aux multiples influences de migrants ou de réfugiés résidant à Saragosse.

Un œil sur la France

Qu'ont en commun María José González Ordovás et Christian Bobin, poète français originaire du Creusot et Prix des Deux Magots en 1992 ? Pas grand-chose, si l'on omet de parler des autres activités de notre philosophe espagnole du droit. Amatrice de poésie, qui plus est de poésie française - elle parle couramment la langue de Molière -, María José González Ordovás vient d'achever la traduction de *Noireclaire*, l'un des derniers recueils de poésie de l'écrivain bourguignon paru aux éditions Gallimard, en France, en 2015. Sa version en espagnol est sortie en mars 2017, aux éditions Sibirana.

Le féminisme à la conquête de la ville

C'est dans les rues que le riche tissu associatif de Saragosse lutte depuis des années pour défendre les droits des femmes. Aujourd'hui, la nouvelle mairie prend le relais.

Sur la place César-Auguste, la sculpture représentant une femme accroupie a été recouverte d'affichettes. La tête entre les mains, prostrée, désespérée, la statue érigée en janvier se veut un hommage aux femmes victimes de violences de genre [1]. Ce n'est pas du goût des féministes. Plusieurs fois déjà, elles ont manifesté leur mécontentement. Le 8 mars, elles se rassemblaient à nouveau autour du mémorial, baptisé « *Victima* ».

« *Ni soumises, ni passives. Féministes combatives* », était un des messages qu'elles avaient placardé sur la statue. « *Nous aurions voulu voir une femme fière, déterminée, qui ne soit pas seule. Nous revendiquons tout le contraire. Le message que la mairie de Saragosse doit adresser aux victimes de violences, c'est qu'elle va tout faire pour les aider* », martèle Noemi, 23 ans, engagée auprès d'*Igualar*, l'un des nombreux collectifs féministes de la ville.

De la rue à l'enceinte municipale

Depuis des années, ce sont les associations qui insufflent le vent du féminisme à la capitale aragonaise. Régulièrement, des performances et des installations sont bricolées dans les rues, des voix entonnent un chant en hommage aux femmes victimes d'un crime machiste dans le pays.

Une grande *Coordinadora* rassemble depuis 1982 une vingtaine d'associations. D'autres collectifs, moins « *institutionnels* », ont décidé de faire cavalier seul. Tous témoignent de la tradition bien ancrée du militantisme de rue. Mais, depuis l'arrivée de la liste citoyenne à la tête de la ville en mai 2015, le féminisme s'est invité à la mairie.

Noemi, qui se définit comme la seule personne de genre non-binaire [2] au sein d'Unizar, rectifie : le féminisme de la mairie est « *en construction* ». En matière de droits LGBTQI [3] notamment, les avancées lui paraissent timides. Elle critique le centre d'orientation professionnelle pour les personnes transgenres qui vient d'être créé par la ville. « *"Ghettoïser" les personnes trans, comme si elles étaient à part de la citoyenneté "normale", c'est une erreur. Ce qu'il faut, c'est inculquer aux gens la tolérance.* »

Surtout attentive aux violences faites aux femmes, la mairie doit s'attacher, de l'avis de la jeune militante, à combattre toutes les violences machistes. La brutalité sexiste persécute aussi les personnes en raison de leurs préférences sexuelles, de leur race, de leur classe…

Un nouveau plan pour répondre aux critiques

Un plan municipal d'égalité est en préparation. Il verra le jour au cours de l'été 2017. Pour l'élaborer, la mairie a consulté les associations féministes de la ville et ouvert une plateforme web participative recueillant les propositions des citoyens. Il succèdera au plan d'égalité 2015 et tentera d'être plus inclusif et plus approfondi. Car du côté des collectifs LGBTQI ou afroféministes, des critiques ont pu être formulées à l'encontre de la politique municipale.

Marga Deya, déléguée au service d'éducation et d'inclusion de la mairie préfère souligner les efforts accomplis depuis l'arrivée au pouvoir de sa liste. « *C'est un processus lent, nous plantons des graines pour l'avenir.* » Un budget d'un million d'euros et la création du service d'égalité ne sont que les prémisses d'un travail qui doit à terme imprégner tous les champs de la citoyenneté. Au sein de la mairie elle-même, une approche transversale est préconisée. Dans chaque service, une attention particulière est portée à la promotion de l'égalité.

« *À l'avenir, nous voulons inclure les hommes dans le combat contre les violences machistes* », appuie Marga Deya, de sa voix rauque et pédagogue. La *Casa de la mujer* (Maison des femmes), large bâtisse moderne située au coeur de la ville, est le siège du nouveau service municipal. Créée en 1990, pionnière en Espagne, elle possède une organisation bien rodée qui risque d'être bouleversée dans les années à venir.

« *L'égalité ne doit pas être une affaire de femmes* », estime Africa Cazorla, déléguée à l'accueil, entre deux appels. Le service propose depuis janvier 2017 une vingtaine d'ateliers destinés aux hommes, touchant aux soins et aux tâches domestiques. L'idée est de les rendre « *co-responsables* » dans la construction d'une société plus égalitaire. « *Il ne faut pas oublier qu'ils sont les premiers impliqués dans les violences* », rappelle África Cazorla.

Suite logique de la politique de sensibilisation massive engagée par la mairie, des campagnes ont vu le jour pendant les fêtes telles que celle du Pilar. « *No es no* » n'est pas passée inaperçue avec ses grandes affiches roses placardées partout en ville. Un protocole prévoyait de geler les manifestations et d'observer cinq minutes de silence si une agression machiste survenait pendant les fêtes.

Les militantes de rue aimeraient que la sensibilisation s'étende au-delà du calendrier féministe. Organiser des rassemblements après chaque agression machiste survenue en Espagne est un de leurs projets. Elles en ont beaucoup d'autres. Et si la mairie les écoute, « *les graines plantées pour l'avenir* » étendront certainement leurs ramifications au-delà des murailles de Saragosse. ●

Clara Delente

(1) Violences exercées contre les femmes en raison de leur sexe ou de leur genre. (2) Catégorie utilisée par les personnes qui ne se reconnaissent pas dans les expressions de genre normatives et binaires. (3) Lesbiennes, gays, bisexuels, trans, queers et intersexués.

Une loi plus protectrice

Février 2017. Cinq femmes sont assassinées par leurs conjoints en l'espace de trois jours en Espagne. Huit militantes entament une grève de la faim à la Puerta del Sol, à Madrid. Pendant vingt-six jours, elles protestent dans le froid, sous une bâche, contre le *« terrorisme machiste »*. 2017 a été le début d'année *« le plus sanglant en matière de violence sexiste depuis 2003 pour l'Espagne »*, selon *El Mundo*. Les huit grévistes, largement soutenues et médiatisées dans tout le pays, n'ont cessé leur mouvement qu'une fois leur objectif atteint : l'annonce par l'État d'un plan visant à améliorer la protection des victimes de violence machiste. En 2004, une loi nationale avait été promulguée pour lutter contre la violence de genre, pour la première fois en Europe. Mais les moyens mis à disposition depuis par le gouvernement conservateur pour appliquer cette législation n'ont pas été à la hauteur. Le plan de prévention et de sensibilisation 2017-2020 présenté en juin devrait donc marquer une étape importante. Les 25 mesures qu'il contient sont le résultat de quatre mois de travail de tous les partis politiques espagnols représentés aux Cortes.

C. D.

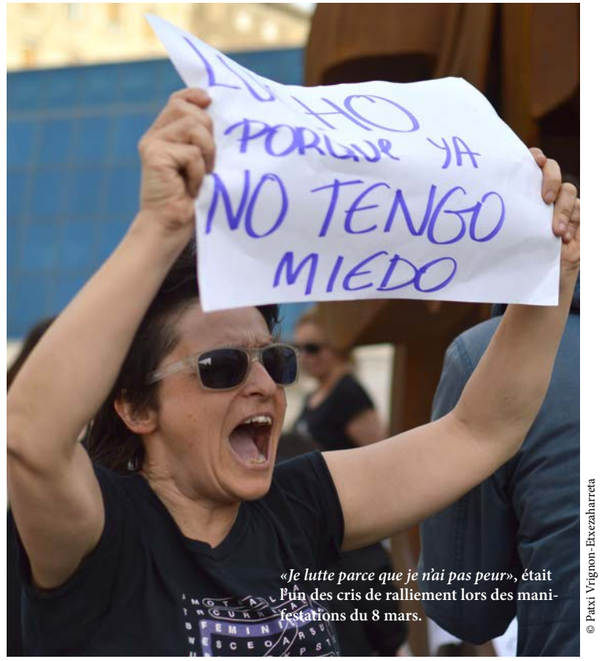
44 femmes ont été assassinées en 2016 en Espagne par leur conjoint ou ex-conjoint.

36 % d'entre elles avaient déjà porté plainte pour des violences machistes.

19 % c'est la baisse du budget consacré à la prévention générale de la violence de genre depuis l'arrivée de la droite au gouvernement, en 2010.

Feminicidio c'est le mot inventé pour qualifier l'assassinat des femmes en raison de leur genre.

Feminicidio.net recense le nombre de femmes tuées en Espagne, au-delà des chiffres officiels.



«Je lutte parce que je n'ai pas peur», était l'un des cris de ralliement lors des manifestations du 8 mars.

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

PORTFOLIO EXPO 2008

Vestiges futuristes

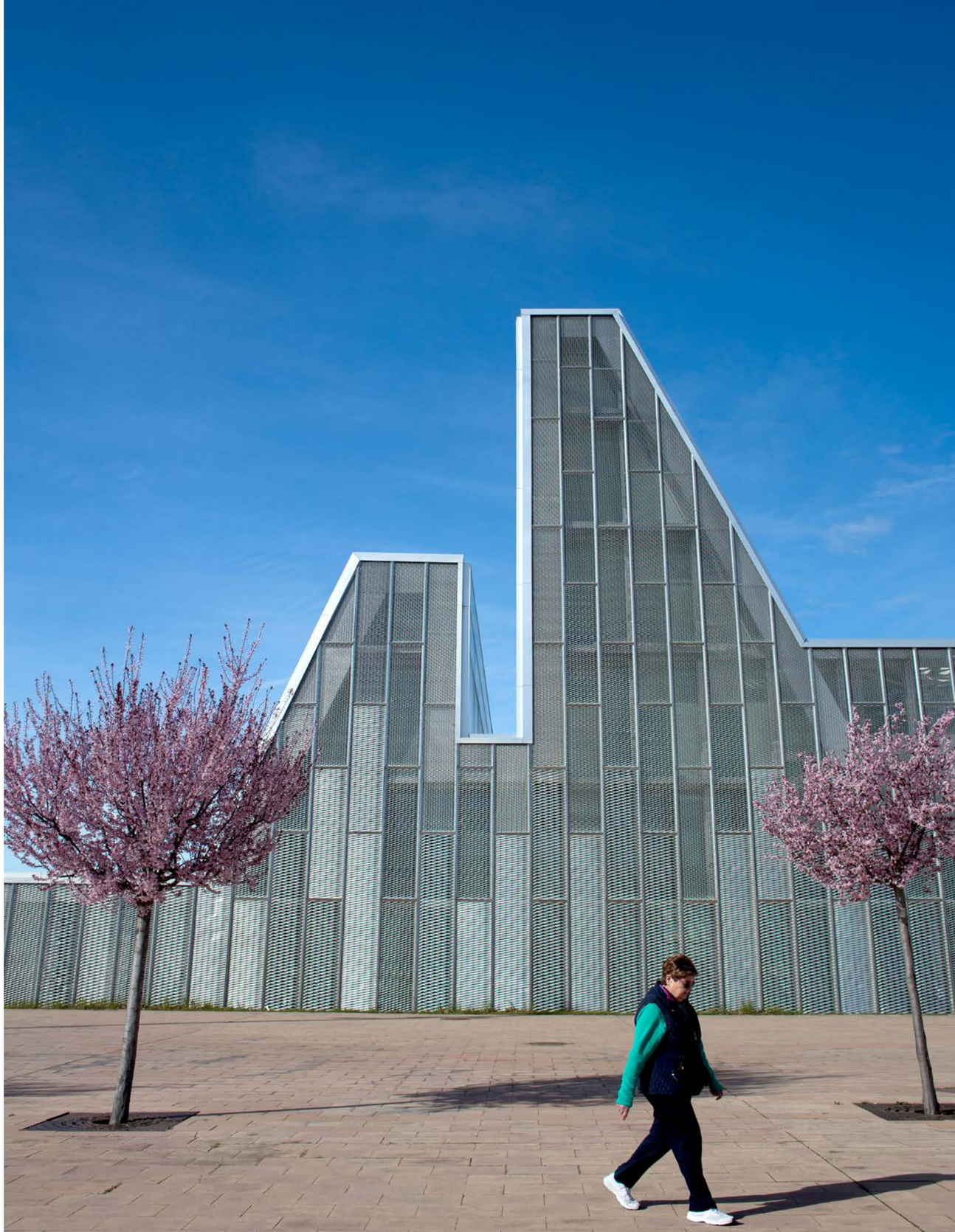
Un vigile déambule entre la Tour de l'eau et le Palais des Congrès. À petites foulées, un coureur le dépasse et file vers le Pavillon-Pont. Ici, dans un coude de l'Èbre, à l'ouest de Saragosse, s'est tenue l'Exposition internationale 2008. 5,5 millions de visiteurs sont venus arpenter les 122 hectares du parc. Aujourd'hui, seuls quelques enfants apprennent le roller entre les fontaines et les architectures futuristes. Le silence est rompu par les éclats de rire de leurs parents, assis sur les bancs, sous les amandiers en fleurs.

« L'eau et le développement durable » : le thème retenu devait mettre la capitale aragonaise sur le devant de la scène écologique. 1,5 milliard d'euros ont été injectés dans le projet pour l'aménagement des berges du fleuve et la construction des pavillons. Les plus grands architectes ont imaginé des bâtiments écoresponsables, équipés de récupérateurs d'eau de pluie et de panneaux photovoltaïques.

Pendant les quatre ans de travaux, ce fut l'effervescence à Saragosse. Les prévisionnistes parlaient de croissance économique, de créations d'emplois, de rayonnement. Cette exposition, reflet d'initiatives planétaires, devait souligner la stabilité et la croissance de l'Espagne.

Mais c'était avant la crise, en 2008. Depuis, l'eau des fontaines est devenue verte. Les bâtiments sont vides, grillagés. L'exposition incarnait la lutte de l'Aragon, région semi-aride, contre la désertification ; elle a finalement créé un désert urbain. Une idée du développement durable bien éphémère. ●

Vincent Chevais



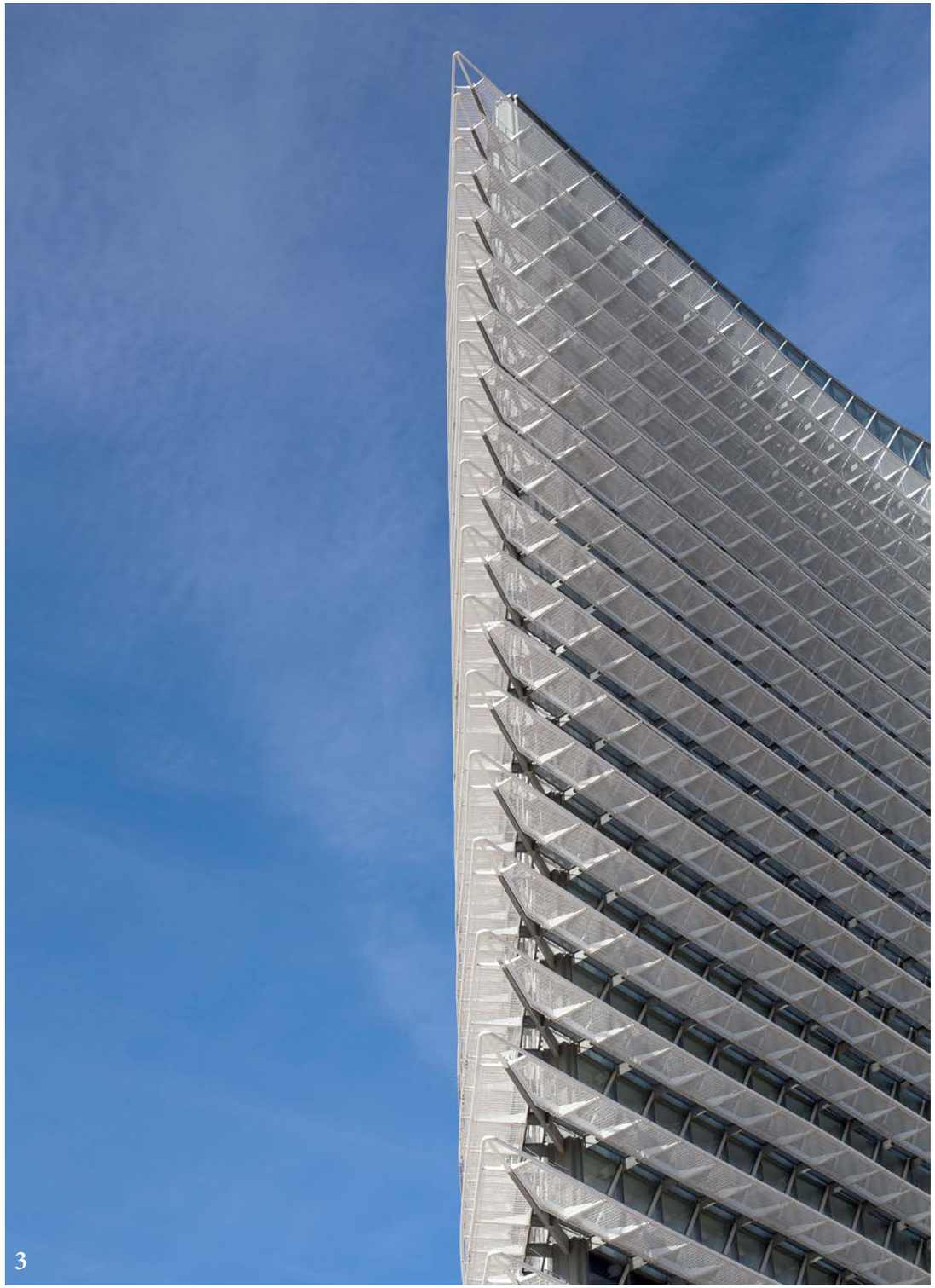
Les Saragossans se sont réappropriés « L'Expo » pour se balader le dimanche. Antonio garde une certaine amertume. « *Des millions jetés par les fenêtres… Ça fait cher la promenade.* »

1

2

Le Pavillon de l'Espagne (1), de l'architecte Patxi Mangado et le pavillon de l'Aragon (2), de Olano et Mendo, restent vides. À travers les fenêtres, on distingue les faux-plafonds éventrés, les câbles qui pendent.

« La Tour de l'eau (3)*, d'Enrique de Teresa, était l'étendard de l'Expo. Il y a un château d'eau qui, par un système de canalisation, climatisait le bâtiment. Plus rien n'est entretenu aujourd'hui »*, explique le vigile du parc.



3

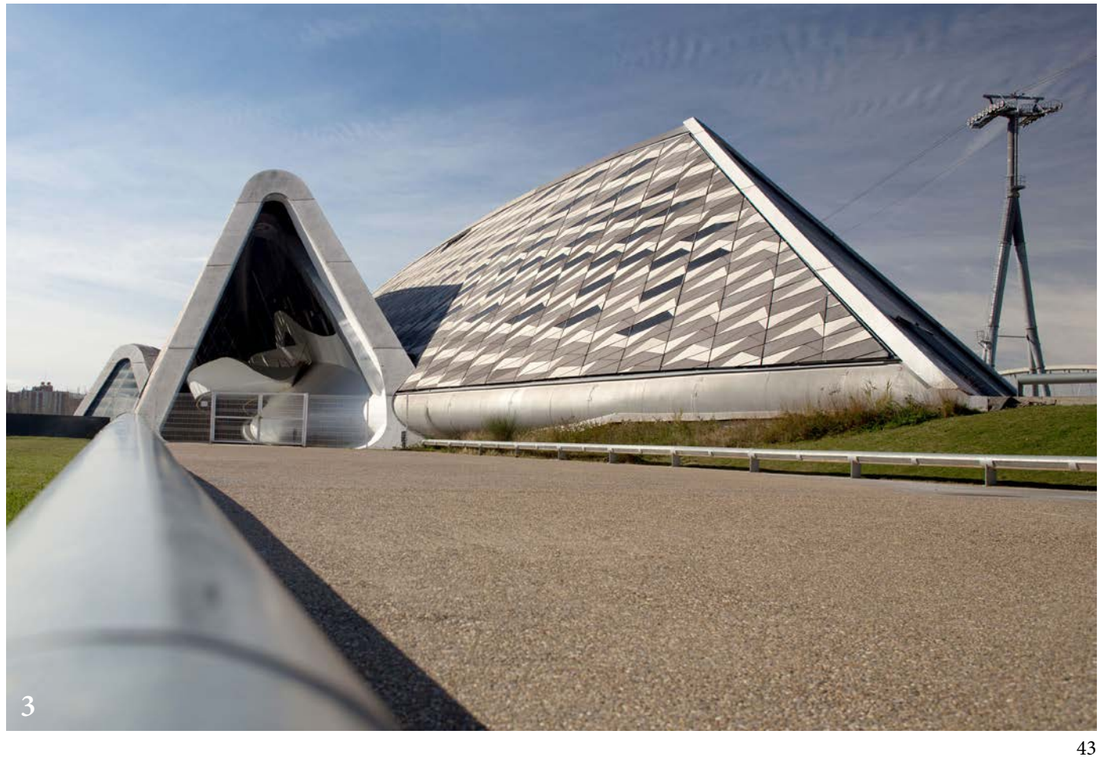
Le Palais des Congrès (1), de Nieto et Sobejano, accueille parfois des festivals. « *Mais il emploie seulement cinq personnes*», poursuit le vigile.

1

2

«*Certains bâtiments vides* (2) *ont été cédés à des administrations, après transformation par les architectes de Lamela, en 2010. Les tribunaux et quelques départements du gouvernement d'Aragon s'y sont installés.*» Les administrations héritent aussi du coût de maintenance : « *climatiser et chauffer ces bâtiments sont des dépenses gigantesques*», note Javier Yague Pascual, avocat en urbanisme.

Le Pavillon-pont (3), imaginé par l'architecte anglo-irakienne Zaha Hadid, était une passerelle et un lieu d'exposition. Aujourd'hui, il n'est ni l'un, ni l'autre. Juste au-dessus, une télécabine, à l'abandon depuis 2011, relie le parc et la gare Saragosse-Delicias. Elle attend d'être déplacée vers une station de ski.



3

Ce qui cloche à la cathédrale

La main-mise de l'Église sur le patrimoine espagnol est remise en question. Pour la première fois, la mairie de Saragosse a porté le combat devant les tribunaux. L'objectif : rendre ces biens mal acquis au peuple.

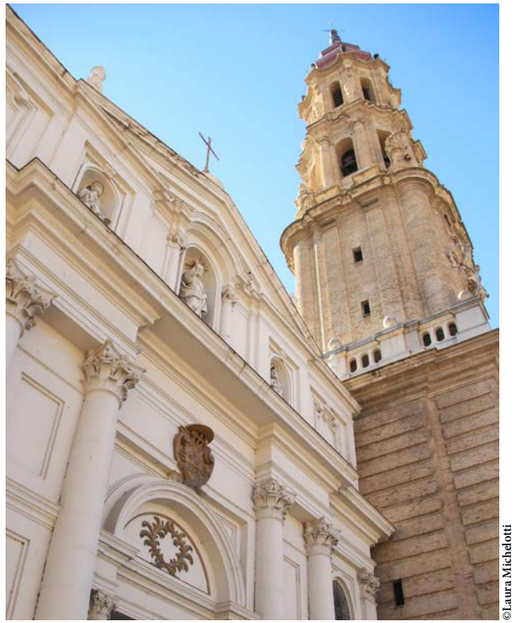
Du haut de son clocher de 90 mètres, la cathédrale San-Salvador se dresse sur la place de la Seo. À l'ombre de sa voisine et rivale de toujours, l'imposante basilique du Pilar, l'église condense des siècles d'Histoire. Tour à tour forum au temps des romains, temple wisigoth au III[e] siècle, elle deviendra en 716 la plus grande mosquée de la ville. C'est au XII[e] siècle qu'elle deviendra temple chrétien et lieu de couronnement de tous les rois d'Aragon, dont Charles Quint en 1518. Cinq siècles plus tard, la cathédrale se trouve au centre d'une nouvelle bataille.

Un conflit intemporel

Tout commence en 1946, en pleine Espagne franquiste. Arrivé au pouvoir avec l'appui de l'Église, le *Caudillo* ne reconnaît qu'une religion : le catholicisme. Dans sa croisade, il promeut une loi qui permet aux membres du clergé « *d'immatriculer* » un bien privé. Autrement dit, d'enregistrer un bien à leur nom ou à celui de l'Église à l'aide d'un simple certificat, sans aucun titre de propriété. « *Il est arrivé qu'après coup, on découvre que le lieu était déjà habité. Dans la plupart des cas, les fonctionnaires des bureaux d'enregistrement acceptaient le certificat sans prendre la peine de vérifier s'il y avait déjà des propriétaires connus* », détaille Jorge García, président du Mouvement pour un État Laïc (MHUEL), association qui lutte pour rendre ce patrimoine au peuple espagnol.

Autre date-clé : 1998. Le gouvernement conservateur dirigé par José Maria Aznar modifie la loi et étend les immatriculations aux lieux de culte. « *Un gouvernement démocratique leur a donné un privilège que Franco lui-même leur avait refusé sous la dictature* », ironise Jorge García. Les immatriculations explosent. Plusieurs milliers de bâtiments seraient ainsi passés sous contrôle clérical. Aux églises, monastères et cathédrales s'ajoutent aussi, plus surprenant, des places, des immeubles, des vignobles, voire des parkings et des terrains de pelote basque. Le tout exempté d'impôts fonciers. De quoi faire grincer quelques dents. La polémique suscitée par la christianisation forcée de la mosquée de Cordoue et la pression des associations poussent le gouvernement de Mariano Rajoy à abroger cette loi en juin 2015.

La bataille commence alors pour les associations. Selon les cas, elles disposent d'un délai allant de dix à trente ans, avant que la période de prescription n'arrive à son terme. Ensuite, tous les biens immatriculés deviendront alors définitivement propriété de l'Église. La tâche est ardue : les faits commencent à dater, les papiers se font rares. Sans compter l'administration qui met des bâtons dans les roues et les politiques qui font la sourde oreille. À Saragosse, le MHUEL réussit à identifier quatre églises immatriculées illégalement, dont la cathédrale San-Salvador et l'église de la Magdalena. Selon les documents, ces dernières auraient été enregistrées par l'archevêque le 5 et 8 avril 1987… soit dix ans avant la loi autorisant l'immatriculation des lieux de culte. De quoi alimenter la colère des associations.



©Laura Michelotti

La cathédrale de San-Salvador, joyau d'architecture mauresque, a été immatriculée illégalement par l'église le 5 avril 1987.

David contre Goliath

« *Le cas de San-Salvador est emblématique,* s'emporte Jorge García. *Elle a reçu plus de douze millions d'euros d'aides publiques pour sa rénovation et l'Église demande malgré tout quatre euros pour la visiter !* » L'arrivée de Zaragoza en Común (ZeC) à la mairie il y a deux ans a renforcé le camp des laïcs. Le parti Chunta aragonesista a déposé une motion en mai 2016 pour avoir accès, via le registre de la propriété, à la liste des biens immatriculés depuis 1978. La municipalité de Saragosse se prépare également à plaider au tribunal pour révoquer les immatriculations de la cathédrale San-Salvador et de l'église de la Magdalena.

> « San-Salvador a reçu douze millions d'euros d'aides publiques et l'Église demande quatre euros pour la visiter ! »
>
> *Jorge García, président du MHUEL*

Un scandale passé sous silence

À la Maison de l'Église de Saragosse, José Antonio Calvo, directeur de la revue *Église en Aragon*, considère qu'il s'agit simplement d'une mauvaise interprétation de la loi. « *À propos de ces deux églises, les documents en notre possession datent de la fin du XIX[e] siècle. Les deux églises y sont mentionnées et sont bien enregistrées comme des propriétés de l'Église reconnues par l'État.* » Le représentant religieux n'hésite pas à dénoncer une propagande politique.

Le 20 décembre 2016, l'État espagnol a pourtant été condamné à verser une compensation de 615 600 euros par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), pour immatriculation illégale de l'église de Palencia, dans la région de Castille-et-León. « *Les pouvoirs publics et les principaux politiques espagnols ne veulent pas que cette affaire sorte en pleine lumière,* affirme Jorge García. *C'est un scandale d'une telle ampleur que l'État espagnol préfère être condamné plutôt que de légiférer sur le sujet.* » ●

Laura Michelotti

Laura, la solidarité au bout du pinceau

Coupe au carré et cheveux bruns, Laura, 52 ans est peintre en bâtiment à Saragosse depuis huit ans. Également membre de l'association Federico Ozanam, dont le but est de tisser un lien social entre les habitants du quartier populaire d'El Gancho, elle est à la tête d'un groupe de peintres. Ensemble, ils rénovent un immeuble destiné à agrandir les locaux de l'organisation. « *Ce projet est génial, il permet d'aider des personnes sans ressources. Grâce aux formations qu'on donne, on améliore leur quotidien* », dit-elle en souriant, avant de rajouter : « *Je suis contente d'en faire partie* ».

J. LP.

DE VISU...

GÉNÉRATIONS OPEL

Considérés comme « la noblesse ouvrière » de l'Aragon, les salariés de l'usine Opel de Figueruelas se sont longtemps transmis le flambeau de père en fils. Alors que la marque allemande vient de passer sous le contrôle de PSA, leur univers est en pleine mutation. Radiographie.

© Pierre Steinmetz

“ OPEL, C’EST LA RÉFÉRENCE DANS LE COIN. QUAND ON COMMENCE À Y BOSSER, APRÈS ON PEUT TRAVAILLER DANS N’IMPORTE QUELLE ENTREPRISE DE LA REGION.”

Eduardo Aznar, 22 ans, chez Opel depuis 2015.

Les portes du grand bâtiment blanc s’ouvrent, les clopes s’allument. 14 heures, le flot d’ouvriers de l’usine Opel de Figueruelas se déverse sur le grand parking. Beaucoup s’engouffrent dans les cars, certains ont leur propre voiture. Pendant huit heures presque ininterrompues, ils ont peint, vissé, soudé, petits rouages d’une immense chaîne de travail qui produit près d’un millier de voitures par jour. Cette année, l’usine fête ses 35 ans et change de propriétaire. Le groupe PSA a pris la place des Américains de General Motors, en déficit chronique sur la scène européenne depuis seize ans. Les employés ont appris la nouvelle dans les journaux. Sceptiques, ils attendent avant de condamner. Si Opel souffre, leur usine, elle, affiche une santé de fer. Avec plus de 12,5 millions de voitures à son actif, Figueruelas est le deuxième site le plus productif pour le constructeur allemand. L’Opel Corsa et l’Opel Astra, confectionnées par son personnel, sont des voitures vedettes, toujours dans le top des ventes européennes, respectivement à la 5e et 6e places en 2016. Près de 97 % des salariés sont en contrat à durée indéterminée, dans un pays de précarité. Pourtant, ceux que l’on décrit souvent comme « l’aristocratie de la profession » n’ont pas le sentiment d’être des privilégiés.

Une jeunesse entre pragmatisme et désillusion

C’était la grande époque. En juin 1981, Carlos Llorente est embauché par Opel, directement en contrat à durée indéterminée, comme tous ceux qui intègrent l’usine dans les années 1980. Les machines tournent à plein régime et l’usine de Figueruelas embauche à tour de bras : 10 000 personnes se relaient jour et nuit pour assurer la production. Cheveux gris et pull jaune clair, Carlos raconte avoir gagné 50 000 pesetas les premières années, soit à peine plus de 300 euros. Derrière ses lunettes à monture carrée, le Saragossan est nostalgique : « *Aujourd’hui, les jeunes qui débutent gagnent environ 1 000 euros par mois. Pourtant, nous, on avait quand même un meilleur niveau de vie !* » Cet ouvrier de catégorie D (il en existe quatre, de A à D), spécialisé dans les essieux de voiture et bientôt retraité, est l’un des mieux payés de l’usine. Avec vingt-cinq ans d’ancienneté, il gagne à peine 2 000 euros par mois.

En 2017, l’usine est toujours debout et ses machines n’ont pas cessé de tourner. Mais ces choses ont bien changé. Les contrats sont plus précaires et le CDI s’obtient après plusieurs mois de travail. Pourtant, Opel attire encore. D’origine biélorusse, Mikita Babak a 28 ans et un sourire toujours accroché aux lèvres. Avec toute sa famille, il a émigré en Espagne il y a quinze ans, pour suivre son père. Après avoir enchaîné les petits boulots pendant dix ans, le jeune homme vient de commencer une formation gratuite de quatre semaines à Opel. S’il réussit les examens finaux, il sera peut-être appelé pour des contrats à durée déterminée au poste d’assembleur-monteur. Les ouvriers embauchés dans les années 1980 ont l’âge de partir en retraite, et l’usine prépare la relève. Intégrer Opel est pour lui synonyme de stabilité. « *Quand on rentre dans l’usine, c’est pour la vie* », rigole-t-il.

Eduardo Aznar ne partage pas cet avis. À 22 ans et malgré son CDI décroché en 2015, il le sait, son passage chez Opel sera éphémère. Comme beaucoup d’autres, il ne travaille pas directement pour le fabricant de voiture mais pour une entreprise sous-traitante, Cadagua. Lui et son équipe s’occupent de la réparation des machines défaillantes. « *Opel, c’est la référence dans le coin. Quand on commence à y bosser, après on peut travailler dans n’importe quelle entreprise de la région.* » Avec son salaire de 1 200 euros net par mois et ses trente jours de vacances par an, Eduardo gagne moins que s’il travaillait directement pour Opel, mais l’important n’est pas là. Le travail à la chaîne, pour lui, il n’en est pas question. « *Ce serait la fin de ma vie !* » raconte-t-il. Derrière ses grands yeux noirs, on devine un caractère assuré. Le jeune homme préfère gagner moins et ne pas sacrifier ses conditions de travail.

« Ce ne sont pas des médecins que l’on a, mais des vétérinaires »

Rester en bonne santé malgré les tâches répétitives, la fatigue et les horaires décalés. Un vœu pieux. Chez Opel, la santé des ouvriers est un enjeu. Pour preuve, un centre médical est directement intégré au sein de l’usine. Consultations, infirmerie, radiologie… L’endroit n’a rien à envier aux hôpitaux de la région. Il suffit pourtant d’aborder le sujet pour que surgisse la colère des travailleurs. « *Ce ne sont pas des médecins que l’on a mais des vétérinaires !* » s’emporte César, employé de l’usine depuis plus de vingt ans et délégué à la *Confederación General del Trabajo* (CGT), troisième force syndicale d’Espagne. Pour lui, le constat ne fait pas de doute. Les médecins sont davantage au service d’Opel que du bien-être des travailleurs, et la majorité des consultations se terminent par quelques antalgiques donnés pour faire passer la douleur. Produire toujours plus, toujours plus vite, au détriment du bien-être des individus.

En trente-cinq ans d’usine, les robots ont progressivement remplacé les hommes. De 10 000, ils ne sont plus que 5 592 à travailler aujourd’hui. Dans un métier où chaque seconde compte, les ouvriers ont moins de temps pour effectuer une même tâche. Une mécanisation qui rend le travail plus sûr, mais aussi plus usant. La fatigue est un ennemi tenace chez ces hommes et femmes qui travaillent souvent six jours sur sept lorsque les carnets de commande sont pleins. « *On est tellement fatigués en sortant du boulot qu’on s’endort à peine montés dans le bus. Je ne conduis jamais, il y a souvent des accidents de voiture sur la route pour Saragosse. Des ouvriers qui s’endorment au volant.* »

À 67 ans, Rafael Aciron est jeune retraité. Au cours de ses trente années d’usine, il a travaillé à la fabrication des portes de voiture, puis au vernissage. À la fin de sa carrière, Rafael avait mal au dos, aux poignets. À tel point qu’en 2010, et parce que les médecins de l’usine ne lui ont jamais signé le moindre arrêt de travail, il décide d’attaquer Opel en justice. Sorti vainqueur de l’épreuve, il a eu droit à un poste plus adapté à sa condition physique. Par peur d’être licenciés ou rétrogradés, beaucoup n’osent pas s’en prendre à Opel. « *Ils ont peur, ils se taisent tous. À l’époque, certains se confiaient à moi mais dès que j’en parlais au chef, ils faisaient machine arrière.* »

Opel - PSA, du partenariat au rachat

En mars dernier, le groupe français PSA (Peugeot, Citroën et DS) a racheté l’ensemble des activités automobiles européennes du géant américain General Motors, propriétaire des marques Opel et de sa société-sœur Vauxhall pendant presque 90 ans. Cette acquisition, d’une valeur de 1,3 milliard d’euros, permet à PSA de devenir le deuxième constructeur de véhicules sur le Vieux Continent, après Volkswagen. Ensemble, PSA et Opel sont désormais numéro un en Espagne, avec 22 % de parts de marché. Mais PSA ne débarque pas en terrain inconnu. La filiale allemande de General Motors, en déficit depuis 1999, multipliait ces dernières années les coopérations techniques et industrielles avec le géant français. La Citroën C3 Picasso II a été ainsi fabriquée à l’usine Opel de Saragosse.

A. M.

© Pierre Steinmetz

Begonia travaille à la chaîne, Eduardo répare les machines. Elle ne jure que par son travail, il ne pense qu’à le quitter.

© Pierre Steinmetz

En 35 ans, l'usine a fabriqué six modèles de voitures différents.

Carlos Llorente n'a jamais aimé les photos. La seule image de lui à l'usine date de 1982.

© Archive

De père en fils

Au début de sa carrière, Rafael était un homme fier. Appartenir à la grande famille ouvrière du constructeur au Blitz relevait de l'honneur. « *Avant, je chantais en allant au travail, je chantais pendant le travail, je chantais à la sortie du travail. Mais les dernières années, ils ne m'ont pas laissé être heureux.* » L'homme raconte les années 2000 comme un naufrage dans lequel les capitaines « *opportunistes* » auraient abandonné leurs « *braves* » marins. Avec pour changement de cap, l'arrivée des robots. « *La technologie s'est mise aux services des patrons, pas aux services des ouvriers. Je plains les nouvelles générations...*» L'empathie de Rafael ne peut qu'être sincère : son fils Paco, 36 ans, a rejoint l'usine il y a peu, « *pour son plus grand malheur* ».

Le jeune père de famille a décidé en 2006 de quitter son contrat avec l'entreprise Zara pour la grande aventure Opel. « *Je venais d'avoir un enfant, je pensais avoir une perspective de carrière plus importante dans cette entreprise. J'ai rapidement déchanté.* » Dans son nouvel uniforme de peintre en carrosserie, Paco comprend qu'à Figueruelas, les promotions se négocient âprement. « *J'ai débuté avec un salaire de 1 200 euros net alors que je touchais 1 600 euros par mois chez Zara. J'avais aussi changé un job de bureau pour une cadence à la chaîne.* » Aujourd'hui, avec plus de dix ans d'ancienneté, son salaire a augmenté de 300 euros par mois. Il a revu ses ambitions salariales à la baisse.

Paco doit aussi s'adapter aux « 3x8 ». Ces derniers mois, il enchaîne les nuits. « *Une galère* » que le CDI de son père n'imposait pas, son travail le limitant lui, aux horaires de journée. Paco doit être disponible 24h/24 du lundi au dimanche quand son père se reposait tous les weekends de

Un hôpital dans l'usine

À Figueruelas, Opel dispose de son propre service de santé directement installé au cœur de l'usine : un pôle général complété par six « trousses à pharmacie », des stations de soins annexes, réparties aux quatre coins du bâtiment. Les médecins, directement employés par l'usine, font des consultations, délivrent des médicaments et disposent également d'un service de traumatologie, de radiologie et de psychologie. L'usine a tout d'un hôpital.

Le comité de sécurité et de santé est chargé d'évaluer l'aptitude des ouvriers aux tâches qui leurs sont confiées. L'évaluation une fois réalisée, le comité délivre une note sur l'état de santé du travailleur, ainsi que sur les postes qu'il est susceptible d'occuper.

Selon la loi du 8 novembre 1995 sur la prévention des risques professionnels, les syndicats sont considérés comme des acteurs à part entière dans la gestion des conditions de travail, de la sécurité et de la santé du personnel.

S. P.

À Grisén, toutes les maisons se ressemblent.

© Vincent Chevais

l'année. Le syndicat du père *Comisiones Obreras*, majoritaire dans le pays, obtenait tous les cinq ans un bonus salarial de 4 %. La CGT à laquelle appartient le fils, est impuissante. « *Je suis écœuré, mais je veux continuer à lutter pour les autres, pour moi.* » Opel a enterré ses illusions. « *Ma femme Paola avait également postulé, mais Opel ne l'a pas retenue. Avec le recul, je suis soulagé.* » Dans l'usine de Figueruelas, seulement 8 % sont des ouvrières. Les travailleurs d'origine étrangère ne sont pas plus nombreux. Begonia Gregorio-Berges est à quelques années de la retraite. Elle le sait mieux que personne : les quelques femmes présentes dans l'entreprise, un peu plus nombreuses qu'à son arrivée en 1988, ne sont recrutées que pour respecter un semblant de parité. « *Aujourd'hui, elles sont moins invisibles. Par exemple, les dirigeants ont enfin compris la nécessité des congés maternité.* » Deux jours avant d'accoucher, Begonia peignait encore des voitures. Aujourd'hui, les femmes partent à cinq mois de grossesse. Une révolution.

Begonia vit dans le petit village de Grisén, à quelques centaines de mètres de l'usine, de l'autre côté de la voie ferrée. Plus de la moitié des 500 habitants sont employés de la même maison. Alors souvent, lorsqu'ils sortent éreintés par le bruit des machines, ils se retrouvent au bar de leur village, le Navaste, pour rêver d'une autre vie. Par le passé, leur usine était source de fierté. Sa taille et son histoire dans la région en faisaient une légende. Désormais, on pointe à Opel parce que sans l'usine, c'est le chômage. ●

Anaïs Moran et Salomé Parent

DE VISU...

© Droits réservés

Concepción, atome de gloire

Gamine, elle rêvait déjà de devenir « *la Marie-Curie du XXIe siècle* ». Cet été, María Concepción Gimeno recevra à 46 ans le prix de meilleure chimiste du monde, lors du Congrès mondial de la discipline, à São Paulo. L'enseignante-chercheuse, qui a fait une partie de ses études au Royaume-Uni avant de revenir dans sa ville natale, partagera le prix avec onze autres consœurs, notamment des scientifiques américaines et chinoises. Experte mondiale des métaux nobles, docteure Gimeno s'est spécialisée dans l'étude de l'or et de l'argent. Avec un seul objectif : trouver un nouveau composé chimique qui puisse guérir le cancer « *sans effets secondaires* ».

A. M.

Ariño à cœur ouvert

Entre le village et le charbon, l'histoire est longue. Mais elle pourrait bientôt s'achever.

Un vrombissement. Comme le souffle d'une grosse bête qu'on écouterait dormir. À Ariño, les camions de la mine à ciel ouvert travaillent jour et nuit. Du fond de la carrière, ils remontent des tonnes de gravats. Le trou béant d'une centaine de mètres de profondeur exige une attention de chaque instant pour atteindre ce que tout le monde cherche ici. Le charbon.

Dans les années 1940, il y avait trois mines à Ariño. Deux d'entre elles déployaient leurs galeries plusieurs mètres sous terre, l'autre exposait sa pierre anthracite face au ciel. Aujourd'hui, le décor a changé. En 2014, le puits de Mequinenza ferme, emportant avec lui les emplois de centaines de mineurs. Depuis le début du mois de janvier, c'est la fermeture de Sierra de Arcos, la seconde mine souterraine du village, qui se prépare. Ceux qui l'ont bâtie au prix de leur sueur et parfois de leur sang doivent désormais défaire ce qu'ils ont construit. La dernière mine souterraine va fermer dans quelques mois et Ariño doit d'ores et déjà penser à son avenir. Sans le charbon.

La mine, à Ariño, on ne connaît que ça. Dans ce petit village de 773 habitants, perdu dans les collines de la vallée de Huesca, tout le monde est mineur, femme de mineur, fils de mineur. Antonio a 70 ans. Il n'a jamais quitté Ariño depuis qu'il y est né. Son père et son grand-père descendaient à la mine, il le fera lui aussi pendant douze ans, avant de s'engager dans l'armée. Chemise à carreaux et pantalon à bretelles, Antonio n'est pas très grand, pourtant il est de ces hommes âgés qui en imposent. Sa voix est calme, posée. Il connaît l'histoire du village par cœur.

Ariño et le charbon sont liés. Au XVIII[e] siècle, les habitants du petit village n'ont qu'à creuser pour récupérer un peu de cette roche sombre qui leur sert à se chauffer pendant l'hiver. Quand les hommes travaillent dans les champs, les femmes se rendent jusqu'à Barcelone pour trouver un emploi. Employées de maison pour la plupart, elles travaillent pour la bourgeoisie locale.

La légende commence ici. Un jour, l'une de ces femmes, entendant ses patrons se plaindre du manque de charbon, leur explique que chez elle, dans son petit village au cœur de la province de Huesca, il y en a tellement qu'il suffit de se baisser pour en trouver. Les armateurs barcelonais ont alors le nez creux. Ils créent l'entreprise familiale de la Samca. En 1915, la première mine ouvre, mais ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que commence véritablement l'époque dorée, la grande ferveur minière qui portera l'économie du village pendant plusieurs décennies. Dès les années 1970, les trois mines d'Ariño tournent à plein régime, à tel point qu'il faut faire venir de la main d'œuvre étrangère. De Pologne surtout, mais aussi un peu de République tchèque. Ces nouveaux venus ne parlent pas espagnol, mais s'intègrent rapidement. À l'époque, 1 700 personnes vivent dans le village et les mines produisent 100 000 tonnes de charbon par an.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé et l'époque où les mineurs travaillaient huit heures par jour pour un bon salaire appartient au passé. En vingt ans à peine, le village a perdu la moitié de ses habitants et une des mines souterraines a fermé. Moins de travail, plus de contraintes économiques surtout. Le charbon a moins la cote. La houille qui sort des entrailles d'Ariño n'est pas de très bonne qualité. Avant de l'envoyer à la centrale thermique voisine pour le rendre exploitable, il faut le mélanger au charbon, importé d'Afrique du Sud ou d'Indonésie.

Une vie de mineur

Joaquín Noé est un homme occupé. À la mine le matin, il troque l'après-midi son habit noir de suie contre une chemise propre, pour endosser un costume qu'il occupe depuis bientôt douze ans : celui de maire. Du haut de son mètre quatre-vingt dix, rien ne lui échappe. L'état de santé de son village, les mineurs qui partent, Joaquín sait tout, connaît tout le monde. « *À l'école primaire, on a 52 élèves en ce moment et l'extension de la maison de retraite a permis d'embaucher 26 personnes du village* », cite-t-il de mémoire. Descendre au fond de la mine, Joaquín Noé le fait depuis vingt ans. Tous les jours, de 6 heures à 13 heures, 353 jours par an. Il a participé à la création de la mine souterraine

À mesure que les pelleteuses déplacent les gravats, la mine à ciel ouvert se rapproche du village.

Vincent Cheval

de la Sierra de Arcos et en a même construit certaines galeries. Son casque, sa lampe et son détecteur de fumée portent le numéro 12.
Mais depuis que la Samca a annoncé la fermeture de ce puits en janvier 2017, Joaquín Noé défait ce qu'il a construit. Avec vingt autres mineurs, comme lui en fin de carrière, il s'allonge sur le tapis en plastique noir qui trône à l'embouchure du tunnel marquant l'entrée de la mine, puis plonge au coeur de la bête. Quinze minutes de descente pour 400 mètres de dénivelé. Là-dessous, le travail est long et fastidieux. Les hommes dévissent et installent dans des chariots les énormes poutres métalliques pouvant peser jusqu'à 90 kilos chacune. Installées sur des rails, trois à quatre fois par jour, elles remontent lentement à la surface avant d'être laissées là, en attente. « *Le matériel sera ensuite envoyé vers d'autres mines en Espagne, ou à l'étranger* », raconte Joaquín.
Lui qui subit les évènements de plein fouet, tente de rester philosophe. « *Exploiter une mine souterraine, c'est devenu trop cher. Le futur de la mine, ce sont les exploitations à ciel ouvert !* » Malgré le démantèlement des mines souterraines, Joaquín Noé n'en démord pas, « *le charbon reste une des énergies les plus sûres, on en aura toujours besoin* ».
Pour preuve, la mine à ciel ouvert du village fonctionne toujours à plein régime. Les hommes se relaient toutes les huit heures pour charrier les gravats et récolter le charbon. Moins bien payés que leurs collègues qui travaillent sous terre, leur situation est toutefois moins précaire. Du moins pour le moment. Le contrat passé avec la Samca court jusqu'en janvier 2018. Ensuite, le doute reviendra. « *Je suis en train de négocier pour prolonger le contrat, au moins jusqu'en 2020* », explique le maire. Mais rien n'est encore fait. Entre Ariño et ses mines, c'est l'amour vache. Sans ses mines, le village ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Et sans la main d'œuvre d'Ariño, les mines n'auraient pas pu se développer. Alors, quand il s'agit de penser à la suite, Joaquín Noé a déjà tout prévu. Un centre thermal a récemment ouvert à l'entrée du village pour tenter d'attirer les touristes. Mais ce qui tient particulièrement à cœur au maire d'Ariño, c'est son projet de musée. Un musée pour ne jamais oublier l'histoire de la mine, l'histoire du village. Car comme le dit Joaquín, « *les mines sont le miroir de l'Espagne* ». ●

Salomé Parent

Joaquín Noé.

© Vincent Chevais

Pour éviter les incendies, l'intérieur de la mine est truffé de détecteurs de fumées.

© Vincent Chevais

Le vent nouveau des énergies renouvelables

Ariño n'est pas le seul village d'Aragon à voir ses mines fermer. Face à la baisse de l'extraction de charbon dans la communauté autonome et à ses conséquences économiques, le gouvernement d'Aragon a décidé d'accélérer le développement des énergies renouvelables.
Si les plans sont respectés, d'ici à la fin 2019, la communauté autonome devrait devenir la deuxième du pays en terme de puissance éolienne installée. La production annuelle serait alors aux alentours des 5 000 mégawatts, juste derrière les 5 600 mégawatts de Castille-et-León et loin devant les territoires comme Castille-La Manche, l'Andalousie ou encore la Galice dont la production avoisine les 3 500 mégawatts.
Aujourd'hui, plus de la moitié des 7 029 mégawatts produits par les centrales électriques d'Aragon sont d'origine renouvelable. Selon Greenpeace, en 2050, le potentiel solaire de la communauté devrait permettre de couvrir 32 fois la demande énergétique de la région. L'énergie éolienne, cinq fois.

S. P.

À la santé des brasseurs !

Portée par la consommation des jeunes, la bière espagnole est en pleine forme. À Saragosse, cette situation profite à la fois à l'industriel Ambar et aux producteurs artisanaux.

Saragosse, capitale espagnole de la bière ? C'est en tout cas ce que pense le site *Red Aragon*, qui appartient au journal *El Periódico de Aragón*, l'un des deux grands quotidiens régionaux. « *Une brasserie centenaire et pionnière dans plusieurs domaines fait de Saragosse une authentique ville de la bière* », y explique-t-on. La brasserie en question porte le nom de La Zaragozana. Et il n'est pas exagéré de dire que la bonne santé de la bière aragonaise est avant tout celle de l'Ambar, la boisson phare de l'entreprise. En 2015, celle-ci représentait plus de la moitié des ventes de bière de l'Aragon. C'est elle qui a lancé, dès 1976, la première bière sans alcool du pays. Un succès, puisque les Espagnols en boivent aujourd'hui plus que dans n'importe quel autre État européen. En 2008, une Ambar sans gluten est lancée. Là encore, c'est une première**.**

« Nous sommes autant un pays de bière que de vin »

Fondée en 1900 à Saragosse, La Zaragozana a gardé une partie de sa production dans son usine du centre de la capitale régionale. Une usine qui, symbole de la notoriété de la marque, accueille aujourd'hui des visites guidées. Pourtant, ce succès a du mal à franchir les frontières de l'Aragon. S'il est difficile, à Saragosse, de trouver un bar qui ne propose pas d'Ambar, il devient très compliqué d'en trouver dans les autres communautés autonomes. La part de marché de La Zaragozana sur l'ensemble du territoire espagnol ne dépasse pas les 2 %, selon des chiffres de 2015. Un handicap face à des groupes comme Cruzcampo qui, bien que très ancré en Andalousie, s'est taillé une large part du marché national.
Car si le houblon coule à flots à Saragosse, les autres régions de la péninsule ne sont pas en reste. « *Aujourd'hui, l'Espagne est autant un pays de bière qu'un pays de vin* », pense Chus García, journaliste économique à l'*Heraldo de Aragón*, l'autre grand quotidien de la région. Une affirmation d'autant plus pertinente que 90 % de la consommation est issue de la production nationale.
La crise économique qui a durement touché l'Espagne a, paradoxalement, renforcé la position de la bière. « *C'est une boisson qui est bon marché et qui est très prisée des jeunes, donc elle n'a pas vraiment souffert de la crise* », poursuit Chus García. Un constat partagé par Ciriaco Yáñez, qui tient une boutique de boissons artisanales à Saragosse. Lui qui commercialise à la fois de la bière et du vin, est bien placé pour témoigner de l'évolution des deux secteurs. « *La bière est aujourd'hui dans la même situation que le vin d'il y a vingt-cinq ans, quand il a commencé à gagner en qualité. Avant, il était surtout considéré comme quelque chose de rafraîchissant. D'ailleurs, on le buvait souvent avec de l'eau. La bière est encore un marché de quantité plus que de qualité, mais ça commence à changer.* »
En Aragon, où un seul groupe se taille la part du lion, pas facile pour les petits producteurs d'exister. La Chambre de commerce et d'industrie de Saragosse ne donne pas de chiffres sur la production globale de bière, mais préfère rediriger vers… La Zaragozana. Ciriaco Yáñez, lui, ne se plaint pas de la forte concurrence. « *Si vous avez envie d'une boisson fraîche, vous allez prendre une Ambar. C'est une bière facile, agréable à boire… Mais si vous voulez quelque chose de plus complet, de plus profond, vous avez la bière artisanale.* »
Complémentaires plus que concurrentes, alors, l'industrielle et l'artisanale ? Les chiffres vont dans ce sens. Entre 2009 et 2015, La Zaragozana a vu son chiffre d'affaires croître de 25 %. Ciriaco Yáñez, lui, note une explosion des ventes de bière artisanale depuis trois ans. Tout le monde trouve sa place dans la ville de la bière. ●

Antoine Le Goff, avec Ariadna Herrero

© Vincent Chevais

L'équation réussie du Dr. Gutiérrez

Informaticien de renom, ce scientifique multiplie les collaborations internationales tout en restant fidèle à sa ville natale.

L'artillerie médiatique ne s'est pas encore emparée du phénomène. Il est le nouvel homme de la NASA, le joker surdoué de Disney, l'atout intellectuel de l'Union européenne, mais personne n'en a jamais entendu parler. Ses yeux bleus d'une extraordinaire clarté, sa crinière blanche et sa barbe négligée n'ont toujours pas fait irruption dans les journaux télévisés. Moteur de recherche surpuissant, il est une pépite jalousement gardée.

Diego Gutiérrez est expert mondial en réalité virtuelle. Il est né, vit et enseigne à Saragosse. Depuis 2008, l'homme de 46 ans creuse son sillon en décortiquant l'interprétation mentale des images. « *Imaginez que nous sommes au musée du Prado de Madrid, à quelques centimètres d'une peinture de Goya. Vous y êtes ? Le tableau ne forme qu'une constellation de petites tâches de couleur, mais dès qu'on se recule, notre vision se transforme. Les tâches se métamorphosent en une cape en velours, un fusil à canon... C'est magique, mais c'est scientifiquement compréhensible.* » Unir la physique et la perception humaine, voilà son credo.

Super-matheux sans prise de tête

L'enseignant-chercheur reçoit sur le campus Rio Ebro, dans un bureau au confort monacal. Pas de bibliothèque débordant d'encyclopédies ou de formules mathématiques obscures inscrites sur tableau. Seulement un ordinateur, sur lequel Diego conserve les maquettes de ses derniers exploits. Il y a d'abord le projet NASA, de loin « *le plus cool d'entre tous* ». La collaboration entre le scientifique espagnol et le géant américain a débuté il y a un an. Ensemble, ils rêvent d'inventer le premier appareil capable de photographier les courbes de la lune. « *J'ai déjà résolu l'équation,* confie-t-il, l'œil rieur sous sa mèche blanche, *mais c'est un travail d'équipe* », tient-il à souligner, bon camarade.

L'astronomie, c'est pour le plaisir, mais le Saragossan n'a pas seulement la tête dans les étoiles. Le physicien fait aussi dans l'angle droit, le solide, le concret. En novembre dernier, il obtient une *Consolidator Grant*, une subvention de 1,8 million d'euros accordée par l'Union européenne pour financer ses recherches universitaires. « *J'ai vraiment bossé dur. Tu es en concurrence avec des lumières scientifiques. Dans ce genre de moment, tu doutes.* » Dr. Gutiérrez est comme ça, il relativise en permanence un talent flagrant à l'œil nu.

À l'observer, les mains dans les poches, avec son t-shirt d'ado et ses grosses boots noires, le super-matheux contredit joyeusement la caricature. « *Attention, je ne porte pas de blouse et des petites lunettes rondes, mais ce n'est pas une raison pour me surnommer le "Kurt Cobain" de la science !* », prévient-il. Diego Gutiérrez n'a jamais apprécié les raccourcis, les simplifications. Sa collaboration avec les studios Disney, un job de coiffeur au service des princesses de dessins animés ? Il sourit. Et corrige, toujours d'une grande civilité. « *Ce n'est pas si simple. Il s'agissait de découvrir un nouvel algorithme pour personnaliser les coiffures des figurines Disney. Il y avait tout un processus de numérisation 3D...* »

Au jeu du portrait à figure géométrique, la ligne continue ne s'impose pas. Son parcours de vie se rapproche plutôt d'un joli zigzag. Fin des années 1990, le jeune Gutiérrez entame des études d'ingénieur industriel. Issu d'une famille de classe moyenne, il décide de se trouver un travail stable. Diplôme en poche, direction Opel et son usine de Figueruelas pour un entretien d'embauche. « *Ça s'est très mal passé. Ce jour-là, j'ai compris que je ne voulais pas mourir d'ennui au travail.* » En 2000, il bifurque. Il entreprend une thèse d'informatique, aux côtés de Francisco Serón, une pointure dans le domaine de la perception humaine des images. Huit ans plus tard, il obtient le poste de professeur à l'université publique de Saragosse.

Diego Gutiérrez est un visionnaire pragmatique. Dès leur entrée en doctorat, ses élèves sont soumis à une unique question, existentielle : que voulez-vous faire de votre vie ? « *Je suis très attentif à mes élèves et à leur futur professionnel. Plus je connais leur ambition et leur personnalité, plus je peux être efficace dans leur trajectoire de carrière.* »

Le génie du personnage ne le fait tomber dans aucun travers. Distraction, communication délicate, oubli de la société réelle… Tout cela est très vite balayé d'un « *¡ basta !* » sorti du cœur. Si le physicien a accepté l'interview, « *c'est aussi pour lutter contre la marginalisation médiatique et sociale de la science en Espagne* ». S'il s'attarde sur son salaire, c'est pour démontrer « *la participation ridicule* » du gouvernement Rajoy qui lui délivre 90 000 euros pour trois ans quand l'Union européenne lui en offre vingt fois plus en cinq ans. S'il commence à hausser le ton, « *c'est parce qu'il est scandaleux de laisser filer les cerveaux du pays qui méritent un monument, pas la précarité.* »

En 2008, en pleine crise économique, le jeune enseignant avait cru possible une renaissance des matières scientifiques en Espagne. « *Je me suis trompé. Les matières scientifiques ne font tout simplement pas partie de la culture de mon pays. C'est frustrant, mais je ne perds pas espoir, les choses finiront par évoluer.* » Sollicité par la Suède, l'Allemagne puis les États-Unis pour enseigner dans des universités mondialement réputées, l'homme célibataire, sans enfant, a décidé de rester à Saragosse. « *Ma vie est ici. Je m'en fiche de gagner plus ou de devenir célèbre. Ce qui m'importe, c'est d'être heureux.* » Dans sa ville, avec ses potes, offrant son génie à son pays. ●

Anaïs Moran

Plus de quarante productions audiovisuelles ont été tournées en Aragon en 2016.

© Incierta Gloria - Lucía Faraig - Massa

Une région sous le feu des projecteurs

Désert, montagnes, monastères... La diversité des paysages de l'Aragon en fait une terre prisée des cinéastes. Le gouvernement l'a bien compris et en joue pour promouvoir la région.

Vêtue d'une robe rouge, Penélope Cruz marche d'un pas déterminé au milieu du désert aride de Monegros, suivie à moto par Javier Bardem. Orlando Blum forge ses épées au pied de l'imposant château de Loarre, et John Neville survole les ruines de Belchite dans un bateau-montgolfière. Ces stars ont toutes arpenté les terres d'Aragon. Nombreux sont les cinéastes à avoir posé leurs caméras dans la province pour tourner des publicités, des séries ou des films. En 1896 déjà, le tout premier film espagnol est tourné à Saragosse, à la basilique de Nuestra Señora del Pilar. Depuis, de nombreuses productions audiovisuelles ont suivi. Du désert de Monegros aux villages typiques d'Albarracín ou de Mirambel, en passant par les ruines de Belchite ou le monastère de Veruela, les terres aragonaises se prêtent aux décors de cinéma. En 2016, plus de quarante productions audiovisuelles ont été tournées en Aragon. Dans le documentaire *Aragón Rodado* de Vicky Calavia, le producteur Antonio Saura raconte comment il est tombé sous le charme du château de Loarre pour le film *Miguel and William* (2007), tout comme Ridley Scott avec *Kingdom of Heaven* (2005) : « *C'est un paysage éternel.* »
Prisé par les plus grands réalisateurs, l'Aragon n'a pris conscience que très tardivement de l'intérêt économique de cette activité. Le changement politique s'est produit fin 2015. « *Avant, la région n'était pas compétitive, elle manquait de moyens. Maintenant, ses compétences sont plus importantes, et le gouvernement s'intéresse davantage à la culture* », explique Teresa Azcona, de la Commission du Film d'Aragon. Vicky Calavia, documentariste, enfonce le clou : « *Ce n'est pas seulement l'art pour l'art, mais aussi une industrie qui crée du travail, qui contribue au PIB.* »
Près de quarante ans après la France, le gouvernement de la région a créé une structure spécifique en août 2016 : la

Le château de Loarre a été le décor de *Kingdom of Heaven* (2005), mais aussi de *Miguel and Willam* (2007).

© Manon Bricard

L'Aragon, star de cinéma

1896, à Saragosse. C'est au pied de la cathédrale del Pilar que le premier film espagnol aurait été tourné. Le film muet *Salida de la misa de doce de la Iglesia del Pilar* a été réalisé par Eduardo Jimeno Correas et relate des scènes ordinaires d'une sortie d'église.

1985, à Sos del Rey Católico.
Considéré comme le film le plus coûteux du cinéma espagnol, *La Vaquilla* est aussi le plus gros succès du réalisateur Luis García Berlanga.

1988 et 2006, à Belchite.
Son décor majestueux apparaît dans le film fantastique *Le Labyrinthe de Pan* de Guillermo del Toro, ainsi que dans *Les Aventures du baron de Münchhausen* de Terry Gilliam.

1992, à Monegros.
Terre propice aux westerns, le désert de Monegros a accueilli le tournage de *Jamón Jamón* de Bigas Luna. Ce film révèle Penélope Cruz, Jordi Mollà et Javier Bardem.

1995, à Mirambel.
Ce village au sud de Saragosse a accueilli le plus engagé des cinéastes britanniques. Ken Loach y a tourné *Land and Freedom*, récompensé du César du meilleur film étranger en 1996.

2000, au Monasterio de Piedra.
Ce film est entré dans la légende sans jamais en être sorti. Le réalisateur « maudit » Terry Gilliam a tenté de tourner une scène de *L'Homme qui tua Don Quichotte* avec Johnny Depp dans ce lieu, avant l'abandon du projet (qui pourrait renaître).

2005, à Castillo de Loarre.
Les studios hollywoodiens trouvent aussi leur compte en Aragon. Tout le monde se souvient du château emblématique de *Kingdom of Heaven*. L'imposante bâtisse surplombe la vallée du village de Loarre.

J.P. et M.B.

Un véritable circuit cinématographique, rappelant le tournage de la *Vaquilla* en 1984, a été imaginé à Sos del Rey Católico pour les touristes.

© Manon Bricard

L'Aragon accueille les tournages de film, mais également de séries et de spots publicitaires.

© Spot Mobile Strike - Aragón Film Commission

Commission du Film d'Aragon. Son rôle ? Accompagner les cinéastes, faire le lien entre les différentes institutions de la région et apporter un appui logistique. Ce qui permettrait d'attirer encore plus de tournages pour promouvoir la région.

Tournage et tourisme

Les tournages attirent aussi les curieux. « *Tout le monde aime visiter les endroits où ont été tournés les films* », affirme Luis Fatás Fernández de la Commission du Film d'Aragon. Le tourisme cinématographique n'en est qu'à son balbutiement. Teresa Azcona approuve : « *Le cinéma est attractif, c'est le monde des acteurs, des histoires, du glamour, il y a un vrai intérêt.* » Et ça, certains villages l'ont bien compris.

Perdu dans la montagne, Sos del Rey Católico apparaît après des kilomètres de routes sinueuses. Dès l'entrée de ce petit bourg médiéval de 629 habitants, une chaise de cinéma et un panneau font référence au film *La Vaquilla*, tourné en 1984 et qui évoque la guerre civile. Quelques touristes se baladent dans les ruelles désertes, un plan à la main, et parcourent l'itinéraire des différentes scènes du film de Luis García Berlanga. « *Il y a vingt-cinq ans, on a installé des chaises rendant hommage à l'équipe de* La Vaquilla. *Les gens passent et peuvent ainsi reconnaître les lieux précis où ont été tournées certaines scènes, ça leur plaît* », affirme María Mercedes Zorroza Ruesta, chargée de la culture à la mairie de Sos del Rey Católico. C'est un véritable circuit cinématographique qui a été dessiné dans le village. Une aubaine pour les restaurateurs et hôteliers : « La Vaquilla *a été plus utile pour la promotion de notre commune que n'importe quelle campagne de publicité* », raconte Loli Ibañez, gérante de la chambre d'hôte Ruta del Tiempo.

À l'époque, le tournage avait complètement chamboulé les habitants, « *c'était un spectacle permanent qui a duré quatre mois* », se souvient María Mercedes Zorroza Ruesta.

12 000 figurants, déguisés en prêtres ou en cavaliers fourmillaient dans le village en pierre.

Grâce à son parcours cinématographique, Sos del Rey Católico est candidate au projet européen *Filmset*, destiné à rassembler des villes européennes qui ont mis en place des initiatives en faveur du septième art. « *Sos del Rey Católico sera ainsi visible partout en Europe, alors qu'aujourd'hui ce n'est pas un village très connu en dehors de l'Espagne* », explique Vicky Calavia, également en charge du projet.

D'autres tournages ont également eu lieu à Sos del Rey Católico, dont une nouvelle série, *La Catedral del Mar,* réalisée en novembre 2016. Une période habituellement creuse pour les commerçants. « *La série n'a toujours pas été diffusée mais lors du tournage en novembre, on est passé de 20 % à 100 % d'occupation* », se souvient Léandro, propriétaire de l'hôtel El Peiron. Les commerçants attendent maintenant avec impatience la sortie des quatre épisodes. ●

Jorina Poirot et Manon Bricard

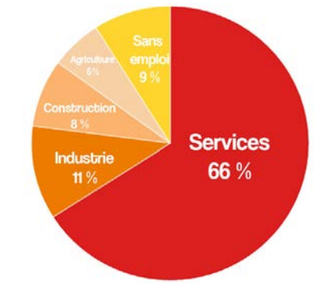
Emploi : où en est-on ?

Après plusieurs années marquées par la crise, le chômage en Espagne et dans la région aragonaise semble progressivement se résorber, tout en restant un problème majeur pour le pays, notamment chez les femmes et les jeunes.

Évolution du nombre de chômeurs

70 093
chômeurs en Aragon
soit un taux de chômage de **13,5 %**

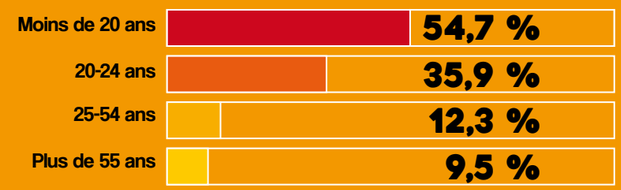
Par rapport à l'année précédente, le chômage a baissé de 12,78 % en Aragon et de 9,69 % dans toute l'Espagne.



Répartition par secteurs

Qui sont les chômeurs ?

Selon la tranche d'âge



Par genre

33 629 en Aragon
1 646 954 en Espagne

45 464 en Aragon
2 103 922 en Espagne

Sources : Instituto Aragones Estadistica, février 2017 ; Datosmacros.com

BIENVENUE AU PAYS VIDE

La désertification rurale ronge l'Espagne depuis des décennies. Plusieurs milliers de hameaux ont d'ores et déjà disparu. La campagne aragonaise ne fait pas exception.
Loin de l'attractivité des grandes villes, une poignée d'audacieux a pourtant entrepris d'inverser la tendance avec le désir de se reconnecter à la nature.

Il y avait seulement des ombres mortes, des ombres noires, silencieuses, blotties au coin du feu », écrit le romancier et journaliste Julio Llamazares dans son ouvrage *La Pluie jaune*, à propos d'Ainielle, un hameau abandonné d'Aragon. Désertés, déshérités, délaissés… les qualificatifs ne manquent pas pour désigner les 3 000 villages dépeuplés d'Espagne. Une désertification qui menace 4 000 autres *pueblos* à travers tout le pays.

Dans la province aragonaise de Huesca, bordée par les Pyrénées espagnoles, près de 300 villages sont concernés. À Otín, aucune fumée ne monte des cheminées depuis 1998. Les herbes folles ont pris possession des anciennes bâtisses – guère plus d'une dizaine – désormais en ruine. De nombreux toits et pans de murs se sont effondrés. À l'intérieur de l'église à ciel ouvert, des fresques colorées restent visibles. Pour atteindre le village, pas de route carrossable. Juste un sentier de randonnée à travers la montagne sur lequel il faut cheminer pendant près de trois heures.

Au milieu du XX^{e} siècle, ce phénomène de dépeuplement concerne toutes les campagnes d'Europe. En Espagne, les ruraux abandonnent massivement leurs terres pour partir à la recherche de travail dans les métropoles. Dans la péninsule ibérique, l'exode rural s'accélère après la Guerre civile avec les choix de développement de Franco. Période durant laquelle l'activité économique se concentre autour des grandes agglomérations, comme Madrid, Barcelone ou Bilbao. En Aragon, cette hémorragie démographique est renforcée par l'enclavement de la région. Aujourd'hui, le phénomène perdure, voire s'aggrave malgré l'amélioration du réseau des transports. Selon l'Institut national des statistiques (INE), les campagnes aragonaises perdent 700 habitants chaque mois depuis janvier 2016.

« *Pendant longtemps, personne n'a accordé d'importance au dépeuplement de l'Espagne intérieure, tout comme personne ne s'est intéressé au sort des disparus de la Guerre civile durant des décennies, à part les membres de leurs familles et de rares historiens* », confirme Julio Llamazares dans une tribune publiée dans le quotidien *El País* en mars 2017. Selon lui, le désintérêt de la société espagnole relève aussi d'une forme de mépris dans lequel les citadins enferment les ruraux.

En cinquante ans, plus du tiers des Espagnols ont déserté l'intérieur des terres, au grand regret des derniers habitants. Juan est l'un d'eux. À 79 ans, il fait partie des trois résidents du village d'Eripol, dans la province de Huesca. Le visage tanné par le soleil, il se déplace à bicyclette. « *Plouc* », « *arriéré* », « *rustre* »... comme tous les habitants de la campagne, Juan refuse d'être considéré comme un citoyen de seconde zone. Une stigmatisation qui le révolte. « *On dit parfois que personne ne vit ici. Mais s'il n'y a personne, moi je suis quoi ?* » Julio Llamazares s'interroge même sur la terminologie du mot *ciudadanos* - citoyens en espagnol - issu du mot *ciudad* (ville en français). Pour l'écrivain, le terme consacre l'oubli des populations rurales. Mais aujourd'hui, certains prennent conscience de ce drame silencieux.

Le cri d'alarme des écrivains

Plusieurs écrivains et cinéastes se sont emparés du thème des villages abandonnés. Parmi eux, Sergio del Molino, auteur de l'essai *L'Espagne vide*. Un titre qui a donné naissance à une expression largement employée pour évoquer la désertification. Pour la première fois, en 2016, le pouvoir politique s'est penché sur ce problème national. Lors d'un sommet des présidents des communautés autonomes à Madrid, plusieurs d'entre eux ont interpellé le gouvernement. En réponse, l'exécutif a constitué une commission d'experts. Dans la province de Huesca, la mairie d'Alquézar a mis en place un programme intitulé *Pueblos vivos*, pour ressusciter ces villages abandonnés ou en voie d'abandon. « *Le but est de générer de l'emploi et de ramener des jeunes dans la région* », explique Paloma Fabregas, en charge de ce projet – soutenu par la communauté d'Aragon et l'Union européenne – et surtout d'impulser un développement durable. « *Les initiatives ne doivent pas être ponctuelles, mais s'inscrire dans la durée* », insiste la jeune femme. Pour l'heure, le projet en est à ses balbutiements.

Dans l'opinion, un frémissement se dessine. Des initiatives citoyennes émergent. Certains changent de vie et décident de s'installer dans ces zones désertiques, souvent en communauté, à l'image de José Antonio, Neus ou Isabel *(voir pages suivantes)*. D'ailleurs, dans une tribune publiée dans *El Periódico*, le poète andalou Alejandro López Andrada se montre optimiste. « *La vie rurale résiste, j'ai foi en elle.* » ●

Clarisse Martin et Jadine Labbé Pacheco

“Pendant longtemps, personne n'a accordé d'importance au dépeuplement de l'Espagne intérieure, tout comme personne ne s'est intéressé au sort des disparus de la Guerre civile durant des décennies, à part les membres de leurs familles et de rares historiens.”

Julio Llamazares, journaliste et écrivain.

© Jadine Labbé Pacheco

Faute de compagnie humaine, les habitants des villages désertés s'entourent d'animaux.

© Jadine Labbé Pacheco

Les restes d'une fresque de l'église abandonnée d'Otín.

© Jadine Labbé Pacheco

Juan est l'un des trois habitants d'Eripol, à Huesca.

En quête de nouvelles voies

Autour du lac de Mediano, trois hameaux résistent, chacun à leur manière.

À Mipanas, on vit en communauté

« *Si je n'avais pas cette vue, je ne serais jamais venu ici* », confie José Antonio Rumeu, le fondateur de la société communautaire du village de Mipanas. À Huesca, dans les Pyrénées espagnoles, le bleu limpide du lac de Mediano se mêle au ciel sans nuages. Quelques maisons en pierres sont habillées de panneaux solaires. Un cheval gris broute de l'herbe au loin. Des jouets d'enfants traînent au milieu du village. Mipanas, quinze habitants, surplombe la vallée de la Cinca.

Le Barcelonais de 61 ans découvre ce village en 1976, pendant son service militaire. Dix ans plus tard, il obtient l'autorisation d'y vivre. Il s'installe avec sa femme Paqui et leur fille Neus âgée de 3 ans. « *Quand on est arrivés, il n'y avait rien. Pas de maison, pas de chemin.* » Accompagné de son frère et de quelques amis, José Antonio retrousse ses manches, plante un potager et élève des moutons. « *Tout s'est fait avec nos propres moyens. Personne ne nous a aidés* », raconte le Catalan de sa voix rocailleuse. Ils vivent sans eau ni électricité pendant trente-cinq ans.

Les débuts sont difficiles. « *Pendant longtemps, on nous a appelé les hippies. On ne vivait pas comme les autres. À l'école, j'étais constamment jugée et rejetée* », témoigne Neus, désormais mère de famille. Adolescente, elle ressent le besoin de quitter le village et part donc à Barcelone étudier le dessin. Elle y rencontre Sergio, son compagnon. Finalement, ils décident tous deux de s'installer à Mipanas lorsque Neus tombe enceinte. Leurs deux filles Saula et Paula, âgées de 11 et 8 ans, ont la même vie que les enfants de leur classe, à Naval, à une trentaine de kilomètres d'ici. « *On a même accès à internet* », précise Neus. Tous les membres de la communauté travaillent dans la région. À l'avenir, José Antonio espère obtenir l'autorisation de construire une auberge, un bar et un restaurant. « *De plus en plus de personnes veulent se rapprocher de la nature, on aimerait partager notre quotidien avec elles, notamment avec les jeunes* », ajoute Neus.

À Graus, le bouddhisme s'enracine

Une porte majestueuse couronnée d'une roue, suivie d'une longue allée bordée de drapeaux colorés permet d'accéder au temple. Au sol sont peints en blanc les huit symboles bouddhistes. À Graus, de l'autre côté du lac, une atmosphère très particulière se dégage des montagnes aux sommets enneigés. Nous sommes à Dag Shang Kagyu, un sanctuaire bouddhiste.

Fondé en 1984 par le lama Kalou Rinpoché, le monastère héberge quinze résidents à l'année. Chacun possède sa propre chambre mais tous mangent, méditent et prient ensemble. En fin de semaine et pendant les vacances estivales, le centre accueille jusqu'à 200 personnes. La plupart des visiteurs viennent de loin. D'Espagne, mais aussi d'Inde ou du Bhoutan. Rarement de l'Aragon.

À la création du centre, les habitants de la région ont porté un regard perplexe sur ces nouveaux venus. « *Nous sommes arrivés avec une religion différente de la leur. Mais petit à petit, ils ont vu qu'on apportait quelque chose de positif à la région* », raconte Isabel, la présidente aux longs cheveux poivre et sel. Dag Shang Kagyu a même tissé de très bonnes relations avec l'Église de Graus.

© Jadine Labbé Pacheco

José Antonio (le troisième en partant de la gauche) entouré de sa famille. Ils résident tous à Mipanas.

© Vincent Chevais

Isabel, la présidente du centre bouddhiste Dag Shang Kagyu, vit à Graus depuis dix-neuf ans.

« *Aujourd'hui, la religion bouddhiste attire de plus en plus de personnes à la recherche d'une paix intérieure* », constate Isabel, un timide sourire aux coins des lèvres. Autrefois dépeuplé, le village de Graus connaît aujourd'hui un nouveau départ.

À Liguerre de Cinca, les vacances vertes

À quelques kilomètres de là, autour du même lac, un village anciennement dépeuplé reçoit chaque année, à la période estivale, plus de 15 000 personnes. Linguerre de Cinca, entièrement reconstruit en 1985, s'est transformé en village vacances. Hors saison, le hameau compte une quarantaine de résidents. Tous vivent du tourisme.

Pour José Antonio Rufas, le directeur du centre, le but est de proposer à ses clients le meilleur de ce que le terroir peut offrir. Ici, tout est issu de la production agricole. Du vin, de la gastronomie, et des activités de bien-être sont proposés aux touristes espagnols et étrangers. « *Nous racontons une jolie histoire. Celle du village et des gens qui y vivaient : des histoires de familles, de mariages et de vendanges.* » Le cadre ? 108 hectares de nature préservée. ●

Jadine Labbé Pacheco

Légende d'Aragon

Les mamies de Sevil

« En-bas, dans la vallée, se trouvait le fameux village de Sevil. Il était riche, prospère, les gens vivaient heureux… enfin, tu vois le tableau. Mais la peste s'est abattue sur ses maisons. Personne n'a survécu, excepté deux grands-mères, les *abuelas*. Elles ont fui Sevil mais aucun village de la vallée n'a voulu les accueillir. Dans ces moments-là, tu sais, chacun pense à sa pomme. Mais nous, le village d'Adahuesca, on a du coeur, alors on a décidé de les accepter parmi nous, ces pauvres *abuelas*. Et on a bien fait nom de Dieu ! Pour nous remercier de notre âme charitable, les deux vieilles nous ont offert les terres de leur ancien village. Et tu sais combien ça représente ? 300 000 hectares de vignes. Depuis, tu penses bien, on ne fait que picoler ! On les aime vraiment nos *abuelas*... Alors pour les remercier, tous les 20 mai, on va sur leurs tombes, installées au coeur de la vallée, et on trinque à leur mémoire. Du vin, évidemment. Même le curé d'Adahuesca se laisse aller… »

Roberto Xavier, 56 ans, propriétaire de l'hôtel Casa Labata le village d'Adahuesca.

A. M

Derrière la façade de l'Opus Dei

À l'image de son fief de Torreciudad, l'organisation catholique controversée mêle communication et opacité. Une mécanique bien huilée.

Un sous-marin atomique qui dort dans les eaux du lac ? Du colorant pour teinter l'eau du barrage bleu électrique ? Posez la question et vous verrez. Les rumeurs les plus folles circulent sur Torreciudad, les enfants y croient dur comme fer. Mais les bruits de couloir n'atteignent pas le sanctuaire et ses propriétaires. Dans la province de Huesca, le bâtiment en briques rouges surplombe l'immense barrage del Grado, sur la rivière Cinca. De tous les côtés, l'eau bleu azur éclate au soleil. Pour arriver jusque-là, une unique route : un lacet tortueux menant au sommet d'une petite montagne en bordure des Pyrénées espagnoles.

Ce sanctuaire est unique. Il est le seul lieu de pèlerinage au monde construit et administré par l'Opus Dei, une prélature personnelle de l'Église catholique fondée par Josemaría Escrivá de Balaguer. Né en 1902 à Barbastro, une petite ville à trente minutes de là, le fondateur de l'Opus Dei a fait construire ce bâtiment en 1975 pour honorer la Vierge qui lui aurait sauvé la vie dans son enfance. Tous les membres de l'Opus Dei connaissent cet endroit « *construit pour accueillir les fidèles du monde entier* », comme le rappelle José Alfonso Arregui, le directeur de la communication. Un poste créé dès l'ouverture du lieu, il y a plus de quarante ans.

Une communication sous contrôle

Victime de sa réputation sulfureuse, l'Opus Dei cherche à redorer son image. Twitter, Facebook, site internet, ses membres sont sur tous les fronts. Une communication bien huilée pour une organisation qui jure pourtant ne tirer « *aucun intérêt économique* » de ses activités. Sur la toile, le sanctuaire met en avant ses actions : récolte de produits d'hygiène pour des associations caritatives locales, activités avec des réfugiés et événements destinés aux familles. Les officiels sont détendus, ouverts, ils plaisantent et insistent sur leur « *transparence* ». « *Nous voulons faire comprendre que nous ne sommes pas seulement un sanctuaire de l'Opus Dei. Nous faisons avant tout partie de l'Église catholique* », insiste José Alfonso Arregui. En 2016, ce sont environ 200 000 personnes qui ont franchi les grilles de son enceinte. Un chiffre bien en deçà de leurs espérances.

Pensé par Heliodoro Dols, jeune architecte valencien, le style du sanctuaire de Torreciudad est unique.

© Maïder Gérard

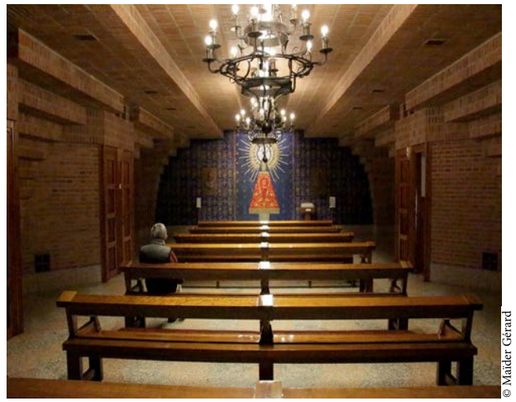
Malgré leurs efforts, les habitants de Barbastro, ville voisine, ne semblent pas dupes de ce discours policé. Inmaculada, gérante du restaurant familial *La Comida* ne mâche pas ses mots sur ses voisins de Torreciudad. « *C'est une secte !* », lâche-t-elle. Derrière son comptoir, la commerçante se montre intarissable sur le prosélytisme de l'Opus Dei. Et d'évoquer cette jeune fille de son village rentrée dans leurs rangs ; son beau-père qui a participé à la construction du sanctuaire dans les années 1970 ; ou encore ce marchand de meubles du magasin voisin, embauché pour aménager les appartements achetés à Pampelune par ceux que les adeptes appellent ici « *la Obra* ».

Les Ex-Opus

Plus que de simples commérages, de nombreux témoignages révèlent la face obscure de l'organisation. Embrigadement, contrôle de la pensée, les « évadés » parlent d'un monde où la liberté individuelle n'existe plus.

Agustina Lopez de los Mozos Muños n'a pas toujours été une journaliste reconnue. Pendant dix ans, elle a fait partie de l'Opus Dei, n'a cru que ses prédicateurs et a renié sa famille. « *Sortir de l'Opus est très difficile. Quand vous commencez à exprimer votre désir de partir, la pression que l'on exerce sur vous s'amplifie. On vous dit que Dieu vous punira, on vous menace, on menace vos proches.* » Aujourd'hui, cette femme au regard droit a fait de la lutte contre l'Opus Dei son cheval de bataille. Son site opuslibros.org recueille des centaines de témoignages d'anciens membres qui corroborent sa propre expérience : « *J'ai travaillé pour "la Obra" pendant quinze ans. Je n'avais aucune couverture sociale et aucun salaire. Quand je suis partie, je me suis retrouvée sans rien* » ; « *La doctrine de l'Opus est très machiste. Comme j'étais une femme, je m'occupais de faire le ménage. Quand j'ai commencé à avoir des doutes sur ma foi, ils m'ont envoyée à l'hôpital. Là-bas, on m'a donné des cachets.* » Une organisation controversée, infiltrée jusque dans les sphères de pouvoir, mais reconnue et légitimée par l'Église. Un réseau catholique très puissant. Une odeur de sainteté aux relents de secte. ●

Maïder Gérard et Salomé Parent



L'Opus contrôle son image dans les moindres détails. La propreté des lieux est aussi importante que la communication.

© Maïder Gérard

“QUAND J'AI COMMENCÉ À AVOIR DES DOUTES SUR MA FOI, ILS M'ONT ENVOYÉE À L'HÔPITAL. LÀ-BAS, ON M'A DONNÉ DES CACHETS”

Témoignage anonyme.

Le solitaire de Betorz

Il y a vingt-trois ans, Ramon Broto a fait le choix de revenir vivre dans son village natal de la Sierra de Guara. Aujourd'hui, le vieil homme veille sur une dizaine de maisons avec pour seule compagnie ses animaux.

Un chat au pelage tigré se glisse entre les habitations, seul maître des lieux. Au bout de l'unique rue du hameau trône une minuscule église aux murs décrépis. Il y a bien longtemps qu'un curé n'y a célébré la messe. Betorz, un bourg d'une dizaine de maisons en pierre encerclé par les monts de la Sierra de Guara, semble abandonné des humains. La mousse s'est emparée de certains toits et le lierre grimpe sur les clôtures. Pourtant, à l'entrée de ce village perché à 1 200 mètres d'altitude, une maison semblable aux autres se démarque par un détail inhabituel. Une patte de sanglier est accrochée à la porte en bois grisé. « *Ça éloigne les sorcières. Je n'y crois pas mais on ne sait jamais, donc je la laisse* ! », s'exclame Ramon Broto en rigolant.

Béret vissé sur la tête, barbe blanche encadrant un visage parcheminé de fines rides, Ramon est le dernier habitant de Betorz. « *Je voulais habiter dans un endroit que j'aime. Je préfère vivre ici avec peu, plutôt que me conformer à la vie en ville* », confie-t-il en buvant une gorgée de café bien noir. Le seul résident du bourg est né il y a soixante-cinq ans dans une chambre de la maison familiale où il vit encore sans femme ni enfants. « *Je n' ai pas eu la chance de trouver la bonne* », relate-t-il en plissant les yeux. Après avoir vécu seize ans à Barbastro « *pour travailler dans l'industrie* », Ramon décide en 1994 de se réinstaller dans son village natal.

Déjà, à l'époque, Betorz ne compte qu'une poignée de résidents. Tous ont désormais quitté le bourg. Tous sauf Ramon. L'exode a commencé à la fin des années 1970, lorsque les habitants sont partis chercher du travail à la ville. Les maisons se sont vidées les unes après les autres, au grand regret du vieil homme devenu le gardien d'un village fantôme qui reprend cependant vie le temps des vacances, lors du retour des natifs.

Outre Ramon, quelques ouvriers témoignent d'une présence humaine. Parmi eux, Mohammed et Bacao. Le jeune homme et son compère vivent à Barbastro, la troisième plus grande ville de la région, à une cinquantaine de kilomètres d'ici. Ils rénovent une maison récemment achetée par un anthropologue français. « *Il va venir s'installer avec sa femme* », clame Bacao entre deux coups de marteau, un bonnet à rayures enfoncé sur le crâne.

Pour le montagnard, ces allées et venues ponctuelles ne sont pas suffisantes : « *Il faut ramener la vie à Betorz* », un « *très beau village qui doit le rester* ». Enchanté par la venue de ses futurs voisins, il milite pour le repeuplement du village. « *C'est une bonne chose que ces personnes aient racheté cette maison abandonnée* », soutient-il.

Seul avec sa meute

Malgré l'absence de voisins, Ramon ne s'ennuie jamais. « *Je sais m'occuper. J'ai beaucoup à faire* », affirme-t-il. Deux fois par an, l'homme au teint buriné accueille une soixantaine de chasseurs venus des quatre coins de la région. Pour les recevoir, il a aménagé une ancienne grange construite par son grand-père à la fin du XIX^{e} siècle. À l'intérieur du refuge, une dizaine de lits superposés se succèdent. Les passionnés traquent principalement le loup, le cerf et la biche. Et comme tout chasseur qui se respecte, le vieil homme exhibe ses trophées. Des têtes d'animaux empaillées garnissent les murs de l'immense salle à manger tandis que de multiples cartouches de fusil se dressent sur la cheminée où crépite un faible feu de bois. Un véritable musée de la chasse.

Dehors, Nupi – l'un des treize chiens du chasseur – roupille paisiblement à côté des oies, des poules et du dindon. Plus loin, Raquel, Dollar ou encore Felipe se reposent à l'abri du froid. « *Ces chiens sont comme mes enfants* », conte-t-il, en remuant son café. Entouré de ses vingt-cinq compagnons, le gardien de Betorz ne se sent pas seul. Pour lui, « *vivre à la montagne est plus important que tout le reste* ». Un jour, Ramon devra quitter sa terre natale, quand la santé ne lui permettra plus d'y vivre, « *mais pour l'instant, l'heure n'a pas sonné* ! » ●

Jadine Labbé Pacheco

© Vincent Chevais

Légende d'Aragon

La fin tragique du roi Jalaf

« À l'époque musulmane, vers l'an 700, Alquézar était dirigé par le roi maure Jalaf. Ce roi était complètement dérangé, crois-moi ! Chaque semaine, il ordonnait que les plus belles chrétiennes de la vallée du Rio Vero lui rendent visite, si tu vois ce que je veux dire. On raconte les plus fâcheuses histoires sur ses caprices... Heureusement, un jour, une jeune fille courageuse du village de Buera a décidé de le tuer. Personne n'y croyait, mais je peux te dire que la gamine était rusée. La nuit tombée, elle s'est pomponnée, maquillée et a glissé dans son chignon un peigne andalou avant de se rendre au château du roi. Jalaf est tombé raide dingue amoureux d'elle. Et pour fêter ça, il a bu ! La jeune femme en a profité pour le diriger dans sa chambre et d'un coup d'un seul, elle lui a coupé la tête avec son peigne andalou. Je peux t'assurer que tous les chrétiens en sont restés bouche bée ! Certains ont même fini par l'idolâtrer. Grâce à la jeune fille de Buera, les habitants opprimés ont récupéré les clés de la ville. Et les pauvres musulmans, eux, désemparés sans roi, se sont jetés avec leurs chevaux dans le canyon. Certaines nuits encore, on peut entendre leurs cris désespérés... »

Esperanza Ortigas Fumanal, 85 ans, retraitée du village d'Alquézar

A. M.

Situé à une centaine de kilomètres de la frontière avec la France, Alquézar attire, depuis les années 1980, de nombreux touristes venus de l'Hexagone.

© Pierre Steinmetz

Alquézar, nouvelle Mecque du tourisme

Depuis trente ans, ce petit village du nord de l'Aragon joue de ses atouts pour attirer les randonneurs. Un choix payant, qui lui assure désormais une situation plus sereine dans une région frappée par la pauvreté et l'exode rural.

La route est escarpée et les virages donnent le tournis. Perché sur un piton rocheux des contreforts pyrénéens, Alquézar se mérite. La cité fondée au IX[e] siècle par les Arabes fait partie de l'association des plus beaux villages d'Espagne depuis 2015. En ce week-end de mars, les températures sont encore fraîches, mais les touristes sont au rendez-vous pour admirer les bâtisses médiévales qui forment le centre historique. Des maisons qui étaient « *en ruine, ou sur le point de s'effondrer* » il y a vingt-cinq ans, à en croire José Luis Peñart, propriétaire d'un gîte rural. « *Quand j'étais gamin, il y avait deux restaurants et pas d'hôtel*, se souvient Enrique Ferrando Castillo, propriétaire d'un des 32 établissements touristiques existant à ce jour. *Avant, tout le monde vivait de l'élevage et des oliviers… Et on était très pauvres. Aujourd'hui, tu n'as plus le choix : il faut vivre du tourisme.* » En 2016, 80 % de l'économie d'Alquézar était liée à cette activité.

Le village de 300 âmes profite de son exceptionnelle situation au cœur de la Sierra de Guara. Pourtant, Alquézar n'échappe pas à l'exode rural des années 1970. Si belle soit-elle, la région est fuie par ses propres habitants. Mais dès les années 1980, le parc naturel va faire le bonheur d'une poignée de Français amateurs de randonnée et de canyoning. « *Quand les vieux du village ont vu débarquer tous ces Français en combinaison néoprène, ils se sont demandés qui étaient ces fous*, se remémore Mayte Rodellar, boulangère de 48 ans. *Ils n'avaient jamais vu ça de leur vie.* »

Ces « *fous* », Mariano Altemir Lascore les a accueillis à bras ouverts. Cet agriculteur n'a que 23 ans lorsqu'il est élu maire, en 1987. Avec, déjà, une idée derrière la tête. « *Alquézar avait un énorme potentiel touristique, alors que vivre de l'agriculture était de plus en plus difficile.* » Rien que pour rénover la collégiale Santa María de la Mayor, principal monument de la cité, Mariano Altemir obtient de la communauté autonome d'Aragon 1,5 million d'euros. Mais le maire mise aussi sur l'investissement personnel des habitants. Un pari gagnant : « *Beaucoup ont emprunté des sommes folles pour rénover leurs maisons et lancer leurs activités touristiques* », insiste-t-il. Une activité qui fonctionne à plein régime : « *Cela fait six ou sept ans que nous sommes tous complets en été.* » À tel point que certains villages alentour commencent à profiter de cette attractivité. Les clientèles plus modestes préfèrent désormais se tourner vers Adahuesca ou Radiquero.

« Attirer les touristes toute l'année »

Français et Espagnols représentent chacun 40 % des visiteurs. Suivent les Belges, les Néerlandais, et d'autres nationalités moins habituelles. « *Il n'y a pas longtemps, j'ai entendu parler russe pour la première fois de ma vie* », se marre Mayte Rodellar. Partie à 14 ans avec ses quatre frères et sœurs pour vivre à Monzón, près de Huesca, elle a été successivement coiffeuse, puis assistante sociale. Trente ans plus tard, elle est revenue à Alquézar, son village natal, pour créer une boulangerie-salon de thé. « *Comme moi, beaucoup de gens étaient partis d'ici pour vivre en ville, mais ont perdu leur travail à cause de la crise. C'est dans leur village d'origine qu'ils ont trouvé refuge, grâce au tourisme* », explique-t-elle. « *Celui qui ouvre un hôtel ou un restaurant ici, il sait que ça va marcher* », confirme José Luis Peñart, qui, depuis quelques mois, a délaissé son troupeau de brebis pour se consacrer exclusivement à son gîte.

Pourtant, dehors, les touristes ne sont pas si nombreux. La saison ne commence que début avril et se termine en octobre. Sans le soleil, Alquézar et ses alentours perdent beaucoup de leur attrait. « *Maintenant, l'objectif va être d'étendre la saison touristique sur toute l'année* », reconnaît le maire, qui tient lui-même un hôtel depuis 1993. Beaucoup d'établissements ferment l'hiver, ou bien n'ouvrent que pour les week-ends et les vacances. « *Les gens viennent d'abord pour les activités de plein air et accessoirement pour Alquézar*, poursuit-il. *Pour avoir des touristes toute l'année, il faut qu'ils viennent pour Alquézar d'abord.* » ●

Antoine Le Goff, Pierre Steinmetz et Gaétan Trillat

©Vincent Chevais

En 1936, Belchite compte 1 200 bâtiments. Trois ans plus tard, seule une centaine existe encore.

Les fantômes d'une histoire qui ne passe pas

Pour l'Espagne, assumer tous les chapitres de son histoire n'est pas chose évidente. Véritable symbole de cette difficulté : l'omerta autour de la question des fosses communes et du sort des disparus de la guerre civile et de la dictature. Depuis le début des années 2000, l'Association pour la récupération de la mémoire historique se bat pour que la recherche s'intensifie. « *À quoi bon réveiller les fantômes du passé ?* » se demandait la droite espagnole en 2010. Il s'agit de « *contribuer à fermer les blessures et éliminer tout élément de division entre les citoyens* », lui répondait alors le gouvernement socialiste.

La réalité est bien difficile à ignorer. Lors du conflit qui a opposé franquistes et républicains pendant trois ans (1936-1939), puis lors de la dictature qui s'acheva avec la mort de Franco en 1975, quelques 500 000 Espagnols ont péri. Parmi eux, plus de 110 000 disparus seraient enterrés dans ces fosses, selon une enquête du juge Baltasar Garzón.

P. S.

Belchite ou l'impossible réconciliation

En 1936, il était ravagé par la guerre civile espagnole. Dix ans plus tard, il devenait une terre de propagande franquiste. Aujourd'hui, le village de Belchite peine à se détacher d'un passé qui divise toujours ses habitants.

18 JUILLET 1936, le premier obus éclate. Belchite s'apprête à subir la rage de Franco. Les 3 800 habitants sont loin d'imaginer que leur village va être écrasé par 35 000 tirs d'artillerie lourde. Durant deux longues années, républicains et rebelles franquistes ne vont cesser de s'arracher la ville. Semaine après semaine, Belchite subit les bombardements. Et lorsque ce 10 mars 1938, les troupes victorieuses de Franco pénètrent dans la ville, elle n'est plus qu'un champ de ruines. 92 % des bâtiments ont disparu. Ils ne seront jamais réhabilités.

Grand vainqueur de la guerre civile espagnole, Franco veut faire de Belchite un symbole. En déambulant dans les ruines, chaque personne pourra se rendre compte du chaos semé par les républicains. Telle est la propagande que cherche à répandre le *Caudillo*. Il force également tous les opposants à reconstruire un « nouveau » Belchite pour reloger les habitants du « village martyr ».

©Vincent Chevais

Le nouveau Belchite compte 1 600 habitants en 2017.

©Pierre Steinmetz

« Même avec les visites de ses ruines, Belchite est en train de s'éteindre ».

« Chacun a dû choisir son camp »

Quatre-vingts ans plus tard, le nouveau Belchite est bien là. Des maisons modernes ont été construites, une mairie, quelques bars et la traditionnelle place du village, avec son marché de fruits et légumes. À première vue, le village a su se réinventer. Pourtant, il y règne une pesante atmosphère. Volets clos, rideaux tirés, rues désertées. Même le panier de basket qui trône au milieu d'une aire pour enfants fait peine à voir. « *Oh vous savez, ici, il n'y a pas grand monde dans les rues. Chacun reste cloîtré chez soi. Ceux qu'on voit le plus, ce sont les touristes* », lance María José, accoudée au comptoir du bistrot du village. Des touristes, effectivement, il y en a. En 2016, 30 000 sont venus visiter le village martyr 200 mètres plus haut.

Mais pour les habitants de Belchite, cette activité touristique agit comme un cautère sur une jambe de bois. Avec 80 % de la population âgée de 65 ans et plus, les douleurs causées par l'histoire restent intactes. « *Avec le temps, chacun a été obligé de choisir son camp,* explique Maria José, fille d'une habitante de l'ancien Belchite. *Nous avons eu de gros problèmes. Les gens ne cessent de ressasser leurs différends idéologiques.* »

Pour les républicains, impossible d'oublier le comportement du régime franquiste, qui ne s'est jamais préoccupé du traitement accordé à leurs défunts. L'identification des soldats morts pendant la bataille et la répression a été empêchée. « *C'est un traumatisme que beaucoup n'ont jamais réussi à oublier* », explique Juan Galindo, habitant et responsable du tourisme de la ville.

Du côté des franquistes « *encore très nombreux* », l'idée que la paix puisse se faire au détriment de leurs convictions politiques est inacceptable.

« Ce n'est pas l'Espagne dont nous pouvons être fiers »

Pourtant, plusieurs tentatives de créer une mémoire commune ont vu le jour. Au début des années 1990, le maire de l'époque imagine un mémorial de la paix. La population s'y oppose, le projet avorte. *Bis repetita* en octobre 2000 lorsque l'État promet d'investir 600 000 euros pour construire un musée de la paix et de la réconciliation. Là encore, les Belchitains font bloc. « *La guerre qu'a connue Belchite est quelque chose de difficile à digérer. Ce n'est pas l'Espagne dont nous pouvons être fiers, comme celle de la réconciliation* », déclarait alors le gouvernement autonome d'Aragon, dirigé par le Parti socialiste espagnol en 2002.

Pour María, il n'y a qu'un seul remède qui vaille. « *Il faut encore laisser du temps ! Les plus âgés, accrochés à leur passé et à leur idéologie, ne changeront pas. Mais les jeunes, eux, sont désormais bien loin de tout ça. Belchite revivra avec la nouvelle génération.* » ●

Pierre Steinmetz

Canfranc, gare fantôme

Un immense hall posé dans les Pyrénées espagnoles. Depuis près de cinquante ans, la deuxième plus grande station ferroviaire d'Europe est à l'abandon. Mais certains se battent pour que les trains y circulent de nouveau.

Fermín Esparza, la mémoire de la gare.

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

La seule vie qui reste, ici, ce sont les ronces. Les vieux wagons en bois, de l'âge d'or de la *estación internacional*, s'entassent, oubliés, près des broussailles. Il neige. Cinq bons centimètres recouvrent les rails. Mais personne ne viendra dégager la voie. Pas même Fermín. Les flocons sur son crâne se confondent avec l'éclatante blancheur de ses cheveux courts. À 60 ans, Fermín Esparza est la mémoire de la gare. « *Il a ça dans le sang* », nous précise Mariajo à l'office de tourisme, en pointant de l'index les veines de son bras nu. « *Bueno* », tempère Fermín, d'un haussement d'épaule. Il nous fait faire le tour du propriétaire. Construit en 1928, l'immense édifice de Canfranc, deuxième plus grande gare d'Europe en superficie (derrière celle de Leipzig), est jonché de tessons de bouteilles.

Neige et charbon

Faire le tour de la station avec Fermín prend plus de deux heures. Non pas que le petit homme soit loquace. Taciturne, plutôt. Mais passionné. Et triste de l'état dans lequel se trouve « sa » gare. Pendant la visite, il évitera le vaste terrain vague à l'arrière, là où sont entreposés les wagons

La façade de la gare a été préservée, pour le plaisir des touristes qui s'arrêtent sur le chemin de la station de ski de Candanchú.

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

abandonnés et pourris de l'intérieur, envahis par les herbes folles. Depuis le 27 mars 1970 et l'accident de train de marchandises sur le pont de l'Estanguet, à Bedous, côté français, le trafic international est interrompu. Le temps semble s'être arrêté, givré, comme les boulons qui avaient provoqué le déraillement. Aujourd'hui, à peine quelques tonnes de fret y transitent, des petits trains de montagne et quelques passagers estivaux. « *Une misère* » au vu du potentiel de cette gare. Pour Jacques Durand, spécialiste de la sécurité ferroviaire et membre du Comité pour la réouverture de la ligne Oloron-Canfranc (Creloc), « *techniquement, rien ne s'oppose à la réouverture de la ligne. Avec les technologies actuelles, les contraintes de relief ne poseraient aucun souci. Mais la SNCF bloque.* » L'expert est amer. Il n'est même plus étonné par la situation : tout le monde veut voir cette gare et cette ligne fonctionner, mais personne ne bouge. « *En 1970, lors de l'accident du pont de l'Estanguet, une garnison d'intervention rapide de l'armée française siégeait à Pau. Elle était capable de réparer le pont et de rétablir le trafic en quinze jours maximum. Mais à ce moment-là, il y a eu une opposition ferme. Les autorités n'ont pas donné le feu vert.* »

Dans son coupe-vent bleu fluo, Fermín attend. Il dénote, dans ce paysage où tout n'est que noir ou blanc, neige ou charbon, comme en 1928. Dans deux ans, ce cheminot sexagénaire, fils et petit-fils de cheminot, prendra sa retraite. Il pourra achever la maquette de la gare de Canfranc, « *à échelle, oui monsieur* », qu'il est en train de construire chez lui. Il quittera son métier avec un espoir : voir la gare

34,8 km réhabilités en 2009-2010 pour **35 millions d'euros**

24,7 km réhabilités en 2014-2016 pour **102 millions d'euros**

33,2 km estimés à **300 millions d'euros**

134,9 km estimés à **200 millions d'euros**

Alain Rousset pousse les wagons

Depuis le début des années 2000, Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, montre son intérêt pour la réouverture de ligne Saragosse-Pau. Le 30 janvier 2017, un accord à quatre têtes entre la nouvelle grande région Aquitaine, l'Aragon, la France et l'Espagne a conclu que tous *« sont donc résolus à conduire un programme complet de réouverture de la ligne, de Pau à Saragosse »*. Surtout, cet accord demande une participation à hauteur de 50 % du coût global de la réhabilitation de la ligne entre Huesca et Bedous (qui s'élèverait à 14,5 millions d'euros) à l'Union européenne, qui dispose d'une budget spécial pour *« l'interconnexion en Europe »*. *« Si l'Europe accepte de financer la moitié du prix des études, elle acceptera de financer une partie des travaux, c'est presque automatique »*, précise le spécialiste du sujet Ramon J. Campo, journaliste au quotidien *Heraldo de Aragón*.

Couperet en juillet

En pratique, l'exécutif espagnol freine le processus. L'ADIF, filiale de la Renfe (l'équivalent espagnol de la SNCF), est prête à prendre la réalisation des travaux à sa charge, mais attend les subventions pour les commencer. Côté français, les travaux sur la ligne Pau-Canfranc sont bien avancés. Pour Campo, *« Alain Rousset fait un pari sur l'avenir. En se positionnant en faveur de la réhabilitation de la ligne Saragosse-Pau, il sait qu'il va désengorger le trafic de camions à la frontière basque pour une solution ferroviaire plus écologique, qui créera beaucoup d'emplois dans le Béarn. »*
Aujourd'hui, le projet de réhabilitation de l'intégralité de la ligne Pau-Saragosse est à l'étude à Bruxelles. Sollicité pour connaître le positionnement de la Nouvelle-Aquitaine sur l'évolution de ce dossier, le cabinet d'Alain Rousset n'a pas souhaité répondre à notre demande. Quant à la hauteur de sa participation financière, l'UE devrait donner sa réponse en juillet 2017.

P. V.-E.

À l'arrière, les wagons en bois sur lesquels s'amusait Fermín Esparza gamin, sont abandonnés aux broussailles et aux flocons.

© Pierre Steinmetz

rouvrir de son vivant. « *Certains disent en 2020, d'autres en 2024. Moi, j'attends de voir.* » Le dernier projet en date, révélé par le journaliste Ramon J. Campo dans le quotidien *Heraldo de Aragón* du 5 mars, est soutenu par un groupe de trois entreprises en hôtellerie et en construction. Le hall de gare accueillera un hôtel. Autour, un musée ferroviaire, un centre commercial de 17 500 m², une zone résidentielle, une nouvelle petite gare à l'arrière, un pavillon sportif... Et des logements, beaucoup de logements. Le projet est dans les tuyaux depuis le début de l'année 2017, selon José Luis Soro, le conseiller régional délégué aux transports. Les travaux pourraient commencer au premier trimestre 2018, pour se terminer en 2020.

« Il faudra une guerre »

À Canfranc-Estación, le village de 300 habitants qui s'est créé uniquement par et pour la gare au XX^{e} siècle, les anciens l'assurent : « *Il faudra une guerre pour revoir cette satanée gare fonctionner.* » Trois voitures de touristes espagnols se garent en épi. Une famille sort la luge, pour un petit quart d'heure de joyeuses glissades. Hôteliers, cafetiers, boutiquiers… L'opinion publique est quasi-exclusivement en faveur de la réouverture. Seul un petit groupe d'habitants de la vallée du Bedous a protesté, en montant le CROC, l'association contre la réouverture de la ligne Oloron-Canfranc. Dans la région de Saragosse, certains gros pôles économiques ont déjà manifesté leur intérêt pour cette ligne ferroviaire : l'usine automobile Opel-PSA **(lire page 46)** ; le groupe textile Inditex (qui détient Zara) ; la plateforme logistique la plus importante d'Europe, Plaza ; le fabricant de coussins Pikolin, la papeterie Folder… En plus du transit de maïs, qui a toujours fonctionné à Canfranc, ce fret supplémentaire assurerait la rentabilité de la ligne.

Locomotive à double traction

Ramon J. Campo ne comprend pas ces atermoiements : « *Dans les années d'après-guerre, en 1950, Canfranc était le passage le plus fréquenté de toutes les Pyrénées. Un demi-million de tonnes de marchandises y transitait chaque année. Vous imaginez ? Aujourd'hui, aucune gare des Pyrénées n'atteint ces chiffres.* » Les prévisions actuelles les plus pessimistes vont déjà bien au-delà. « *La traversée occidentale* [la liaison Pau-Saragosse, ndlr] *pourrait amener deux millions de tonnes de fret par an, au moins ! Ce serait 10 % du fret qui traverse la frontière franco-espagnole, en passant par la Catalogne ou le Pays basque, mais surtout par la route* », s'exclame Jacques Durand, qui a aussi mené une étude de viabilité pour le compte du Creloc.

Dans son manteau rouge et blanc, sous les flocons portés par le vent.

© Patxi Vrignon-Etxezaharreta

Sur l'ensemble du trajet entre Pau et Saragosse, les 30 kilomètres entre Bedous et Canfranc coûteront plus de la moitié du prix total. Cette portion est la plus escarpée, avec des pentes à plus de 43 %. « *Un faux problème* », selon la commission de travail sur le dossier Canfranc. Jacques Durand confirme : « *On trouve des pentes beaucoup plus raides en Suisse ou en Allemagne, il suffit d'équiper le convoi d'un système de double traction.* »

L'iceberg ou le Titanic ?

Le rideau de flocons s'épaissit. Dans la poudreuse, poings fermés dans les poches, Fermín Esparza attend toujours. Las. C'est un vieux garçon. La lignée de cheminots chez les Esparza s'arrêtera là. Il a bien un neveu, de son frère jumeau, mais le petit refuse catégoriquement de courber l'échine pour le rail.
Le nouveau projet de réhabilitation le réconforte un peu. Les designers de l'école publique d'architecture de Saragosse, qui s'occupent de l'édifice historique, ont décidé de préserver le patrimoine en l'état. Ça, Fermín s'en accommode. Mais le projet n'a pas prévu de faire enlever l'écusson franquiste, tout en moulures, qui surplombe le hall d'accueil, face au blason français. Et ça, Fermín n'aime pas. Il en a honte. Honte de ce qu'est sa gare aujourd'hui. Il ne voudrait pas avoir honte de ce qu'elle sera demain.
À l'office de tourisme, Mariajo distribue généreusement les flyers de promotion pour la gare. « *Plus vaste que le* Titanic ! », racole l'un d'entre eux. Fermín lorgne, du coin de l'œil. Sa moustache blanche frétille. « *Si c'est pour finir pareil... non merci.* » ●

Patxi Vrignon-Etxezaharreta

Légende d'Aragon

L'amandier de Rodellar

« Tu sais, le début de cette histoire ressemble à beaucoup d'autres : deux adorables enfants, une mère décédée, un père effacé et une affreuse belle-mère. Jusqu'ici, rien de plus classique. La marâtre ne donnait jamais à manger au garçon et à sa petite sœur. Pas même à grignoter, rien. Le jour où le garçon essaya d'ouvrir le coffre de nourriture, plein de figues séchées et de tomates sucrées de la vallée, elle le tua et l'enterra sous l'unique amandier de notre village. Bien sûr, elle pensait ne plus jamais en entendre parler... Mais le petit garçon se réincarna en bel oiseau noir au bec jaune. À l'aide de ses petites pattes, il ramena un collier d'argent pour sa sœur et des chaussures en or pour son père. Puis il se mit à chanter sur la place du village : *« La belle-mère a fini par me tuer et ma petite sœur ne cessera jamais de pleurer. »* Ce jour-là, la belle-mère fut chassée par les habitants et personne n'eut plus jamais de ses nouvelles. Je peux te jurer qu'aujourd'hui encore, lorsque je vois un oiseau sur l'amandier, je pense au petit garçon et je lui souris... »

Marisol Berges Fumanal, 36 ans, guide de montagne à Rodellar.

A. M.

VISÓ

Directeur de la publication
François Simon
Coordination
Sophie Dufau, François Simon, Maria Santos-Sainz, Julien Guintard, Gérard Muteaud
Rédacteurs en chef
Salomé Parent, Patxi Vrignon-Etxezaharreta
Chefs d'édition
Clara Delente, Gaétan Trillat
Chef Iconographie
Vincent Chevais
Directrice artistique
Frédérique Augry
Infographies
Manon Bricard
Photo de Une
Valentin Etancelin
Quatrième de couverture
Vincent Chevais

Rédacteurs
Manon Bricard manon_bricard, Vincent Chevais VincentDeneb, Clara Delente ClaraDelente, Valentin Etancelin val_etancelin, Maïder Gérard MyDear313, Ariadna Herrero arihese, Jadine Labbé Pacheco JadineLP, Antoine Le Goff Antoine_LeGoff, Clarisse Martin Clarisse_Martin, Laura Michelotti MichelottiLaura, Anaïs Moran Moran_Anais, Camille Mordelet CMordelet, Salomé Parent SalomiParenti, Patricia Plaza PatriciaPlazaLp, Jorina Poirot jorina_poirot, Pierre Steinmetz psteinmetz68, Gaétan Trillat Gaetan_trillat, Ivan Trigo ivantrigoglez, Patxi Vrignon-Etxezaharreta patxi_ve

Remerciements
Sandra Araguas, Eduardo Bayona, Ramon Campo, María José Esparza, Chus García, Pablo de Gildas, Paco Giménez, Mayte Gobantes, Carlota Gomar, María Gómez y Patiño (département de journalisme de l'Université de Saragosse), Angela Labordeta, Ana Mancho de la Iglesia, Joaquin Noé, Sonia Pardo Sanz, Rubén Ramos, César Yagues, Laure Vasquez (directrice de l'Institut français de Saragosse-Huesca).

Visó, magazine édité à 1200 exemplaires et réalisé par les étudiants de Master 2 en spécialité presse écrite.
Numéro spécial
ISSN en cours

Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine
1, rue Jacques Ellul
33 000 Bordeaux
05 57 12 20 20
www.ijba.u-bordeaux3.fr
VisoMag

Imprimeur
BLF impression
4, rue Ariane, ZA Toussaint Catros, 33185 Le Haillan

Distributeurs
Relay, SAD